

François Foronda

***Vers un gouvernement de jure dans la Castille du XV<sup>e</sup> siècle:  
les contrats de privanza d'Henri IV de Trastamare***

[a stampa in *Du contrat d'alliance au contrat politique. Cultures et sociétés politiques dans la péninsule Ibérique à la fin du Moyen Âge*, a cura di F. Foronda et A. I. Carrasco Manchado, Toulouse, Presses universitaires (Méridiennes), 2007, pp. 189-250] © dell'autore – Distribuito in formato digitale da "Reti Medievali"

## Vers un gouvernement *de jure* dans la Castille du XV<sup>e</sup> siècle : les contrats de *privanza* d'Henri IV de Trastamare\*

[article publié dans François FORONDA et Ana Isabel CARRASCO MANCHADO (dir.), *Du contrat d'alliance au contrat politique. Cultures et sociétés politiques dans la péninsule Ibérique*, Toulouse, Presses universitaires (Méridiennes), 2007, pp. 189-250]

François Foronda  
Université Paris I Panthéon-Sorbonne  
Laboratoire de Médiévisstique occidentale de Paris

Entre 1456 et 1466, sous une forme inédite, Henri IV (1454-1474) passe contrat avec la noblesse castillane<sup>1</sup>. Or, cet événement autant politique que documentaire, qui donne lieu à un engagement royal sans pareil dans l'Europe de la féodalité bâtarde ou plutôt d'État<sup>2</sup>, n'a jamais suscité qu'un intérêt relativement marginal, marqué surtout par le jugement sévère porté autrefois et réitéré récemment par Luis Suárez Fernández<sup>3</sup>. Selon lui en effet, ces contrats souscrits par le roi — sous l'égide et en faveur essentiellement du seul marquis de Villena, don Juan Pacheco, un ancien *privado* passé Grand du royaume, auquel l'auteur fait jouer le rôle du Méchant de l'histoire, il est vrai avec un succès garanti tant le personnage le prend avec envie —, dont il ne retient surtout que ce dévoiement « horizontal » induit par leur proximité avec les contrats d'alliance<sup>4</sup>, ont

---

\* Cette étude s'intègre aux travaux réalisés dans le cadre du groupe consolidé de recherche de l'Université Complutense de Madrid n° 930369: « Sociedad, poder y cultura en la Corona de Castilla, siglos XIII al XVI ».

<sup>1</sup> Ces contrats sont repris dans l'annexe documentaire.

<sup>2</sup> Sur la question de la féodalité bâtarde, voir plus particulièrement la présentation qu'en réalise Jean-Philippe GENET dans son article « Histoire politique anglaise, histoire politique française », dans Claude GAUVARD, François AUTRAND et Jean-Marie MœGLIN (éd.), *Saint-Denis et la royauté. Études offertes à Bernard Guenée*, Paris, 1999, pp. 621-630 ; ainsi que les trois premiers chapitres de sa thèse, où il démonte en quelque sorte la logique du système (*La genèse de l'État moderne. Culture et société politique en Angleterre*, Paris, 2003, pp. 11-87). Pour une mise en perspective européenne, outre les pages toujours utiles de Bernard GUENÉE sur l'intégration politique de la noblesse — où il préfère employer d'ailleurs l'expression « système de contrat » plutôt que l'une de celles formées à partir du terme « féodalité (bâtarde, prolongée, nouvelle...) » (*L'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Les États*, Paris, 1991 (4<sup>e</sup> éd.), pp. 229-235) —, voir plus spécialement le chapitre « Princes et gentilhommes » de la synthèse plus récente de Joseph MORSEL, *L'aristocratie médiévale. La domination sociale en Occident (V<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Paris, 2004, pp. 264-310.

<sup>3</sup> Luis SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Nobleza y Monarquía. Puntos de vista sobre la Historia castellana del siglo XV*, Valladolid, 1959, pp. 139 ; ID., *Nobleza y Monarquía. Entendimiento y Rivalidad. El proceso de la construcción de la corona española*, Madrid, 2003, pp. 285-286.

<sup>4</sup> Sur les contrats d'alliance en Castille, voir plus spécialement les travaux de María Concepción QUINTANILLA RASO (notamment ses articles « Les confédérations de nobles et les *bandos* dans le royaume de Castille au bas Moyen Âge. L'exemple de Cordoue », *Journal of Medieval History*, 16 (1990), pp. 165-179, et « Sociabilidad nobiliaria y solidaridad jerárquica en la Castilla del siglo XV », *Cuadernos de Historia de España*, LXXVI (2000), pp. 155-184), les commentaires d'Isabel BECEIRO PITA et de Ricardo CORDOBA DE LA LLAVE (*Parentesco, poder y mentalidad. La nobleza castellana. Siglos XI-XV*, Madrid, 1990, pp. 307-324), l'analyse diplomatique réalisée par Ana Belén SÁNCHEZ PRIETO (« Un tipo documental fundamentalmente nobiliario : la confederación. Aspectos jurídico-diplomáticos (siglos XV-XVI) », *Cuadernos de Estudios Medievales y Ciencias y Técnicas Historiográficas*, 20 (1995), pp. 47-63), ou encore l'étude de Dolores-Carmen MORALES MUÑIZ sur l'emploi de ces

pour conséquence de le rabaisser au rang d'un simple chef de parti, cela entraînant la rupture d'une discipline jusqu'alors fondée sur le respect de la personne royale<sup>5</sup>.

Mais cette affirmation<sup>6</sup>, réalisée à partir d'une base documentaire très partielle en fait<sup>7</sup>, même en tenant compte de ce dénouement dramatique — la guerre civile — qui

---

contrats par henricistes et alphonseins lors de la guerre civile (« Las confederaciones nobiliarias en Castilla durante la guerra civil de 1465 », *Anuario de Estudios Medievales*, 18 (1998), pp. 455-467). Pour la France, ces contrats d'alliance ont jusqu'à présent essentiellement été étudiés par Peter LEWIS dans ses articles « Decayed and non Feudalism in Later Medieval France », *Bulletin of the Institute of Historical Research*, 37 (1964), pp. 157-184 ; et « Of Breton Alliances and Others Matters », dans Christopher ALLMAND (éd.), *War, Literature and Politics. Essays in Honour of G. W. Coopland*, Liverpool, 1976, pp. 122-143 (tous deux repris dans ses *Essays on the History of Later Medieval France*, Oxford, 1986, pp. 41-90). Il convient de signaler cependant les remarques de B. GUENÉE sur l'emploi des contrats d'alliance au cours du règne de Charles VI, mais depuis la perspective plus large de l'usage politique du serment à l'occasion de l'enquête sur ce thème dirigée par Raymond VERDIER (*Le Serment*, 2 vols. Paris, 1991), d'abord dans son article « *Non perjurabis*. Serment et parjure en France sous Charles VI », *Journal des Savants* (1989), pp. 241-257, ensuite dans sa monographie *Un meurtre, une société. L'assassinat du duc d'Orléans. 23 novembre 1407*, Paris, 1992, pp. 107-118. Plus récemment, il convient de mentionner l'approche sémantique développée par Nathalie NABERT (*Les réseaux d'alliance en diplomatie aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1994), ainsi que la confrontation de la pratique du contrat d'alliance avec les conceptions sur l'amitié réalisée par Bénédicte SÈRE dans sa thèse (*Amicitia in libris Ethicorum. Le fonctionnement des commentaires de l'Éthique à Nicomaque sur le thème de l'amitié (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2004, t. II, pp. 438-444 [inédit.]).

<sup>5</sup> Remarquons d'ailleurs que, pour asseoir sa démonstration, L. Suárez Fernández tend à diluer quelque peu la spécificité des contrats passés par le roi. Ainsi, sous le vocable de « *pactos de garantía y seguridad* », il assimile notamment les contrats du 29 mai 1457 (pièce n° 4 de l'annexe) et du 3 février 1358 (pièce n° 6), qui correspondent effectivement à un même type documentaire, au très distinct *pleito-homenaje* que prêtent, le 8 octobre 1358, les principaux membres des lignages tolédans à l'archevêque de Séville, don Alfonso de Fonseca, qui agit au nom du roi (*Memorias de Enrique IV de Castilla*, Madrid, 1835-1913, pièce n° 60, pp. 206-209). Et dans son souci de démontrer le caractère pernicieux des contrats souscrits par Henri IV, L. Suárez Fernández distingue en outre les deux premiers contrats indiqués ci-dessus du contrat du 25 mars 1457 (pièce n° 3 de l'annexe, d'ailleurs daté du 23 mars tant dans *Puntos de vista...* que dans sa refonte *Entendimiento y Rivalidad...*), tenu pour un simple « *juramento de fidelidad* » contre l'octroi d'une « *protección especial* », alors même qu'il porte, à en juger par la minute publiée par Antonio Paz y Mélia, le même type d'engagement que les précédents et sous la même forme. Dans la refonte de son *Puntos de vista...* (*Entendimiento y Rivalidad...*, p. 284), l'auteur ajoute de plus que le marquis de Villena n'est pas expressément mentionné dans le contrat du 25 mars 1457, alors que son nom apparaît bien dans la minute dudit contrat. L. Suárez Fernández est visiblement gêné par la participation de l'évêque Barrientos, ardent monarchiste, dans le contrat du 25 mars 1457, d'où la nécessité de le distinguer quelque peu du reste des engagements souscrits par le roi, où demeure toujours en revanche don Juan Pacheco. Enfin, remarquons que dans son souci de lier la politique contractuelle henricienne à la seule question du maintien du « gouvernement Pacheco », qu'il fait donc débiter en 1457, l'auteur ne prend pas en compte les contrats passés par le roi dès 1456 (pièces n° 1 et 2).

<sup>6</sup> Alors que ses analyses s'opposent en bien des points à celles de L. Suárez Fernández, William D. PHILLIPS tend de fait à la reprendre. Ainsi affirme-t-il que « *when Enrique took the throne, he embarked immediately on a policy designed to forge alliances with members of the nobility to secure his power* » (*Enrique IV and the Crisis of Fifteenth-Century Castile 1425-1480*, Cambridge (Mass.), 1978, p. 47), mais il fait alors seulement référence aux pardons et aux titres octroyés par le roi au début de son règne et non pas aux contrats qu'il souscrit pourtant dès 1456. De ceux-ci l'auteur ne retient donc lui aussi que les contrats passés à partir de 1457, en relation avec le « gouvernement Pacheco », dont il estime que « *even more significant was the fact that Enrique was reduced to openly playing partisan politics* » (*ibid.*, p. 65), allant même jusqu'à parler d'un « *agreement with the Pacheco cabal* » (*ibid.*, p. 65, note 4).

<sup>7</sup> En effet, il convient d'ajouter aux contrats déjà signalés (pièces n° 1, 2 [1456], 3, 4 [1457] et 6 [1458]), dont deux seulement sont pris en considération par L. Suárez Fernández comme indiqué auparavant (les

transforme rétrospectivement en impasse l'originale voie contractuelle dans laquelle s'engage Henri IV, semble quelque peu exagérée ; davantage marquée par l'idée que l'auteur se fait, par atavisme intellectuel et idéologique aussi, de la place du roi, forcément très au-dessus de la mêlée, partant inatteignable, dans un régime politique qu'il pousse en direction de son apothéose autoritaire et absolutiste, avec les Rois Catholiques, que par la réalité d'une expérience politique où l'existence d'une telle discipline paraît pour le moins improbable. Tordesillas (1420) et Rámaga (1443), ces deux coups de force avérés du règne de Jean II (1406-1454)<sup>8</sup>, démontrent qu'une telle discipline n'a pas existé avant l'accession au trône d'Henri IV. Et la chronologie des contrats henriciens, essentiellement entre le coup avorté de Cordoue (1455) et la reprise de l'activisme nobiliaire que signalent les tentatives infructueuses de Madrid, de Ségovie et de San Pedro de las Dueñas (1464), porte à penser qu'ils ont pu jouer un rôle non négligeable dans le blocage attentatoire observé à ce moment-là<sup>9</sup>, soit pratiquement à l'inverse en somme de ce qu'affirme L. Suárez Fernández.

Quant au jeu des partis, le considérer comme un simple chienlit, revient à tirer un trait plutôt rapide sur la façon dont les rois castillans s'en mêlent au travers de leurs *privados*, afin de médiatiser leur noblesse — avec comme choc en retour la médiatisation par celle-ci de leur gouvernement, tant de leur personne que de leur royaume — et consolider ainsi les assises de leur trône, depuis qu'ils doivent faire face à de puissantes et réitérées mobilisations aristocratiques, soit dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. De ce point de vue, la différence henricienne tient effectivement au fait que l'engagement royal se fait directement et sous la forme d'un contrat spécifique, mais encore faut-il dès lors, pour en prendre toute la mesure, la rapporter, davantage que ne le fait L. Suárez Fernández<sup>10</sup>, aux évolutions de ce mode d'intervention dans le paysage nobiliaire fondé sur la faveur et devenu système de gouvernement qu'est la *privanza*. Or, une tendance se dégage, surtout à partir de la *glasnost* trastamare des années 1370-1380, marquée par l'autonomisation des corps de l'État en raison de l'achèvement de leur processus d'institutionnalisation — l'Audience est instituée en 1371 et le Conseil en 1385 — et la réorganisation du service au roi — *du dedans* avec l'office de Chambrier de la *Cámara de los paños* créé en 1382 et *du dehors* avec la création de la

---

pièces n° 4 et 6), ceux du 4 juin 1457 (pièce n° 5), du printemps 1464 (pièce n° 7) et de 1466 (pièce n° 8) qui correspondent tous à un même type documentaire.

<sup>8</sup> F. FORONDA, « S'emparer du roi : un rituel d'intégration politique dans la Castille trastamare », dans ID., J.-Ph. GENET et J. M. NIETO SORIA (dir.), *Coups d'État à la fin du Moyen Âge ? Aux fondements du pouvoir politique en Europe occidentale*, Madrid, 2005, pp. 220-222 et 230-236.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 223-224 et 242-244.

<sup>10</sup> La portée gouvernementale des contrats henriciens n'est en effet pas ignorée par L. SUÁREZ FERNÁNDEZ. Ainsi le contrat du 25 mars 1457 (document n° 8 de l'annexe) est-il pratiquement considéré par l'auteur comme l'acte d'installation du « gouvernement Pacheco » (*Puntos de vista...*, p. 138 et *Entendimiento y Rivalidad...*, p. 284). Le même constat s'impose pour le contrat du 29 mai 1457 (document n° 9) pour lequel l'auteur estime qu'il inaugure « una nueva forma de régimen político: el ejercicio del poderío real absoluto sería, en adelante, compartido » (*Enrique IV de Castilla. La difamación como arma política*, Barcelone, 2001, pp. 172-173 ; voir aussi pp. 189-190 où est évoqué, outre ce dernier contrat, celui du 3 février 1458 (document n° 10); ou encore p. 204, où l'auteur parle de « la entrega del poder por parte del rey, en 1457 »). Mais il ne fait plus référence à ces contrats dans son article « Orígenes del validaje » dans José Antonio ESCUDERO (coord.), *Los validos*, Madrid, 2004, pp. 35-40, alors qu'il insiste pourtant au départ sur le fait que « poco a poco se va descubriendo que hay dos atribuciones distintas, reinar, que corresponde únicamente al monarca y gobernar, que es cometido de aquellas personas que han recibido la correspondiente jurisdicción » (*ibid.*, p. 35).

connétablie en 1385 — : la formalisation toujours plus poussée de cette formule de gouvernementalité par nature informelle et fort instable<sup>11</sup>.

Or, cette procédure conjointe de formalisation et de stabilisation, qui en passe notamment par la légitimation du principe de délégation gouvernementale lors de l'institution du Conseil royal<sup>12</sup>, parce qu'elle est portée par un groupe de pouvoir dominé par une noblesse de service en voie d'aristocratisation, se voit poussée, à partir du règne d'Henri III (1390-1406), en direction des pratiques par lesquelles cette noblesse renouvée affiche son identité groupale<sup>13</sup>, plus particulièrement celle des amitiés jurées<sup>14</sup>. À partir de cette convergence s'ouvre un mouvement de résorption

---

<sup>11</sup> Je me permets de renvoyer à ma thèse de doctorat sur cette question : *La privanza ou le régime de la faveur. Autorité monarchique et puissance aristocratique en Castille (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2003 (inédit.), plus particulièrement t. I, pp. 372-396 (« La lettre et l'esprit ») sur la pratique du contrat d'alliance et les contrats henriciens. Certains aspects de ce mémoire ont été repris (« La *privanza* dans la Castille du bas Moyen Âge. Cadres conceptuels et stratégies de légitimation d'un lien de proximité », dans Isabel ALFONSO, Julio ESCALONA et Georges MARTIN (coord.), *Lucha política. Condena y legitimación en la España medieval*, Lyon, 2004, pp. 153-197), et d'autres revus et amplifiés (« S'emparer du roi... », pp. 213-329) depuis. Enfin, je me permets de signaler, tout récemment, ma contribution « La *privanza*, entre monarquía y nobleza », dans José Manuel NIETO SORIA (dir.), *La monarquía como conflicto en la Corona castellano-leonesa (c. 1230-1504)*, Madrid, 2006, pp. 73-132, dont ces pages reprennent et complètent certaines des réflexions de la seconde partie (« El Estado simbiótico »), soumises à appréciation lors de la première séance du séminaire de Madrid, le 4 novembre 2005, ainsi que dans le cadre du séminaire organisé par Adeline Rucquoi à l'E.H.E.S.S., lors de la séance du 30 janvier 2006.

<sup>12</sup> ID., « Des Cortes de Valladolid à celles d'Ocaña (1385-1469) : le conseil de Jethro à Moïse (Ex., 18, 13-27) ou le récit fondateur d'un gouvernement en partage », dans Patrick BOUCHERON et Francisco RUIZ GÓMEZ (éd.), *Modelos culturales y pautas sociales al final de la Edad Media: Estado, Iglesia y sociedad (Madrid-Almagro, 2004)*, Ciudad Real (sous presse).

<sup>13</sup> Sur la noblesse castillane, sa rénovation, son aristocratisation ou encore sa culture politique au XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle, outre les références bibliographiques indiquées dans mon article « La *privanza*, entre monarquía... », il convient de signaler la parution très récente également de l'enquête dirigée par M. C. QUINTANILLA RASO, *Títulos, grandes del reino y grandeza en la sociedad política. Fundamentos en la Castilla medieval*, Madrid, 2006.

<sup>14</sup> En réalité on ne sait pas grand chose de ces amitiés jurées avant cette période, car les études qui l'abordent (note 4) ne se posent pas vraiment la question de ses origines et remontent rarement au-delà de l'interdiction des ligues par Jean I en 1390, considérant que leur pratique marque surtout le XV<sup>e</sup> siècle, plus particulièrement à partir de 1420 quand se met en place le conflit entre le parti royal que dirige don Álvaro de Luna et les Infants d'Aragon. Il est vrai qu'avec d'autres éléments, comme une morsure seigneuriale toujours plus profonde, perpétuée par des fondations de majorats généreusement autorisés par le roi, ou encore la patrimonialisation de certains offices et l'octroi de titres, qui concourent à fonder la puissance de la noblesse trastamare, ces amitiés font « système » (voir notamment Emilio MITRE FERNÁNDEZ, *Evolución de la nobleza en Castilla bajo Enrique III (1396-1406)*, Valladolid, 1968). Mais c'était sans doute déjà le cas bien avant à en juger par les traces documentaires conservées, dans le cadre d'une contractualité « féodale » aux marges expansives, diagonales et horizontales, de la verticalité vassalique (*amistança, hermandad, liga, confederación, unidad, conformidad, compositio, avenencia, paz, contrato, pleito, postura, seguro, obligación...*), reconduite et avivée, en particulier sous la forme des contrats d'alliance au XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle, en raison de l'aristocratisation de la noblesse trastamare et du contexte de guerre civile pratiquement permanente entre 1420 et 1480. De manière fort significative la compilation documentaire *Confederaciones* réalisée sous le contrôle de Luis de Salazar y Castro (1658-1734), propose une chronologie dont le point de départ se situe à la fin du XII<sup>e</sup> siècle (Real Academia de la Historia (dorénavant RAH), *Colección Salazar y Castro, Confederaciones*, K-36, 9/661 (t. I : *Confederaciones desde 1191*), K-37, 9/662 [t. II : *Confederaciones desde 1454*]). Mais il faut sans doute avancer encore cette date. En effet, les contrats d'alliance du XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle restent toujours vertébrés par la formule juridique du *pleito-homenaje*, fusion du *pactum/placitum* et de l'*hominium*, qui sanctionne souvent une promesse d'amitié et d'entraide parmi d'autres engagements réciproques, dont Hilda

contractuelle de la *privanza*, dans laquelle Jean II s'engage de manière décisive aux lendemains du coup de Tordesillas (1420). Aussi, même si le contexte du début du règne d'Henri IV est essentiel, en particulier la nécessité dans laquelle se trouve ce roi d'inventer un nouveau cadre de satellisation aristocratique, les contrats (de *privanza* ?) qu'il souscrit ne peuvent-ils pas être considérés simplement comme un dévoiement circonstanciel provoqué par les sombres machinations du marquis de Villena, mais plutôt comme la consécration et la systématisation d'un engagement plus ancien, avec comme conséquence ultime l'attribution d'un pouvoir *de jure* à de Grands-privados qui se voient assignés partant un statut spécifique, celui d'*especiales servidores*.

## I. LES AMITIÉS D'ÉTAT

La convergence signalée est liée à une innovation politique probablement née de l'expérience décisive qu'a représenté le Conseil de régence pour la noblesse *trastamare*, avec comme conséquence la consolidation de son rôle gouvernemental<sup>15</sup> : la mise en place à partir de la majorité royale d'une *privanza* collégiale, dont le *leadership*, assumé par des prélats — l'archevêque de Tolède don Pedro Tenorio jusqu'en 1399, puis le cardinal d'Espagne don Pedro Fernández de Frías jusqu'en 1405<sup>16</sup> —, est partant

---

GRASSOTTI constate la naissance au début du XII<sup>e</sup> siècle dans une Galice rongée par les luttes de factions (*Las instituciones feudo-vasalláticas en León y Castilla*, Spoleto, 1969, t. I : *El vasallaje*, pp. 216-260 sur le *pleito-homenaje*), puis son « *aberrante degeneración* » (*ibid.*, p. 47) à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, en raison de la multiplication des engagements qu'elle porte, également sur le terrain diplomatique. Et l'auteur de donner notamment comme exemples, à partir de l'*Historia Compostelana* : l'amitié jurée au terme de la réconciliation intervenue à Cesures sous l'égide de l'évêque Gelmírez de Saint-Jacques de Compostelle et au bénéfice également de la reine doña Urraca et de son fils l'infant Alphonse (« *Finitis itaque omnibus culparum calumniis et universis inimitiarum odiis, Comes, et viri supra nominati juramentis firmatum, amicitiae foedus salva felicitate et fidelitate Reginae, et Infantis inierunt, et ad solidae pacis concordiam revocati sunt* » [*ibid.*, p. 224 note 288]) ; l'*amicitiae contubernio* auquel consent cet évêque en s'intégrant à la *novae germanitatis* formée par les meilleurs de Galice en 1109 (*ibid.*, pp. 225-226) ; les amitiés jurées au profit dudit Gelmírez par les comtes Pedro Froilaz, Munio Peláez et Rodrigo Velaz en 1114 et 1115 (*ibid.*, pp. 185-186 et 221-223), avec des formules d'engagement très proches de celles qui auront cours dans les contrats d'alliance ultérieurs (« *Ego Comes Dñs. P. Froylaz cum his inferius denotatis juro vobis Dño. Didaco II. Episcopo, per Deum Patrem omnipotentem, et per omnes Sanctos ejus et virtutes Caeli, ut salva fidelitate Infantis Dñi. A. vel alterius Domini quem communi consilio susceperimus, sim vester fidelis amicus absque fraude et malo ingenio, et custodiam et defendam vitam vestram et membra, et honorem [...]* » ; « *Ego Comes M. Pelagides de Monteroso, et Comes R. Velaz de Sarria juramus vobis Dño. D. II. S. Jacobi Episcopo, per Deum Patrem Omnipotentem, et per omnes Sanctos ejus, ut simus vestri fideles homines et amici vestri, absque mala arte, et malo ingenio, et contra omnes homines adjuvemus vos ad defendendum corpus, et honorem veestrum [...]* » [*ibid.*, pp. 221, note 286, et 222, note 287]) ; ou encore le *pleito-homenaje* de 1120 par lequel ledit évêque s'était vu promettre par les « *complices* » de doña Urraca qu'ils seraient « *amicos ejus et fideles* » (*ibid.*, p. 228). La force du *pleito-homenaje*, selon H. Grassotti, est qu'elle s'approprie des clauses pénales de l'*hominium*, soit les peines prévues en cas de trahison, cependant atténuées en « *menos valia* » (*Partidas*, VII.5.2) à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, mais toujours d'actualité dans les contrats du XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle (sur la trahison en Castille, voir voir ID., « *La ira regia en León y Castilla* », *Cuadernos de Historia de España*, 41-42 (1965), pp. 5-135 ; Aquilino IGLESIA FERREIRÓS, *Historia de la traición regia en León y Castilla*, Saint-Jacques de Compostelle, 1971).

<sup>15</sup> Sur cette expérience, je renvoie dans ce volume à la contribution de Remedios MORÁN MARTÍN.

<sup>16</sup> J. M. NIETO SORIA, *Iglesia y génesis del Estado moderno en Castilla (1369-1480)*, Madrid, 1993, pp. 133-137. Sur ce *leadership* ecclésiastique sous le règne d'Henri III, voir aussi le rôle marquant joué par l'évêque Juan Serrano, qui meurt empoisonné en 1402 (Sophie COUSSEMACKER, « Juan Serrano, un évêque assassiné », dans Martin AURELL et Ángeles GARCÍA DE LA BORBOLLA (éd.), *La imagen del obispo hispano en la Edad Media*, Pampelune, 2004, pp. 185-250 ; J. M. NIETO SORIA, *Un crimen en la*

neutralisé d'un point de vue nobiliaire. Avec ce régime de *privanza* ecclésiastico-nobiliaire, une équipe de gouvernement se stabilise, dont l'égalité des membres, leur solidarité et leur esprit de corps s'exprime *in fine* au moyen de contrats d'alliance<sup>17</sup>, dès 1393 semble-t-il<sup>18</sup>, probablement avec le consentement du roi, du moins au départ.

---

corte. *Caída y ascenso de Gutierre Álvarez de Toledo, Señor de Alba (1376-1446)*, Madrid, 2006, qui publie notamment l'enquête réalisée après la mort de Juan Serrano, entre le 30 mars et le 24 avril 1402, dont l'étude est aussi une précieuse analyse des cercles dirigeants du règne d'Henri III).

<sup>17</sup> Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à agir de la sorte à ce moment. Ainsi pour l'année 1388, le Religieux de Saint-Denis informe que « Le roi laissa lesdits ducs et ne retint auprès de lui que le duc de Bourbon, son oncle maternel ; quatre jours après, il choisit parmi ceux de la cour messire Bureau de La Rivière, messire Jean de Noviant et Jean de Montaigu, personnages pleins d'expériences dans les affaires, et en fit ses principaux conseillers pour partager avec eux les soins du gouvernement. Lorsque ceux-ci se virent revêtus d'une si grande autorité, ils firent entre eux un pacte d'alliance et d'amitié, et s'engagèrent par serment à se soutenir mutuellement de tout leur pouvoir et à n'avoir, tant dans la prospérité que dans l'adversité, qu'un même esprit, une même volonté, un même but ; quiconque offenserait l'un d'entre eux devait encourir le ressentiment des autres, et toute décision qui serait prise par l'un devrait être respectée par les autres » (*Chronique du religieux de Saint-Denis*, éd. et trad. Louis-François BELLAGUET, Paris, 1839-1840 [réimpr. Paris, 1994, t. I, p. 569]). Dans le cas des Marmousets d'Henri III de Castille, l'esprit de corps dont ils témoignent au travers des contrats d'alliance semble être le prolongement d'une sociabilité courtisane dont l'épicentre est la table, comme l'indique plus particulièrement la *Suma de Reyes*, lors d'un épisode qui décide Henri III à reprendre en main sa grâce d'une certaine manière (« *En aquel tiempo andauan con este rrey continua mente en su corte el dicho arçobispo don Pedro Tenorio, arçobispo de Toledo, e don Alfonso, duque de Benavente, tio deste rrey e hermano bastardo deste rrey don Juan, su padre, e fijo del dicho rrey don Enrrique, e don Pedro, conde estable de Castilla, e el conde don Enrrique Manuel, e don Gaston, conde de Medina Çeli, e Juan de Velasco, e don Alfonso, conde de Niebla, e Juan Furtado el viejo, ayo del rrey, e el almirante don Diego Furtado, e Diego Lopez de Astuñiga, e Gomez Manrique, adelantado de Leon, e Perafan de Rrivera, adelantado de la frontera, e don Gonzalo Nuñez de Gusman, maestre de Calatrava, e don Lorençio Suarez de Figueroa, maestre de Santiago, e Ruy Lopez de Avalos, que fue despues conde estable, e Juan Furtado de Mendoça, mayordomo mayor del rrey. E tenian los caualleros por costunbre de comer todos en vno, vn dia con vno e otro dia con otro, e asy pasauan su vida. E fue asy que, aquella noche, que cenavan todos los suso dichos con el arçobispo don Pero Tenorio, e el rrey, mucho desfraçado, se fue para la sala donde çenavan, e vido como çenauan muchos pauones e capones e perdizes e otras muchas viandas valiosas; e desque ovieron çenado, començaron de hablar cada vno-las rrentas que tenia, e cada vno de aquellos caualleros dizia lo que le rrentauan sus tierras de rrenta ordinaria, e asy mesmo de lo que avian de las rrentas del rrey. E el rey, desque esto oyo, fuese para el castillo de Burgos, donde posaua, e acordo de los prender e matar a todos veynte, como le asy tomauan sus rrentas e pechos e derechos, e la vida que tenian, e como el non tenia que comer* » [Jean-Pierre JARDIN, *Discours historique et histoire des idées politiques dans l'Espagne médiévale. Dossier d'habilitation à diriger des recherches*, t. III : *La Suma de Reyes du grand dépensier de la reine Éléonore d'Aragon, première femme de Jean I<sup>er</sup> de Castille*, vol. 1 : *Introduction et texte de la version majoritaire*, vol. 2 : *Textes de la refonte et de la version actualisée*, Lyon, 2002., pp. 434-435]). Pour des prolongements sur cette thématique de la table comme fondement du lien contractuel et social, voir Claude GAUVARD, « Cuisine et paix en France à la fin du Moyen Âge », dans M. AURELL, Olivier DUMOULIN y François THÉLAMON (éd.), *La sociabilité à table. Commensalité et convivialité à travers les âges* (Rouen, 1990), Rouen, 1992, pp. 325-334.

<sup>18</sup> « *Liga que con voluntad del rey [d'Aragon] se juró con el marqués de Villena interviniendo los embajadores de Aragón. Esto fue a 2 del mes de agosto del año de 1393; y en el mes de mayo deste año el marqués fue muy acompañado a Illescas a donde estaba el rey don Enrique, y llevó consigo a don Pedro de Prades su sobrino, hijo del conde de Prades. Y allí se confederó el marqués en gran amistad con el arzobispo de Toledo y con el maestre de Santiago y con Juan Hurtado de Mendoza mayordomo del rey de Castilla y con el mariscal Diego Fernández y con Ruy López de Avalos camarero del rey don Enrique y con Diego López de Estuñiga justicia mayor; y se juramentaron de valerse. Esto se hizo con voluntad y consentimiento del rey de Aragón que eran caballero que se decía Lucas de Bonastre y micer Domingo Masco* » (Jerónimo ZURITA, *Anales de Aragón*, Saragosse, 1978, t. IV, p. 781).

Ainsi, à la fin de l'année 1398, une probable recomposition de cette équipe gouvernementale, peut-être en raison de la guerre contre le Portugal ou pour préparer la relève politique de l'archevêque de Tolède, donne lieu à deux contrats d'alliance qui entérinent l'intégration de nouveaux collaborateurs, ainsi que le conductorat transitoire de Ruy López Dávalos, placé après le roi Henri et son frère, l'Infant Ferdinand, parmi les exceptés<sup>19</sup>. En septembre 1405<sup>20</sup>, un nouveau *contrabto*, impulsé par Ruy López Dávalos, Diego López de Stúñiga, Juan de Velasco et Gómez Manrique scelle l'intégration d'Alfonso Enríquez, promu à l'amiralat, à cette équipe gouvernementale déjà ancienne, dont les membres semblent être impliqués dans la récente disgrâce de Pedro Fernández de Frías selon Fernán Pérez de Guzmán ; ses *Portraits* remplissant en quelque sorte le vide historiographique créé par l'interruption de la chronique du chancelier Ayala en 1395<sup>21</sup>. Faut-il en conclure un rejet d'une *privanza* ecclésiastico-nobiliaire ? Pas vraiment étant donné que ces amis s'engagent, en plus de la promesse réalisée par chacun de refuser le leadership que le roi pourrait vouloir confier à l'un d'eux, à demander le retour en grâce de l'archevêque de Saint-Jacques de Compostelle, Juan García Manrique, alors exilé au Portugal. À moins qu'il n'y ait quelque malice dans ce contrat — l'archevêque n'est-il pas déjà mort ? —, afin d'ouvrir la voie au frère du roi, peut-être sur le modèle du gouvernement de Louis d'Orléans auquel l'historiographie castillane se montre alors attentive<sup>22</sup>.

<sup>19</sup> Il s'agit des contrats du 14 octobre et du 6 novembre 1398 (L. SUÁREZ FERNÁNDEZ, « Nobleza y monarquía en la política de Enrique III », *Hispania*, 12 (1952), documents n° 6 et 7, pp. 394-399). Sur ces contrats, voir plus particulièrement E. MITRE FERNÁNDEZ, *Evolución...*, pp. 56-60.

<sup>20</sup> Archivo Historico Nacional (dorénavant AHN), *Nobleza*, Frías, Caja 1860, n° 9 et 10 ; contrat copié dans RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 40-41.

<sup>21</sup> « Don Pedro de Frias, Cardenal de España, fue hombre de baxo linaje, pero alcanzó grandes dignidades, é poder, y estado, é gran tesoro. [...] en la privanza que con el Rey ovo fueron muchos quexosos dél, especialmente grandes hombres; y esto, ó porque los trataba mal, ó porque por complacer al Rey en su hacienda é rentas, les era contrario, ca así los hechos de la justicia, como las rentas del Rey, todo era á su ordenanza. [...] É acaesció, que en la prosperidad de su buena fortuna, estando el Rey en Burgos, ovo en su presencia malas palabras con Don Juan de Tordesillas, Obispo de Segovia, y ese dia mesmo fueron dados algunos palos al dicho Obispo por escuderos del Cardenal; pero yo oi decir al que gelos dio, que nunca el Cardenal de España lo mandara, mas que él lo hiciera creyendo que le servia en ello, pero todos creyendo el contrario: é como ya es dicho que él era mal quisto de muchos, é hallada la causa para le dañar, las voluntades estaban prestas, juntáronse Diego López Destúñiga, Justicia mayor del Rey don Enrique de Castilla, é Juan de Velasco, su Camarero mayor, é Don Ruy Lopez de Avalos, su Condestable, é Gomez Manrique, Adelantado de Castilla, que á la sazón era en la Corte, é fueron al Rey don Enrique á la casa de Miraflores, é con tan gran osadía é sentimiento le hicieron querrela de aquel hecho, é tanto lo agraviaron, que el Rey entendió que los debía complacer y estar á su consejo; é mandóle detener en el Monasterio de San Francisco, donde él posaba, pero mucho contra su voluntad; é aquellos grandes hombres quando esto vieron, entraron con él por otra vía, poniéndolo en cobdicia de haber tesoro; é al Rey plugo dello, y llevó del cient mil florines é mucha plata, é á él mandólo ir al Papa; tal fin é salida ovo el gran poder deste Cardenal: de lo qual se pueden avisar los que han gran lugar con los Reyes especialmente de Castilla, donde hay continuos movimientos, que así templadamente usen del poder; que pues la salida no se escusa, la hallen buena quando salieren, y mas graciosos que quexosos, é mas amigos que enemigos; ca no padescerá tanto, ó si padesciere, no será por su culpa, que es un gran refrigerio al que padece » (Fernán PÉREZ DE GUZMÁN, *Generaciones y Semblanzas*, dans *Crónicas de los reyes de Castilla*, t. II, Biblioteca de Autores Españoles, t. 68, Madrid, 1953, p. 712).

<sup>22</sup> La piste est pointée dans la chronique du Chancelier Ayala qui tend à faire du duc d'Orléans un *valido*, en raison du premier emploi en ce sens du verbe *valer* (« e con tanto valió mucho en la su casa [de Charles VI] el duque de Orlens su hermano, hierno del conde de Vertudes, fasta que fue muerto; pero sobre el gobernamiento e sobre esta muerte ovo muy grandes porfias en la casa de Francia » [Pedro



Quoiqu'il en soit, ce *contrabto* de 1405 est un évènement documentaire de premier ordre. Car la *privanza*, du moins sa réalité, affleure ainsi pour la première fois de manière directe dans une source de la pratique :

*En el nombre de Dios y de la bien abenturada virgen gloriosa S. María su madre amen. Sepan quantos este contrabto vieren como nos D. Rui Lopez de Avalos Conde estable de Castilla, y Diego Lopez de Stuñiga Justicia mayor del rey, y Joan de Velasco Camarero mayor del dicho señor Rey y Gomez Manrique Adelantado en Castilla por el dicho señor Rey, por tirar y arredrar de nosotros algunas entenciones, si entre nosotros las avido, lo uno por servicio de Dios y lo otro por que nuestro señor el Rey quedase mejor servido de nos y de cada uno de nos. E porque mejor podamos guardar los unos a los otros nuestras onras y estados. E por juntar buenos y leales y verdaderos amorios como buenos y verdaderos amigos deben y quieren facer. E porque nosotros en una y misma voluntad seamos concordés y juntos para guardar servicio de nuestro señor el Rey otorgamos y concordamos nuestras amistades y buenos y leales y verdaderos amorios en esta guisa. Primera mente que los todos quatro uno a otro seremos buenos y fieles, y verdaderos amigos, y guardaremos las onras y estado el uno del otro, en quanto pudieremos, procurando con la mercet del Rey, y en todas las otras partes do pudieremos el bien, y la onra y el estado cada uno, el uno del otro. Y a do vieremos el contrario lo redraremos a todo nuestro leal poder como buenos, y leales y verdaderos amigos deben facer por su amigo e en esta ordenanza y buena amistad y amorio acordamos que sean en ella Alfonso Enriquez Almirante de Castilla que es tal que somos ciertos que guardara la onra de cada uno de nosotros, haciendo primera mente el juramento y pleito y omenage segunt cada uno de nosotros le facemos. E por quanto esto mejor se pueda guardar y mantener ordenamos y queremos, que quando algun devate acaesciere entre nosotros uno con otro, que los tres entre quien no fuere, libren y ygualen el debate e contienda que oviere entre los otros dos: lo que fuere por via de derecho, por derecho, y lo que se les entendiere por via de ygualanza, por ygualanza. Y para lo facer bien juararan de facer todo su poder por lo librar lo mejor y mas breve mente que pudieren segunt buenos amigos deben facer por su amigo. E esta mesma ordenanza se entienda quando algunos devates y contiendas se acaesciere entre parientes y omes y amigos de cada uno de nosotros. E si los tres non fueren concordés en librar los tales negocios e devates que valga lo que fecieren los dos dellos que fueren concordés para lo librar, oydas las partes, las quales sean tenudas de parecer ante ellos por si o por sus procuradores segunt por los jueces fuere acordado, so la pena o penas que los que lo así ovieren a librar les parecieren segunt entendieren que de derecho lo deban facer y de buena ygualanza segunt buenos y verdaderos amigos deben facer. E estemos y quedemos por los quantos sobre dichos libren los otros entre quien los dichos devates y contienda fueren, so pena que aquel que lo non feciere sea tenido apagar por pena y en nombre de pena 12 mill doblas de oro: la tercera parte para la camara del Rey, y la otra tercera parte para la parte obediente, y la otra tercera parte para los jueces. Otrosi por quanto en cada uno de nosotros podria que el Rey quisiese cargar sus negocios y dar su poderio segunt ya otra vez fue cargado a mi el dicho condestable o al cardenal, de lo qual podria seguirse grandes escandalos donde el Rey non sea servido segunt otras veces ha acaescido. Y por tirar y arredrar que los tales escandalos y bollicos non recrescan y el servicio del Rey pueda ser mejor guardado, acordamos que ninguno de nosotros por nos, nin otro por nos non acetara nin tomara la tal carga en ninguna guisa. Al que luego que por el dicho señor Rey le fuere mandado, o por otro por el, le dira ser escandalos que por lo semejante son acaecidos y los deservicios que por ello se pueden venir así en lo de presente como en lo adelante, y avra lo facer saber luego a los otros sobredichos por quanto al dicho señor Rey puedan decir lo que entendiere que su servicio cumple en ello. Y que así fechas las relaciones al dicho señor Rey que en ello cumpliera su*

---

LÓPEZ DE AYALA, *Crónica del rey don Enrique tercero*, dans ID., *Crónicas*, José Luis MARTÍN éd., Barcelone, 1991, p. 801]). Néanmoins, la mention est forcément le produit d'une retouche dans un texte dont le récit s'interrompt comme indiqué en 1395 et l'auteur meurt au début de l'année 1407, soit avant l'assassinat du duc en novembre.

*servicio, la tal carga non tomara por ninguna guisa. Otrosi por quanto D. Juan Garcia Manrique arzobispo que era de Santiago esta fuera del regno y considerando el linage adonde es y los servicios que el y los de su linage han fecho a nuestro señor el Rey y a los señores los Reyes su padre y su abuelo que santo parayso ayan, y entendiendo que a su servicio cumple de lo tornar a su Regno para se servir del, prometemos de pedir merçet al dicho señor Rey por todas las mejores maneras que nosotros podamos por que la su merçet le torne a su Regno para su servicio. Otrosi para que mejor guardada sea esta amistat y buen amorio entre nosotros acordamos y queremos que ninguno de nos non pueda tomar ni rescevir uno de otro cavallero nin escudero que con el otro viva, ni a guarda, ni rescevir vasallo ni vasallos. Otrosi que nos todos los sobre dichos y cada uno de nos seamos tenudos de guardar todo lo sobredicho y cada cosa dello; y aquel que lo non guardare, que sean todos los otros contra el, si fuere contra cualquier cosa de lo sobredicho y se non emendare, feciendo primera miente requerido de los otros. E porque nuestra voluntat y entencion pura es sin arte y sin engaño y sin malicia alguna de guardar y tener y cumplir todo lo que dicho es aquí contenido, juramos a Dios, cada uno de nos y a esta † de cruz, y a las palabras delos santos Evangelios, que corporalmente cada uno de nos tañimos con nuestras manos derechas. Y otrosi facemos pleito y omenage los unos en las manos de los otros de tener y guardar y cumplir todo lo sobredicho y cada cosa y parte dello bien y fiel y leal y verdaderamente, sin arte y sin engaño ni cabtela alguna que en ello pudiese aver. Y do lo asi non guardasemos y feciesemos, por ese mesmo fecho seamos perjuros y fementidos nos o cualquier de nos que non guardare y compliere lo sobre dicho y cada cosa y parte dello como aquel o aquellos que quebrantan su juramento. Y cayamos o caya el que lo non guardare en aquel caso que cae todo hidalgo que face pleito y omenage y lo non guarda y vende castillos y mata señor. Del qual dicho juramento juramos de non pedir dispensacion no asolvicion nin relasacion ni remision alguna. En caso que nos la den, que della no usemos. E por que esto sea firme otorgamos y facemos todo lo sobredicho ante Pedro Lopez de Vocos escribano del dicho señor Rey, y su Notario publico en la su Corte y en todos los sus regnos, que presente esta, al qual rogamos y mandamos que faga quatro contratos de lo sobredicho, que sea tal el uno como el otro, y sean firmados de nuestros nombres y sellados con nuestros sellos en las espaldas, y los signe con su signo, e de a cada uno de nos el suio por que cada uno de nosotros sepa a lo que es tenido de guardar y cumplir. E otrosi desque el dicho Alfonso Enriquez otorgare lo sobredicho, y cada cosa dello, y feciere el dicho juramento y pleito y omenage como cada uno de nosotros lo ha fecho, y firmare de su nombre los dichos quatro contratos e los sellare con su sello, que faga otro contrato para el dicho Alfonso Enriquez, y lo sellemos con nuestros sellos, e lo signe el con su signo, y lo de al dicho Alfonso Enriquez por que el sepa lo que ha de guardar y cumplir segunt cada uno de nosotros. Fecho y otorgado fue todo lo sobredicho por los dichos D. Ruy Lopez de Davalos condestable de Castilla, y D. Diego Lopez de Estuñiga Justicia mayor del Rey e Johan de Velasco camarero mayor del dicho señor Rey, y Gomez Manrique Adelantado en Castilla por el dicho señor Rey en la ciudad de Burgos a 3 dias del mes de setiembre año del nacimiento del nuestro señor Jesucristo de 1405 años. Testigos que vieron otorgar lo sobredicho e facer el dicho juramento y pleito y omenage a los sobredichos don Ruy Lopez de Davalos condestable de Castilla y don Diego Lopez de Estuñiga Justicia mayor del rey, y Johan de Velasco camarero mayor del dicho señor Rey, y Gomez Manrique Adelantado en Castilla por el dicho señor rey, Johan Rodríguez de Villareal tesorero del dicho señor rey de la casa de la moneda de Toledo e Diego Gonzalez de Medina vecino de Sevilla tesorero del dicho señor rey de la casa de la moneda de la dicha cibdat de Burgos.*

*Yo el condestable. Diego Lopez. Gomez Manrique. Johan de Velasco*<sup>23</sup>.

Aussi ce contrat peut-il être considéré, vingt ans après la légitimation du principe de délégation gouvernementale de 1385, comme un pas supplémentaire en direction du réglage de la *privanza*. Certes réalisé en présence d'un notaire royal, comme d'ailleurs les contrats de 1398, il est cependant fort peu probable qu'Henri III ait approuvé cet

<sup>23</sup> RAH, Colección Salazar y Castro, K-36, ff<sup>os</sup> 40-41.

accord par lequel ses officiers prétendent régler sa faveur et entament une sorte de grève de *privanza* pour continuer à l'assumer collectivement. Il n'en reste pas moins que ce contrat souscrit à l'ombre du trône, inaugure d'une certaine manière cette voie contractuelle de résorption de la *privanza* dont la poursuite marque profondément les règnes de Jean II et d'Henri IV, mais au même titre que le coup d'État, son envers en quelque sorte, ces deux pratiques — le coup et le contrat — constituant comme les deux faces d'une seule et même culture de gouvernement.

Son meilleur héraut, le chancelier Ayala, les évoque d'ailleurs de concert dans le sermon *ad status* qu'il adresse aux chevaliers aspirants à devenir *privados*, sans doute vers 1403. Bon pédagogue, Ayala réactive à cette occasion une ancienne *semejanza* héritée du *Calila e Dimna*, celle de la *privanza* comme une forte montagne à gravir. Mais il le fait en l'actualisant, tenant compte pour cela de la pression seigneuriale dont profitent à plein ses pairs, et invente la *figura* d'une ville à prendre, métaphore d'un roi dont ils doivent s'emparer pour parvenir au pouvoir. Et s'ils veulent réussir, outre leurs sérieuses vertus morales et connaissances poliorcétiques, les candidats se doivent de garder à l'esprit que l'entreprise est nécessairement collective, et donc s'entourer dans leur ascension d'une « *buena compañía* », de « *buenos amigos, leales e verdaderos* »<sup>24</sup>. Or, c'est bien ce que s'emploient à faire les chefs de la noblesse trastamare, qui joignent « *buenos y leales y verdaderos amoríos* » dans leurs *amistanzas*, afin d'attacher à leurs personnes, lignages, maisons et clientèles le gouvernement du roi et celui du royaume, c'est-à-dire la *privanza*.

Il est de fait significatif de constater la coïncidence, à ce moment-là, entre d'une part la constitution par voie contractuelle de la noblesse trastamare en un corps socio-politique, d'autre part l'ample mouvement de délégation gouvernementale qui culmine avec la création de Corps de l'État autonomes et différenciés, dont l'un (l'Audience) connaît d'ailleurs sa première tentative de fixation, justifiée en plus de la prise en compte des origines géographiques des principaux flux de requêtes, par des considérations climatiques proches d'une théorie des humeurs alors que l'autre (le Conseil) reste auprès du roi<sup>25</sup>, et enfin la déliquescence physique, morale et sexuelle du simple corps du roi – les santés fragiles de Jean I et d'Henri III, la rémission de Jean II,

<sup>24</sup> F. FORONDA, « La montagne du pouvoir. L'image de la montagne dans le discours politique castillan (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) », dans *Montagnes médiévales. XXXIV<sup>e</sup> Congrès de la SHMESP (Chambéry, 2003)*, Paris, 2004, pp. 363-370 pour l'analyse du sermon de Pedro López de Ayala.

<sup>25</sup> « [...] e porque vemos aue vna delas cosas que trayan en desordenança la nuestra abdiencia era por non estar estable en vn lugar, asi como se acostumbro en los tiempos delos rreyes onde nos venimos e enel nuestro, fasta en las cortes de Briuiesca, que ordenamos aue estouiese seys meses allende el puerto e seys meses aquende. Et agora porque vimos que el espiriencia lo mostró, que como quier que en alguna parte se rremediaua e se acortauan mas los pleytos que solian; pero por que vimos que non se remediaua del todo, por que en mudar se de vna parte a otra se perdian tres meses et mas de cada anno, por estas razones, queriendo rremediar conplida mente en quanto podiesemos, feziemos çiertas ordenanças con las quales tenemos que con la merçed de Dios los pleytos vernan ayna, a buena e breue fin, que nunca hasta agora vinieron. 1. La primera cosa que ordenamos es quela nuestra abdiencia esté continuada mente enesta çibdad de Segouia, la qual escogiemos por tres rrazones: La primera por ser logar en comedio de nuestros rregnos aquende los puertos, por que todos los mas delos pleytos son de Castilla e de tierra de Leon e delas montannas; la segunda por ser abastada de viandas por la buenas comarcas que tiene asi de aquende los puertos comme de allende los puertos; la tercera por ser muy sana e de buenos ayres e fria, e en las tierras callentes non se faze tan bien el ayuntamiento de gentes como en las frias; e por estas rrazones e por otras muchas ordenamos quela nuestra abdiencia que estudiese estable enesta çibdad » (*Cortes de los antiguos reinos de León y de Castilla*, Madrid, 1861-1903, t. I (1863), Cortes de Ségovie, pp. 471-472).

l'impuissance d'Henri IV – tandis que croît son corps de majesté, comme s'il s'agissait en définitive de vases communicants ; du moins à en juger par la force avec laquelle la thématique du corps – par exemple avec le thème de l'oppression de la personne royale ou les envoûtements pratiqués par Álvaro de Luna<sup>26</sup>, ou la reviviscence islamophilisée de la *molitia* romaine par Alfonso de Palencia<sup>27</sup> – sert à actualiser le stéréotype difamatoire de l'*apoderamiento* dans le discours politique des règnes de Jean II et d'Henri IV.

Par la *privanza*, ces corps du prince s'articulent, les *privados* occupant ce vide, fréquemment fantasmé à propos, qui les sépare, à l'ombre d'un roi qui<sup>28</sup>, sublimé dans sa majesté<sup>29</sup> ou bien jeté à terre en raison de sa supposée tyrannie<sup>30</sup>, se voit de toute façon instrumentalisé, jusqu'à se voir complètement réifié<sup>31</sup>. Cependant, le saut symbolique impulsé par certains des Grands lors de la singulière cérémonie schismatique d'Avila (1465), l'est précisément parce qu'ils échouent à s'emparer du simple corps du roi, qui reste comme une indépassable source de légalité et de légitimité<sup>32</sup>. C'est cette fonction qui se trouve de fait restaurée par les officiers du roi, avec l'aide de l'*Hermanidad*, lors de la libération préventive de Madrid (1467)<sup>33</sup>. Le fonctionnement de ces coups et contre-coups signale que c'est bien toujours du roi, en personne, que dépend la consécration et l'institution des groupes dirigeants<sup>34</sup>. Et son engagement toujours plus direct dans le maillage contractuel qui embrasse son état signale comme une tentative pour reconduire vers une procédure *de jure* un mode d'assignation statutaire qui ruine *de facto* sa majesté.

C'est d'ailleurs après le coup de Tordesillas (1420), dans le contexte de son long règlement politico-judiciaire, que Jean II fait un pas sans précédent dans cette direction. En effet, à Valladolid, le 5 juillet 1423, Jean II donne son approbation à un *contracto* dont son auditeur et rapporteur Fernando Díaz de Toledo lui fait lecture mot à mot, employant dans ce dessein et pour passer outre toute empêchement légal sa « *çierta sçiença e poderío rreal* ».

*Nos el infante don Juan de Aragón e de Siçilia e nos el conde don Fadrique e don Alfonso Enríquez, almirante de Castilla e Diego Gómez de Sandoval, adelantado mayor*

<sup>26</sup> F. FORONDA., *La privanza ou le régime de la faveur*, t. I, pp. 295-319.

<sup>27</sup> *Ibid.*, pp. 354-367; ID., « Le prince, le palais et la ville. Ségovie ou le visage du tyran dans la Castille du XV<sup>e</sup> siècle », *Revue Historique*, 627 (2003), pp. 521-541.

<sup>28</sup> « sonbra rreal », *Crónica de Enrique IV de Diego Enríquez del Castillo*, éd. Aureliano SÁNCHEZ MARTÍN, Valladolid, 1994, pp. 227.

<sup>29</sup> Voir plus spécialement la cérémonie crépusculaire organisée lors de la réception des ambassadeurs de Charles VII en 1434 (F. PÉREZ DE GUZMÁN, *Crónica del rey don Juan Segundo*, dans *Crónicas de los reyes de Castilla...*, p. 518).

<sup>30</sup> Sur la « farce d'Avila », voir plus spécialement Angus MACKAY, « Ritual and propaganda in fifteenth-century Castile », *Past and Present, A Journal of Historical Studies*, 107 (1985), pp. 3-43 ; Kristin SORENSEN ZAPALAC, « Ritual and Propaganda in Fifteenth-Century Castile » et Angus MACKAY, « A Rejoinder », *Past and Present, A Journal of Historical Studies*, 113 (1986), pp. 185-196 y pp. 197-206.

<sup>31</sup> C'est en effet le sens indiqué par l'analyse factorielle des récits de cet événement (F. FORONDA, « S'emparer du roi... », pp. 237-240).

<sup>32</sup> Cette fonction est notamment soulignée par les larmes de Jean II, preuve irréfutable de la désapprobation royale du coup de Tordesillas pour les procureurs des villes, qui enclenchent le rétablissement de la légalité (Alvar GARCÍA DE SANTA MARÍA, *Crónica de don Juan II de Castilla*, t. I, dans *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, t. XCIX, Madrid, 1891, p. 178).

<sup>33</sup> F. FORONDA, « S'emparer du roi... », pp. 240-241.

<sup>34</sup> *Ibid.*, pp. 244-253.

de Castilla e don Álvaro de Luna e don Rodrigo Alfonso Pimentel, conde de Benavente e Juan Furtado de Mendoça, mayordomo mayor del dicho señor Rey e Ferrant Alfonso de Robres, contador mayor del dicho señor Rey, juramos a Dios e a Santa Maria e a esta significança de Cruz con nuestras manos corporalmente tañidas e a las palabras de los Santos Evangelios, e prometemos a buena fe e fazemos voto a la Casa Santa de Jerusalén de atener a guardar e conplir a todo nuestro leal poder, çesante todo engaño, fraude e arte, todas las cosas siguientes.

Primeramente que seremos buenos, fieles e leales e verdaderos amigos en uno con Pedro de Astuñiga, justiçia mayor del dicho señor Rey, salva sienpre la preheminencça de vos el dicho señor Infante, e que nos ayudaremos los unos a los otros contra todas las personas de qualquier estado, condiçion o dignidat que sean, que nonbrarse puedan, exçepta la persona de nuestro señor el Rey de Castilla, primo de nos el dicho Infante, e que pornemos sobre ello todo nuestro poder e valia e que non faremos liga nin trato nin amistança con persona alguna de qualquier estado o condiçion o preheminencia que sea, aunque sea rreal o dende arriba o ayuso, espiritual o tenporal, sin expreso consentimiento de nos los sobredichos e el dicho Pedro de Astuñiga, aunque sea con qualquier de nuestros hermanos de nos el dicho Infante, e que vos el dicho don Álvaro nunca seredes apartado a todo nuestro leal poder del logar e privança que agora tenedes con el dicho señor Rey, nin daremos consejo nin favor nin ayuda en público nin oculto porque se faga el tal apartamiento, antes vos daremos todo favor e ayuda por nuestras personas e bienes e gentes, para que vos ayades e tengades el dicho logar e privança segunt e por la manera e forma que la agora tenedes, e si qualquier persona o personas de qualquier estado, condiçion o dignidat o preheminencia que sea, aunque sea nuestros hermanos o qualquier dellos, de nos el dicho Infante, quieran atentar fazer lo contrario, que lo non consentiremos, ante lo rresistiremos a todo nuestro leal poder e pornemos en ello las personas, bienes e gentes que podiéremos aver, que así entendemos que cunple a serviçio del dicho señor Rey.

Iten que çerca de la persona del dicho señor Rey nin en su Casa nin Cámara non serán puestas otras personas sin las que al dicho señor Rey plazerá e seremos todos tienpos que lo faga de consejo de vos el dicho don Álvaro, porque somos çiertos que ge lo daredes leal e verdadero.

Iten que el governamiento e rregimiento del dicho señor Rey e del su Consejo será sienpre a su libre disposiçion e voluntad e ordenança e seremos en que se faga de vuestro consejo por quanto entendemos que así cunple a su serviçio.

Iten que si el dicho señor Rey acordase e ordenare entendiendo que más cunple a su serviçio que nos el dicho Infante nos devamos apartar e arredrar de la su corte, que nos apartaremos e arredraremos della, por la forma e manera que a Su Señoría plazerá de consejo de vos el dicho don Álvaro e que en público nin en secreto non procuraremos nin faremos porque el dicho señor Rey nos llame nin detenga salvo de consejo de vos el dicho don Álvaro.

Iten que non seremos en dar consejo nin favor nin ayuda que el dicho señor Rey de nuevo faga graçias nin merçedes a persona alguna, de villas nin lugares nin vasallos e juriçiones nin de merçedes de juro de hereditat nin de por vida nin de ofiçios, sin consejo de vos el dicho don Álvaro, proque entendemos que sienpre le aconsejaredes aquello que entendiéredes que más cunple a su serviçio.

[...]

Iten juramos de ser en que se cumpla con efecto la execuçion fecha e començada a fazer sobre los movimientos pasados desde el movimiento de Otordesillas fasta aquí, así contra el Infante don Enrrique conmo contra los otros, en la manera que por el dicho señor rey fue concordado, e que non faremos nin procuraremos lo contrario en público nin escondido, derecha nin non derechamente, e que daremos todo favor a yuda a todo nuestro leal poder contra todas las personas del mundo que nonbrarse puedan, aunque sean constituídos en dignidat rreal o mayor, así espiritual conmo tenporal, aunque todo juntamente concurra, que en contrario de esto quiera ser o sea.

Iten juramos que sy contesçiere que Ruy López de Dávalos e Pero Manrrique e Garçia Ferrández Manrrique o sus herederos o alguno o algunos dellos o otra persona o personas de qualquier estado, condiçion o dignidat o preheminencia que sea, quieran mover e muevan pleito sobre las cosas e ofiçios e bienes que fueron de los sobredichos e de cada

*uno dellos o sobre cosa o parte dellos, que segunt el rrepartimiento por el dicho señor fecho o fazedero cabe o cupiere a qualquier de nos los sobredichos e al dicho Pedro de Astuñiga o fuere inquietado o perturbado de fecho en la dicha rrazón, que seamos tenudos e obligados de ayudar a aquél o aquéllos a quién fuere fecho lo sobredicho, ante nos los sobredichos e al dicho Pedro de Astuñiga o fuere inquietado o perturbado de fecho en la dicha cosa o parte dellos, a los sobredichos nin alguno dellos nin a otra persona alguna sin su consentimiento expreso de nos los sobredichos, nin les faremos satisfación alguna por los dichos bienes e cosas e ofiçios nin por cosa o parte dellos en alguna manera son el dicho consentimiento, e que sobre esto non faremos arte nin engaño nin fraude nin cautela alguna açerca destas ayudas que de suso juramos e prometemos de nos fazer los unos a los otros, así çerca de la defensión de los dichos bienes e ofiçios e cosas que nos cupieren de lo que dicho es conmo para otro qualquier menester, que seamos tenido nos el dicho Infante don Juan de enbiar çient omnes de armas a qualquier de vos los sobredichos e al dicho Pedro de Astuñiga que ovierédes menester el ayuda e cada uno de nosotros los sobredichos, cada çinquenta cada uno a su costa, fasta cuarenta dias e si más gente enbiare demandar el que rrequiriere el ayuda que sea a su costa o si toviere la dicha gente limitada más del dicho término que dende en adelante, que la tengan a su costa.*

[...]

*Iten juramos e fazemos voto por la forma e manera sobre dicha de atener e guardar e conplir bien, fiel e verdaderamente todo lo susodicho e cada cosa e parte dello, e que non pidamos rrelaxación nin dispensación nin absolución nin comutación de este dicho juramento e voto por nos fecho e prometido, nin usaremos nin gozaremos dello, aunque nuestro señor el Papa e otro perlado o juez de su propio motu a nuestra postulación o de qualquier de nos, la den e otorguen, e aunque toda junta e apartadamente concurra.*

*Por ende el dicho señor Infante e los dichos duque e Condestable, Adelantado suplicaron al dicho señor Rey pidiéndole por merçet que les diese liçençia para rratificar e aprovar el dicho juramento e voto segunt e por la forma e manera que de suso está incorporado e por ellos e por los otros sobredichos fuera fecho e otorgado, por quanto entendían que cunplía así a su serviçio.*

*El qual dicho contracto visto por el dicho señor Rey e leydo ante su merçed de palabra a palabra, dixo que el dicho trato e juramento e voto era cunplidero a su serviçio e a provecho e bien e sosiego de sus rreynos. E por ende que a Su Señoría le plazía que lo rratificasen e aprovasen e que lo firmasen de sus nonbres e lo sellasen con sus sellos, e que les dava e dio a ellos e a los dichos Pedro de Astuñiga e Ioán Furtado e Fernant Alfonso que estavan ausentes, liçençia para ello. E aún que les dava e dio liçençia para que fiziesen pleito e omenaje de lo así guardar e conplir para fazer e otorgar todas las otras firmezas que cunpliesen para validación de lo aquí contenido, non enbargantes qualesquier leyes, fueros e derechos e ordenamientos que en contrario dello o de alguna cosa o parte dello sea e de las penas en ellos contenidas, ca él de su çierta çiença e poderio rreal, dixo que dispensava e dispensó con ellas e con cada una dellas e las derogava e derogó para que non ayan fuerça nin valor en este caso, seyendo dellas e de las penas e cláusulas en ellas e en cada una dellas e de las penas e cláusulas en ellas e en cada una dellas contenidas çierto e sabidor e çertificado<sup>35</sup>.*

Exceptionnel étant donné cet état de suspension légale produit par l'emploi des formules de l'absolutisme, le contrat juré alors, à l'occasion de sa ratification par Pedro de Stúñiga, l'est davantage encore en raison de son contenu : la reconnaissance par le parti aragonais, que commande Jean de Navarre<sup>36</sup>, de la *privanza* d'Álvaro de Luna, et c'est le seul contrat d'alliance où la *privanza* se trouve expressément mentionnée.

<sup>35</sup> Juan Manuel CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna (1419-1453). Colección diplomática*, Madrid, 1999, document n° 20, pp. 53-58.

<sup>36</sup> Dans la procuration du duc d'Arjona, instrumentée le 7 juillet 1426 pour permettre une nouvelle ratification du contrat de 1423, le roi de Navarre est tenu pour « *cabeza de la dicha lianza* » (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, f° 50r°).

En vertu de ce contrat d'alliance, par lequel l'Infant Jean consent à quitter la cour, Álvaro de Luna se voit assuré de conserver la *privanza*, obtient le monopole des nominations aux offices de la Chambre et de la Maison, ainsi que des grâces que le roi pourrait octroyer, et une sorte de privilège de conseil destiné à sauvegarder la liberté royale. Ce pacte de *privanza* est scellé aux dépens de la faction de l'Infant Henri, promoteur du coup de Tordesillas, les signataires s'engageant à faire front pour continuer à jouir des dépouilles de Ruy López Dávalos, Pedro Manrique et Garcí Fernández. D'évidence cette clause profite plus spécialement à Álvaro de Luna qui obtient, deux mois après, les offices détenus auparavant par Ruy López Dávalos ; et devenu ainsi Grand Chambrier de la *Cámara de los paños* (6 septembre) et Connétable de Castille (10 décembre)<sup>37</sup>, le nouveau *privado* prend très officiellement en main les rênes du service *du dedans* et *du dehors*. Le contrat juré devant le roi et avec son assentiment le 5 juillet 1423 reste valide au moins jusqu'à l'été 1426<sup>38</sup>, au cours duquel Jean de Navarre procède à quelques réajustages partisans qui conduisent au premier exil du connétable en 1427. Avec ce retour en force des Infants d'Aragon s'impose une nouvelle voie de règlement du « *fecho* » de Tordesillas : celle du pardon général accordé en 1427-1428, duquel reste néanmoins expressément exclu don Ruy López Dávalos<sup>39</sup>.

Le connétable revient auprès du roi dès 1428, mais son second gouvernement ne paraît pas cette fois reposer sur la base d'un nouveau pacte de *privanza*. En revanche, la crise de la fin des années 1430 oblige Jean II à s'engager plus nettement en faveur de son *privado*. Ainsi autorise-t-il don Álvaro de Luna et ses partisans à souscrire de nouveaux contrats d'alliance dans le but de surmonter la crise provoquée par le coup de majesté dont est victime l'Adelantado Pedro Manrique, arrêté en le 13 août 1437. Le pari politique consiste alors à renforcer les bases aristocratiques du gouvernement luniste en tentant de les élargir davantage<sup>40</sup>. Son échec –momentané seulement –

---

<sup>37</sup> J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna...*, documents n° 21 et 23, pp. 58-60 et 66-69. Álvaro de Luna obtient en outre le comté de San Esteban de Gormaz le 9 septembre et la confirmation de l'ensemble des grâces obtenues jusque là le 10, soit en même temps que sa promotion à la connétablie (*ibid.*, documents n° 22 et 24, pp. 60-65 et 70-72).

<sup>38</sup> Le contrat de 1423 publié par J. M. Calderón Ortega se trouve repris dans un instrument notarial rédigé à Palencia le 21 juillet 1425 et portant sa ratification. C'est également inséré dans cet acte de juillet 1425 que le contrat de 1423 est repris dans l'instrument rédigé à Tudela, le 5 octobre 1426, qui contient en outre une procuration du duc d'Arjona, du 5 juin, destinée à permettre la souscription d'une nouvelle alliance avec Jean de Navarre, le 29 juillet (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 50-56 ; O-4, ff<sup>os</sup> 15-17 ; O-17, ff<sup>os</sup> 31-36v<sup>o</sup>).

<sup>39</sup> Voir le pardon octroyé à Ségovie le 28 novembre 1427 (*Colección de documentos para la historia del reino de Murcia*, t. XVI, *Documentos de Juan II*, éd. Juan ABELLÁN PÉREZ, Murcie-Cadix, 1984, document n° 128, pp. 353-356), et réitéré à Tordesillas le 14 avril 1428 (J. M. NIETO SORIA, « Los perdones reales en la confrontación política de la Castilla trastámara », *En la España Medieval*, 25 (2002), document n° II, pp. 255-258).

<sup>40</sup> Voir le pardon accordé à Pedro Manrique et à l'Amiral Fadrique Enríquez en octobre 1438 (J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna...*, document n° 51, pp. 173-176) ; avec licence donnée à la même date à don Álvaro de Luna, don Pedro Fernández de Velasco, don Pedro de Stúñiga, don Rodrigo Alonso Pimentel, don Luis de Guzmán, don Gutierre de Sotomayor, don Gutierre, évêque de Palencia, don Juan Manrique, don Ferrand Álvarez de Toledo et Pero Yáñez, tous du Conseil, pour qu'ils souscrivent de nouvelles alliances et confédérations (*ibid.*, document n° 52, p. 177) ; et l'alliance souscrite en vertu de cette licence (*ibid.*, document n° 53, pp. 178-179). Le 30 avril 1439, Jean de Navarre, dans un contrat d'alliance également juré par don Álvaro de Luna, don Pedro Fernández de Velasco y don Diego Gómez de Sandoval, s'engage à ce que le connétable ne soit pas « *arredrado del dicho Rey nuestro primo nin echado de su corte nin vos sea menguado el honor nin la manera nin prehemencia que oy teneys cerca del dicho Rey nuestro primo, antes faremos tractamientos e*

conduit au second exil du connétable en 1439, à l'improbable équilibre gouvernemental défini par la sentence arbitrale de juillet 1441 également, par laquelle le prince des Asturies fait son début sur la scène politique castillane, guidé en cela par de Jean de Navarre<sup>41</sup>.

Et pour le futur Henri IV, ce début est d'emblée une immersion dans des pratiques contractuelles que Jean II cautionne lors des conférences de Tordesillas et qui font en outre l'objet d'un débat politique en tant que telles. Car quels que soient les résultats tangibles des longues discussions entamées à partir de 1438-1439 et les repositionnements qu'elles induisent<sup>42</sup>, le fait marquant reste bien leur focalisation sur la question des alliances, la nécessité de faire table rase (« *desatamiento de las ligas* ») pour permettre une réconciliation générale sous la forme d'une « *buen y honesta amistanza* » que souscriraient tous les Grands sous l'égide du roi. C'est ce qui ressort en tout cas de ce *Seguro de Tordesillas* rédigé par le comte d'Haro Pedro Fernández de Velasco, un texte singulier et complexe qui signale le triomphe, certes sous la menace d'un coup de majesté ou d'un coup de force toujours en suspens<sup>43</sup>, d'une culture politique contractuelle<sup>44</sup>. C'est celle de la noblesse bien entendu, mais elle est aussi celle du roi, et ses secrétaires, en particulier Fernando Díaz de Toledo, se chargent alors

---

*procuraremos a todo nuestro leal poder, porque vos sea guardado todo lo susodicho e cada cosa e parte dello, e resistiremos contra todas las personas de qualquier stado e prehemencia que sean que por qualesquier vías o maneras han procurado o quisieren procurar vuestros desfazimiento e mengua de vuestro stado e honor e arredramiento del dicho Rey nuestro primo e de la manera que con él tenedes, e guardar e conplir non enbargante qualquier juramento o prometimiento, voto, pleyto e omenage que ante de agora por nos e por otro tengamos fecho en qualquier manera, que contra el desfazimiento e arredramiento de vos, dicho Condestable del dicho Rey nuestro primo o en (A. Nogueras) v diminución del logar que cerca de Su Alteza os teneys o pueda ser » (ibid., document n° 58, p. 187). Et le 4 août, don Fadrique Enríquez, don Rodrigo Alfonso Pimentel et don Pedro Manrique jurent qu'aucun d'eux ne sera « de dicho nin de fecho nin de conseio en que vos el dicho Condestable sin vuestra libre et franca voluntad y querer seades apartado nin arredrado del dicho señor Rey et de la buena voluntad que su señoría vos ha e tiene nin vos sea amenguada la confianza que Su Alteza de vos faze y quisiere facer en tanto que lo ploguiere y antes que si alguno o algunos lo contrario quisieren facer e procurar et procuren et fagan lo destorvaremos et sermos enlo destorvar et desviar bien et verdaderamente a todo nuestro leal poder » (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 113v<sup>o</sup>-114r<sup>o</sup> (également M-25, ff<sup>os</sup> 140v<sup>o</sup>-142); Biblioteca Nacional, Ms. 19701, rééd. J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna...*, document n° 60, pp. 191-203).*

<sup>41</sup> Texte de la sentence dans F. PÉREZ DE GUZMÁN, *Crónica...*, pp. 587-606.

<sup>42</sup> Voir par exemple le contrat d'alliance souscrit le 15 octobre 1439, avec licence royale donnée à Castroñuno le 10, par don Álvaro de Luna, don Juan de Navarra, don Enrique de Aragón, don Gutierre de Toledo, don Lope de Mendoza, don Fadrique Enríquez, don Pedro Fernández de Velasco, don Rodrigo Alfonso Pimentel, don Pedro de Stúñiga, don Diego Gómez de Sandoval, don Diego Manrique, don Íñigo López de Mendoza, don Fernán Álvarez de Toledo et don Rui Díaz de Mendoza, (RAH, *Colección Salazar y Castro*, M-9, ff<sup>os</sup> 276-279v<sup>o</sup>) ; le contrat du 20 octobre 1439 souscrit à Castroñuno par Jean de Navarre, ses partisans et don Álvaro de Luna (J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna...*, document n° 64, pp. 204-209) ; le *seguro* du 17 décembre 1439 concédé par Jean II à don Álvaro de Luna (ibid., document n° 71, pp. 226-232) ; l'alliance souscrite par don Álvaro de Luna, don Gutierre de Toledo et don Fernán Álvarez de Toledo, à Escalona et à Alba de Tormes, les 11 et 13 mai 1440 (ibid., document n° 79, pp. 253-255) ; ou encore le contrat souscrit par la reine de Castille, doña María de Aragón, don Juan de Navarra, don Enrique de Aragón et d'autres Grands de Castille, à Madrigal le 30 janvier 1440 (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 125-127v ; et M-10, ff<sup>os</sup> 203v<sup>o</sup>-205).

<sup>43</sup> Le texte signale en effet que Jean de Navarre tente de s'emparer de Jean II à Medina del Campo au cours de ces conférences de 1439 (Nancy F. MARINO, *El 'Seguro de Tordesillas' del conde de Haro don Pedro Fernández de Velasco*, Valladolid, 1992, pp. 182-183).

<sup>44</sup> Sur ce texte, objet de la séance du 13 janvier 2006, voir dans ce volume les contributions de Fernando GÓMEZ REDONDO, María Pilar RÁBADE OBRADÓ et Ana Isabel CARRASCO MANCHADO.



de la rendre compatible, au moins d'un point de vue formulaire, avec l'affirmation du *poderío real absoluto*<sup>45</sup>.

C'est d'ailleurs pour permettre sa pleine affirmation face aux Infants d'Aragon que Jean II opère un dernier déplacement, par lequel il cesse de se tenir en surplomb ou au bord du chaînage contractuel. Ainsi, Jean II reconduit-il en la ratifiant à nouveau, le 4 septembre 1444, la grande alliance échaffaudée par l'évêque Barrientos et don Álvaro<sup>46</sup>, mais formellement commandée par le prince des Asturies, pour le libérer après le coup perpétré à Rámaga (1443) par Jean de Navarre<sup>47</sup>. Et une fois passée la bataille et les Cortes d'Olmedo qui consacrent la victoire de cette alliance monarco-nobiliaire, le roi engage sa *fe real*, le 5 septembre 1445, au profit de don Álvaro et de don Pedro Fernández de Velasco, sous la forme d'un *seguro* très intégré au contrat que ceux-ci souscrivent avec son autorisation, par lequel paraît être instauré leur duumvirat.

*Como nos, don Alvaro de Luna, condestable de Castilla e conde de Santistevan e señor del Infantazgo e don Pero Fernandez de Velasco, conde de Haro, camarero mayor de vos, el muy alto principe e Rey nuestro señor, conociendo la lealtad e fidelidad que devemos e a que somos obligados a vos el dicho señor Rey e despues al principe don Enrique, vuestro primogenito heredero de vuestros Regnos, e asy por ser vasallos, subditos e naturales de vos, el dicho señor Rey, como por acatamiento de las muchas gracias e mercedes e beneficios que de vuestra altesa avemos recebido. E otrosy, por la mucha confianza que todavia e mas principalmente que de ningunos otros de sus rreynos vuestra señoria ha fecho e fase. E como quiera que segund aquesto e segund la rason natural e las leyes de vuestros rreynos lo mandan, somos asertos e obligados de servir a vuestra altesa e conplir vuestros mandamientos e poner por vuestro servicio nuestras vidas e casas e bienes; pero por mayor obligacion e porque vuestra altesa sea de nosotros mas cierta e certificada, e asy mesmo el dicho señor principe, de nuestra libre propia voluntad con entenço e proposito de lo conplir. E porque vos el dicho señor Rey nos dais para ello liçençia e facultad e espresso consentimiento entendiendo que cumple asy a vuestro servicio e del dicho señor principe vuestro fijo, e para mayor bien e paz comun e pacifico estado de vuestro Regnos e execucion de vuestra justicia. E por la presente fasemos pleito e omenage e una e dos e tres veses, como cavalleros fijosdalgo, en las manos Reales de vos el dicho señor Rey, de servir e seguir a vos, el dicho señor Rey, como a nuestro soberano Rey e señor natural e al dicho señor principe, en tanto quel fuere junto con nuestra señoria e a vuestra obediencia e conpliere vuestros mandamientos sin les dar otro entendimiento nin les dar otra interpretacion. E que pornemos por ello e para faser e conplir e executar lo que por vuestras mercedes nos fuere mandado por escripto o por palabras e entendiere ser conplidero a vuestro servicio e estado e preheminencia Real, e asy en todo lo que vuestra*

<sup>45</sup> Outre le contrat de *privanza* de 1423, Fernando Díaz de Toledo se charge de faire rédiger certains des contrats d'alliances mentionnés jusqu'à présent, comme le contrat du 4 août, la licence royale du 10 octobre et le contrat du 20, enfin le *seguro* du 17 décembre 1439.

<sup>46</sup> Voir par exemple les contrats d'alliance souscrits : à Curiel le 21 septembre 1443, par don Pedro de Stúñiga, don Álvaro de Stúñiga, don Pedro Fernández de Velasco et don Pedro de Velasco (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 132-134) ; à Guadalajara le 11 novembre 1443, par don Luis de la Cerda et don Iñigo López de Mendoza (RAH, K-36, ff<sup>os</sup> 135-136, et M-10, ff<sup>os</sup> 53r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup> ; publié dans Rogelio PÉREZ BUSTAMANTE et J. M. CALDERÓN ORTEGA, *El marqués de Santillana. Biografía y documentación*, Santillana del Mar, 1983, document n° 151, pp. 279-282 ; et Luis RUBIO GARCÍA, *Documentos sobre el marqués de Santillana*, Murcie, 1983, document n° XI, pp. 51-53) ; le 25 de agosto de 1444, par don Álvaro de Luna et don Fernando Álvarez de Toledo (J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna...*, document n° 101, pp. 320-321).

<sup>47</sup> « Yo el Rey por quanto yo e conmigo el principe don Enrrique mi muy caro e muy amado fijo primo genito heredero e otrosy ciertos grandes de mis regnos e del mi consejo fesimos cierto juramento e pleito e omenaje e lo sobre dichos grandes de mis regnos fisieron entre si cierta confederacion la qual firmamos de nuestros nombres e sellamos con nuestros sellos el tenor de la qual es esta que se sigue » (AHN, *Nobleza*, Frías, caja 129, n° 5-9).

*señoria entendiese ser conplidero al dicho señor principe e a todos e buen orden e reparacion de su casa, segund por vuestra señoria nos fuere mandado e declarado a nuestras personas e casas e gentes e todos nuestros parientes e amigos, con los quales trabajaremos e terneremos todas las mejores vias e maneras que pudieremos, porque se junten e sean con nos en todo lo aqui contenido. E esto faremos asi nos, como ellos, tantas vezes quantas vuestra señoria ordenare e mandare e entendiese que cumple a vuestro servicio, contra todas las personas del mundo de qualquier ley e estado e condicion, preheminençia, dignidad e aunque de estirpe Real conjuntos en debdo e consanguineidad e afinidad sean a vuestra altesa, llana e enteramente por la una forma e manera que asy por vuestra altesa nos fuera mandado syn otra interpretacion nin dar a ello otro entendimiento. E porque nos, los suso dichos mejor podamos faser e conplir lo suso dicho e seamos mas seguros e prestos e aparejados para nos poner. dello fasemos pleito e omenage en la forma susodicha, de oy dia en adelante seremos buenos, leales, fieles, e verdaderos amigos e amigos de amigo e enemigo de enemigo, el uno del otro e el otro del otro, e que nos, procuraremos todo onor e bien e acrecentamiento en nuestros estados e casas a todo nuestro leal e verdadero poder el uno del otro e el otro del otro en todo lo que buena e onestamente podamos. E que trabajaremos por quel Rey nuestro señor faga mas cuenta e mençion despues de vos el dicho condestable, de mi el dicho conde Haro, que de otro alguno. E cada quanto menester sea nos juntaremos por nuestras personas e casas e gentes e amigos e valedores as y para conplir e tener e guardar lo suso dicho como para defender nuestras personas e casas e estados e onores de cada uno de nosotros de todas qualesquier estado, condicion, preheminençia o dignidad que sean aunque de estirpe real. E conjuntos en debdo e sanguinidad a la altesa de vos, el dicho señor Rey como suso dicho es (...) cada uno de nos querra ser en qualquier forma e, manera e por qualesquier casos e cosas o contra lo suso dicho o cada una cosa e parte dello.*

[...]

*E yo, el dicho Rey e nos los dichos condestable e conde de Haro queremos por esta escriptura non sea derogado el pleito e omenage que entre nosotros paso el año pasado de mill e quatroçientos e quarenta e quatro año a nos en el Real de Peñafiel, presente el dotor Garcia de Villalpando mi oydor e del mi Consejo, segund que mas largamente esta puntado por escripto. Ni otrosy que por aquello non sea derogado lo que de antes de lo que por la dicha escriptura esta apuntado en estos que se contiene, e asy la una escriptura como la otra queden en su fuerça e vigor; para lo qual, todo en las dichas escripturas e en cada una dellas contenido e efectualmente guardar e tener e conplir yo el dicho Rey don Juan fago pleito e omenage en manos de vos el dicho condestable. E nos, los dichos condestable e conde de Haro, en las manos Reales de vos, el dicho señor Rey.*

*E yo, el dicho Rey don Juan de Castilla e de Leon, que presente soy, conociendo la buena entençion e deseo de vos los dichos condestable e conde Haro vos movedes para faser e otorgar lo suso dicho principalmente por lo que atañe a mi servicio. E que esto todo es asi conplidero a servicio e onor mio e de la corona real e paz comun e pacifico estado de los dichos mis Reynos e señorios, vos lo tengo en servicio en vos do liçençia e facultad para lo faser e otorgar. E lo apruebo e confirmo e mando que se guarde e conplir por la forma e manera que por vosotros es asegurado, e demas prometo e fago pleito e omenage una e dos e tres veses en las manos de vos el dicho mi condestable que si aconteciere que por (...) vos poner e faser e executar qualquier cosa de las sobre dichas, e que por mi vos fueren mandadas alguna o algunas personas de qualquier estado e condicion, preheminençia o dignidad que sean, aunque de estirpe real e conjuntos a mi en qualquier debdo de sanguinidad e se ayuntaren o quiesieren ser contra vuestras personas o contra qualquier de vos o contra los de vuestras casas o de qualquier de vos, quisieren tomar e ocupar vuestras villas e fortalezas e tierras o vos faser otro mal o dapno, que yo vos defendere de los tales e non dare logar a ello e metere mi persona e con mi poder a la defension e reparo en todo ello, e sy aconteciere que algund dapno recibase vos lo satisfare e enmendare bien e conplidamente. En testimonio de lo qual, yo el dicho señor Rey firme esta escriptura de mi nombre e mande la sellar con mi sello<sup>48</sup>.*

---

<sup>48</sup> Isabel PASTOR BODMER, *Grandeza y tragedia de un valido*, Madrid, 1992, t. II, pp. 114-117. Voir en outre les contrats d'alliance souscrits par don Pedro Fernández de Velasco : le 19 décembre 1445 et le

Dans le contexte des recompositions partisans en réaction au coup de majesté de Zúfraga (1448) souhaité par don Álvaro, qui marquent la fin du consensus libérateur des années 1443-1444 et au cours desquelles le prince des Asturies et ses *privados*, tout spécialement don Juan Pacheco, tentent de se poser en nouveau pôle de satellisation nobiliaire<sup>49</sup> ; le roi renouvelle son engagement en faveur du comte d'Haro, le 17 juillet 1449, après qu'il a autorisé ce dernier et don Álvaro de Luna à souscrire un nouveau contrat d'alliance<sup>50</sup>. Or, force est de constater qu'avec ces *seguros* qui tendent à une certaine horizontalité en raison de leur proximité tant documentaire que formulaire avec les amitiés d'État souscrites alors, Jean II se trouve pleinement mêlé au jeu des partis et se positionne à l'une des extrémités du chaînage contractuel<sup>51</sup>.

---

18 mai 1446, avec don Diego Manrique ; et le 18 décembre 1446 avec don Fadrique Enríquez, duquel sont exceptés don Álvaro de Luna et de nombreux Grands (*ibid.*, pp. 141-142, 180-181 et 198-199).

<sup>49</sup> Voir les contrats d'alliance du 14 mars 1449 entre don Juan Pacheco et don Lope de Barrientos (RAH, *Colección Salazar y Castro*, K-36, ff<sup>os</sup> 156-158) ; celui du 11 juin 1449 entre le prince des Asturies, don Pedro Fernández de Velasco, don Pedro de Zúñiga, don Rodrigo Téllez Girón, don Íñigo López de Mendoza et don Juan Pacheco (K-36, ff<sup>os</sup> 159-160v<sup>o</sup>) ; et celui du 21 octobre 1450 entre don Juan Pacheco, don Íñigo López de Mendoza et don Pedro de Stúñiga (L. RUBIO GARCIA, *Documentos...*, document n° XXI, pp. 119-122) ; enfin celui du 18 novembre 1450 entre le prince des Asturies et don Alonso Pimentel (I. PASTOR BODMER, *Grandeza...*, t. II, pp. 287-289).

<sup>50</sup> Licence royale du 16 juillet 1449 (*ibid.*, p. 251). Voir de plus le contrat d'alliance entre lesdits connétable et comte d'Haro, du 10 février 1450, et sa ratification ultérieure par don Álvaro de Luna, le 15 mars (*ibid.*, pp. 259-261 et 263-264).

<sup>51</sup> C'est aussi l'impression qui ressort quand on prend la chaîne par une autre de ses extrémités, en particulier en Andalousie. Ainsi, le duc de Medina Sidonia, don Juan de Guzmán, et le comte d'Arcos de la Frontera, don Juan Ponce de León, souscrivent-ils un contrat d'alliance le 26 juin 1450 après en avoir reçu l'ordre du roi (« *Otrosy vos aveys de tomar cargo de esta con el duque e con el conde de Arcos e dezierles que a mi servicio sera cumplidero que entre el e el dicho conde de Arcos e asi mesmo entre don Pedro de Aguilar se faga confederacion, especialmente para que ellos se puedan ayudar e dar favor e ayuda e se conformar e estar juntos para las cosas que cumplan a mi servicio e singularmente para guardar e poner buen recabdo e tener prestas para mi servicio estas cibdades de Sevilla e de Cordova e no consentir que persona ny personas algunas de qualquier estado o condicion, preheminencia o dignidad que sean, sin especial licencia e mandado myo entre en ellas ni en algunas dellas. Asi mismo para favorecer e ayudar a la execucion de la mi justicia e que sea tenido e que mis cartas e mandamientos sean obedescidas e complidas e para que mis rentas e pechos e derechos me sean pagados e para que dellas non se fagan tomas ni embargos por personas algunas sin mi especial licencia e mandado. E otrosy para ayudar a guardar sus personas e estados e casas [...]* » [I. PASTOR BODMER, *Grandeza...*, t. II, p. 271]). À cette occasion, ces Grands andalous usent de la métaphore organiciste dans le préambule du contrat, et se posent en membres principaux du corps mystique que constitue la chose publique des royaumes de Castille et de León (« *Segund estudiaron los antiguos e es oy aprobado por dotrinas de la catholica verdad, el Reyno es reputado un cuerpo cuya cabeça e miembros seyendo en una conformidad fazen provechoso ayuntamiento e la discrepancia da causa a defecimiento suyo. Por ende nos, don Juan de Guzman duque de Medina Sidonia, conde de Niebla e don Juan Ponce de Leon conde de Arcos de la Frontera e señor de Marchena e don Pedro señor de la casa de Aguilar e de Teba, miembros deste cuerpo místico de la cosa publica destos Reynos de Castilla e de Leon, tanto principales como demuestra la experiencia de nuestros linajes, estado e casas e haciendas e naturaleza que en estas comarcas e provincias caiemos, acatando la grande obligacion los derechos divinos e humanos nos astenieron a guardar la obediencia, reverencia e lealtad e servicio que devemos al muy alto e muy poderoso Rey e señor nuestro natural, el muy esclarecido rey don Juan e por guarda e conservacion del servicio suyo e del bien publico e pacifico estado de sus Reynos* » [*ibid.*, pp. 270-271]). D'autres préambules de contrats souscrits sous le règne de Jean II signalent alors la conscience qu'ont les Grands d'avoir une responsabilité politique et gouvernementale plus particulière en raison de leur état, traduisant ainsi la profonde alphabétisation politique de ce groupe. Par exemple, parmi les contrats évoqués, voir celui du 29 juillet 1426 (« *Esperiencia de cada día demuestra que quando los grandes señores del Reyno,*

## II. LES CONTRATS DE PRIVANZA

Le repositionnement opéré par Jean II est lié à une mise en tension du chaînage devenue plus délicate après Olmedo, certes en raison de la disparition de ce constant repoussoir représenté par les Infants d'Aragon qui détend d'un coup le système, mais surtout en raison de la culmination alors de ce mouvement d'aristocratisation d'une noblesse seconde que le patronage luniste a plus fermement attaché au trône depuis les années 1430. Et devenus pour la plupart des Grands en 1445 grâce à cet attachement, les chefs de cette nouvelle aristocratie entendent rester sur un pied d'égalité et tous se comporter comme des maillons principaux du chaînage, rechignant par conséquent à voir l'un des leurs se placer seul à sa tête. De là cette première tentative de *privanza* plurielle sous la forme du duumvirat Luna-Haro, mais aussi les constants remous qui rendent impraticable le revirement souhaité sur la fin par don Álvaro de Luna, mortel aussi étant donné son exécution en 1453. Sa mort, et donc la destruction d'une puissance aristocratique jusque là inédite, mais à la mesure en définitive du danger qu'avaient représenté depuis 1420 les Infants d'Aragon et leurs partisans, lève d'ailleurs la seule hypothèque politique pouvant lester l'héritage d'Henri IV. Mais elle ne change pas fondamentalement la donne, soit la nécessité d'inventer un cadre de satellisation nobiliaire tenant compte de l'égalsation des têtes de la noblesse castillane et de stabiliser partant une *privanza* que le conductorat luniste a fait fonctionner à plein

---

*que aman e quieren bien la honra dela corona de su Rey e guarda de su persona e provecho comun de sus Reynos, son mas juntos e una voluntad e amor, mas e mejor pueden faser las cosas suso dichas, aver acatamiento alo que le cunple, e al bien de sus reynos. Por ende los dichos grandes señores deven ser mas loados e recibir corona de grande honra » [RAH, Colección Salazar y Castro, K-36, f° 50v°, et O-4, f° 15v°] ; du 21 septembre 1443 (« Como sea cosa conocida que grandes daños y males y menguas y escandalos sean en los Reynos de Castilla, y la Justicia de la Republica dellos non se pueda administrar segund debia, de lo qual resulta el Reino siempre estar con bullicios y los naturales en grandes discordias por la frecuencia de los movimientos. Lo qual segund parece sea causado por el Rey nuestro señor no estar en su verdadera libertad, ni le sea guardada su preminencia, y por consiguiente non le ser avido tanta obediencia como segund Dios y derecho se debia guardar. E esto tanto se va continuando que es ya en grand menosprecio de la abtoridad del dicho señor Rey, maormente segund lo que nuevamente acaescio y fue fecho en Ramaga cerca de Madrigal, lunes 29 dias de julio deste presente año, segund lo qual se cree y se dice vulgar y osadamente por todos, el dicho señor Rey estar opreso de su persona, e casi apremiado para non poder desi libremente facer lo que querria y debia segund el cargo que de Dios tiene. E como sea cierto que si en estas cosas non se pone remedio con tiempo, que los dichos males y daños y bollicios y escandalos se acrecenterían. Y disimular estas cosas, y non proveer de remedio, y las aclamar o atajar, o facer su deber delante Dios y delante los omes es grand cargo de conciencia y mengua y vergüenza. Considerando como sea cosa natural y necesaria segund derecho divinal y umanal que los Reyes sean libres y ayan su perminencia y les sea guardada la obediencia y reverencia, de lo qual resulta en los Reinos y pueblos Justicia, y paz, y tranquilidad. Por ende nos [...] » [RAH, Colección Salazar y Castro, K-36, f° 132] ; ou encore du 11 novembre 1443 (« Por quanto en este Regno han seido y son grandes bollicios, guerras, escandalos y muertes y se esperan (sic) mas adelante por la causa que a todos es conocido y esto aya lugar, por ser sembrada tanta sizaña y odio entre los Grandes del Regno unos con otros, por lo qual son muy diuersos en opinion e non se pueden ligeramente concordar e para eso remediar, principal e primeramente seria muy complidero e aun necesario procurar unidad e amistanza entre los dichos Grandes del Regno e en caso de que todos en uno non sea ligera, ni presta la concordia, ni por eso se debia dejar de facer entre algunos dellos que a ello bien se conuienen. E como aquellos deban buscar e procurar mas la amistanza e juntamente con maiores deudos y mas cercanos en uno tengan por ser la discordia de aquellos mas peligrosa. Por ende [...] » [L. RUBIO GARCÍA, *Documentos...*, document n° XI, p. 51 ; R. PÉREZ BUSTAMANTE et J. M. CALDERÓN ORTEGA, *El marqués...*, document n° 151, pp. 279-280]).*

régime comme une formule de croissance conjointe de la puissance aristocratique et du pouvoir monarchique.

Pour ne pas engager l'avenir, Jean II réactive après la mort de son connétable la formule neutralisatrice pratiquée sous le règne d'Henri III, soit une *privanza* commandée essentiellement par des ecclésiastiques, avec l'évêque de Cuenca don Lope de Barrientos en tête. Reconduit par Henri IV, ce système est néanmoins corrigé afin de satisfaire plus amplement la noblesse, sous la forme des tickets ecclésiastico-nobiliaires *in presentia* et *in absentia* que forment les duumvirats Fonseca-Pacheco et Carrillo-Velasco en 1454-1455<sup>52</sup>, c'est-à-dire lorsque s'amorce la première campagne contre Grenade, surtout destinée à réaliser l'union sacrée autour du roi.

### 1. Un système de satellisation

C'est dans ce contexte marqué par l'esprit de concorde et la recherche d'un consensus politico-gouvernemental qu'il faut resituer le modèle de satellisation proposé par Rodrigo Sánchez de Arévalo. Ce théologien royaliste et papaliste ne mentionne certes pas expressément la *privanza* dans sa *Suma de la política*, mais il s'y montre soucieux de définir un *modus vivendi* entre les compagnies, de chevaliers et de *letrados*, qu'un roi, qui doit rester comme l'âme dans un corps, c'est-à-dire invisible, peut admettre auprès de lui<sup>53</sup>. Étant donné qu'il dédicace son traité à Pedro de Acuña, un parent de don Álvaro de Luna alors seigneur de Buendía, de Dueñas et de Tariego, Garde Majeur du roi, Adelantado de Cazorla, officier du Consejo de la Mesta, frère de l'archevêque de Tolède et cousin du marquis de Villena ; Sánchez de Arévalo, tout récemment créé conseiller royal, accorde naturellement une certaine préséance à la noblesse face à au groupe toujours plus conséquent que forme le personnel administratif de la *privanza*. Mais cette préséance est assortie d'un devoir d'obéissance que Sánchez de Arévalo prend le soin d'expliquer à partir de la métaphore du mouvement des corps célestes.

Ainsi à partir d'un principe de fixité, celui du firmament, qu'il assimile à la position du roi, Sánchez de Arévalo signale ensuite un principe d'attraction qui fait renoncer les corps célestes à leur propre mouvement, pour suivre celui du premier mobile. Et de l'attraction naît une accélération qui permet d'accomplir un mouvement plus rapide. Ces principes qui servent ensuite à déterminer le mode de soumission des nobles au roi. Parce qu'ils sont de plus purs et de meilleurs lignages que les vils hommes du peuple, parce qu'ils sont plus près de leur supérieur, davantage soumis à ce mouvement local que le roi exerce sur eux par ses grâces, les nobles sont, plus que quiconque, obligés d'obéir loyalement et de suivre la volonté du prince<sup>54</sup>. Ce modèle de satellisation renvoyant à une majesté plus saturnienne que solaire<sup>55</sup>, qui tend à établir une hiérarchie entre les groupes admis dans la *privanza* du roi en même temps qu'il définit le principe d'un service et d'un suivi nobiliaire basés sur la correspondance contractualisée entre l'amour et l'obéissance<sup>56</sup>, a-t-il peser dans l'élaboration des contrats que met au point la

---

<sup>52</sup> *Crónica de Enrique IV...*, 1994, pp. 145-146 y 149.

<sup>53</sup> Rodrigo SÁNCHEZ DE ARÉVALO, *Suma de la política*, dans *Prosistas castellanos del siglo XV*, t. I, dans *Biblioteca de Autores Españoles*, t. CXVI, Madrid, 1959, II.3, 5, 7 et 11, pp. 285-287.

<sup>54</sup> *Ibid.*, II.14, 1 et 2, pp. 304.

<sup>55</sup> Vincent SERVERAT, *La pourpre et la glèbe. Rhétorique des états de la société dans l'Espagne médiévale*, Grenoble, 1993, pp. 63-64.

<sup>56</sup> F. FORONDA, *La privanza ou le régime de la faveur...*, t. I, pp. 348-353.

Chancellerie après l'alarme produite par la tentative avortée de Cordoue<sup>57</sup> ; où ont pu participer de manière très active le duumvirat *in absentia* ainsi que don Iñigo López de Mendoza afin de freiner les visées politiques gouvernementales de don Juan Pacheco ? Hormis, la coïncidence chronologique et une certaine communauté d'esprit rien ne permet de l'affirmer. Mais c'est bien un système qui se met en place avec ces contrats qui, à partir du repositionnement opéré par Jean II après Olmedo, clarifient et entérinent un engagement royal qui a progressé dans cette direction, disons par à-coup, depuis les années 1420.

L'esprit du système est indiqué par un préambule qui ne varie d'ailleurs pas entre 1456 et 1466. Le roi y affirme vouloir attacher davantage ses sujets à sa personne, par une procédure d'assemblément et d'approximation (« *ayuntar e allegar a mí* »), au-delà des obligations de fidélité et de loyauté engendrées par la sujétion et la naturalité, pour œuvrer à la conservation du « *servicio de Dios e mío e al paçífico estado de mis regnos* ». L'intention affichée se traduit, techniquement, par un contrat qui, bien qu'il tende à enfler par l'ajout de clauses d'obligations, articule toujours de la même manière l'allégeance et l'alliance, soit le lien vertical et le lien horizontal<sup>58</sup>. Ainsi, le roi est-il jureur (foi) puis jurataire (foi et hommage), tandis que les autres contractants sont jurataires (foi), puis jureurs (foi et hommage) et, enfin, jureurs et jurataires (alliance). N'étant jamais jureur et jurataire à la fois, le roi n'est pas pris, au moins structurellement, par le lien horizontal que produit normalement une alliance. Techniquement donc, la dignité royale en ressort donc saine et sauve.

Cette procédure d'assemblément et d'approximation a pu être lancée avec le contrat du 21 juin 1456 (pièce n° 1) qui fait figure de prototype dans le dossier retenu. Son contexte est celui de la deuxième campagne militaire contre Grenade, où le roi, un an après la tentative avortée de Cordoue, a préféré éclaircir les rangs de sa compagnie pour ne garder que les plus fidèles<sup>59</sup>. Outre le roi, le contrat d'hommage et d'alliance concerne le duumvirat *in presentia* Fonseca-Pacheco et deux Grands andalous. Il s'agit d'abord de don Juan de Guzmán, duc de Medina Sidonia, à qui le roi a fait l'honneur de

---

<sup>57</sup> *Ibid.*, t. I, pp. 354-358 et 440-442 ; ID., « Bravoure, norme et autorité en Castille au XV<sup>e</sup> siècle », dans Sylvain VENAYRE (coord.), *L'individu et la guerre*, en *Hypothèses 1998. Travaux de l'École doctorale d'Histoire*, Paris, 1999, pp. 29-36 ; et « S'emparer du roi », pp. 246-251.

<sup>58</sup> Remarquons seulement que cette articulation est retouchée dans le sens d'une plus grande unité de l'acte. En effet, pour que les engagements ne soient pas confondus, la Chancellerie prend soin marquer le passage de la foi du roi à l'hommage-foi des co-contractants, puis de leur hommage-foi à leur alliance, par des serments intermédiaires et un double rappel du préambule dans les contrats de 1456 (pièces n° 1 et 2). Cette précaution disparaît à partir de 1457, les actes reposant désormais sur un seul serment, mais qui réserve à chacun sa part du contrat (« *segund é por la forma é manera que á cada uno de nos incumbe de faser é cumplir* »), soit la foi pour le roi, l'hommage-foi et l'alliance pour les autres (pièces n° 4, 5, 6, 7 et 8). Un seul serment donc à partir de 1457, mais qui double le *pleito-homenaje* selon la coutume d'Espagne, par un jurement devant Dieu (et la Vierge parfois), sur la croix et les Évangiles, ce qui renforce sa valeur sacrée.

<sup>59</sup> « *Interae Henricus quum ad amoliendam infamiam, tum etiam ut haud desperatum lucrum ex indulgentia succederet, tantum duxit equites familiares eorum qui curiam sequebantur, scilicet marchionis et magistri Calatrauae atque satellites tum Hispanos tum Mauros Granatenses, quorum ciciter tricenti magno stipendio dissolutaque licencia freti prosequantur Henricum ausisque foedis corruptelas exercebant* » (Alfonso DE PALENCIA, *Gesta hispaniensia ex annalibus svorum diervm collecta*, éd. Robert Brian TATE et Jeremy LAWRENCE, Madrid, 1998, t. I, p. 145).

lui confier l'accueil de sa future épouse en 1455<sup>60</sup>. Les dépenses du duc semblent payées de retour en 1456, car le roi le grandit encore en le désignant comme son oncle<sup>61</sup>. Il s'agit ensuite de don Juan Ponce de León, le comte d'Arcos. Maillons principaux du chaînage à Séville et à Cordoue, ces hommes ont administré la preuve de leur savoir-faire et du talent de leurs compagnies en donnant au roi sa première victoire : la prise de Jimena de la Frontera, le 15 juin<sup>62</sup>. Dans un régime de faveur, la victoire des uns gêne les autres, et au moment du retour à Séville, après que le roi a pris les dispositions nécessaires à la défense de la Frontière, la rivalité entre le marquis de Villena et le duc de Medina Sidonia est ouverte<sup>63</sup>. De fait, le sévillan Alfonso de Palencia, qui intègre à ce moment la Cour en tant que chroniqueur royal et secrétaire de Latin, rapporte l'assassinat que projette Villena pour se débarrasser du duc de Medina Sidonia au cours d'un tournoi à la mode germanique<sup>64</sup>. Une dense brume de poussière interrompt la fête chevaleresque, force le public à se disperser et ruine le projet de Villena. Pour Palencia, qui rapporte l'opinion du peuple, c'est une intervention divine<sup>65</sup>. Mais Villena avait probablement renoncé par force à son projet dès le 21 juin 1456. C'est-à-dire depuis ce contrat rédigé par le secrétaire Alvar Gómez de Ciudad Real pour *ayuntar e allegar* au roi les maîtres de son Conseil et les Grands andalous : soit les assembler en les réconciliant, les rapprocher en leur assurant que chacun disposera du même monopole de faveur, et tous les assujettir plus fermement par ce don d'amour<sup>66</sup>.

---

<sup>60</sup> « *Duci autem Medinae honus impensae cum honore legationis consignatur ut, etsi bello Granatensium illa in tempestate non interesset, bellum tamen opibus suis diceret, et procacitatem feminarum admitteret atque prodigalitatem consonam hisce rebus exerceret* » (ibid., p. 106).

<sup>61</sup> Pour quelques remarques sur l'usage du lien de parenté comme stratégie de distinction, je me permets de renvoyer à mon étude « Le roi se trouve un cousin : les lettres de Louis XI à Antoine de Chabannes », *Médiévales*, 35 (1998), pp. 141-150.

<sup>62</sup> A. DE PALENCIA, *Gesta ...*, t. I, pp. 146-147.

<sup>63</sup> « [...] *de incremento simultatum ducis et marchionis apud Hispalim* [...] » (ibid., p. 147).

<sup>64</sup> « *Maxime omnes sollicitabat simulas procerum, que ingentia damna minabatur, quum sub ludi simulacro molitus fuisset marchio haud mediocre discrimen. Persuasit regi ut festiuium pronunciaret conuentum militarem electioris qualitatis secundum germanicae nobilitatis morem. In germania tamen illi conuentus et militares congressus respiciunt redintegrationem obseruantiae militaris, quae nobiles decet uiros; hic vero respiciebat uertam suppressionem fauoris quo apud Hispalenses potiebatur dux Iohannes, qui in futuro ludo equestri ceu congressu caput decernabatur consignatae quantitatis, ut pari numero marchio praeficiendus erat* » (ibid., p. 148).

<sup>65</sup> « *Quae quidem irrigatio minime ualuit fauere proposito quin ante conuentum armorum uelut nebula quaedam densissima conspectum abstulit, ita ut uix coepta concursatione ex ipso strepitu uelut nox atra obtenebrauit urbem et confuse redeunt pauidi populares in habitucala, fassi quod seuitia marchionis remorata superno nutu fuerit* » (ibid., p. 148).

<sup>66</sup> Sur la signature de ce contrat, voir Juan Luis CARRIAZO RUBIO, *La casa de Arcos entre Sevilla y la frontera de Granada (1374-1474)*, Séville, 2003, pp. 220-222. L'auteur, qui le qualifie de « *curioso y atípico documento de confederación* », publie un document (AHN, *Nobleza*, Osuna, caja 117, n° 6, h) rendant compte des discussions entre le comte d'Arcos et de Cabra à propos du mariage de leurs enfants en 1461, où sont évoquées les conditions de signature du contrat de 1456. Le comte d'Arcos, qui ne le tient d'ailleurs pas pour un contrat d'alliance, affirme l'avoir signé alors sans avoir réellement pris connaissances de ses termes, obéissant sans se poser plus de questions à l'ordre du roi, lequel paraît avoir pris par surprise les contractants et souhaité que leur engagement reste secret, du moins dans un premier temps (« - *E en lo que dize del escriptura del rey nuestro sennor, que en esto non se puede dezir confederación nin fecho que yo pudiese consultar con él antes nin después, porque lo que en esto pasó e está es que nuestro sennor el rey vn día en Seuilla mandó llamar a los sennores arçobispo de Seuilla e duque e marqués e a mí. E seyendo Su Alteza en misa viendo el cuerpo de Nuestro Sennor, nos mandó a todos quatro juntamente fysiésemos voto en sus manos e, jurando por aquel Sennor nuestro que en el altar estaua, touiésemos e guardásemos todo aquello que Su Alteza nos mandaría fazer e jurar e firmar.*

Prenant d'abord acte de la grande fidélité que lui témoignent ses Grands, le roi les distingue en les admettant au rang d'« *especiales e buenos e muy leales servidores* ». Il leur accorde sa foi, c'est-à-dire une sauvegarde couvrant leurs « *personas e casas e honores e estados e rentas e heredamientos* », et une promesse d'aide au cas où quelqu'un entreprendrait de leur porter préjudice. Enfin, il les incorporent à sa grâce, en s'engageant à leur faire cas et à les tenir en compte comme les plus grands de son royaume (« *faré de vosotros e de cada uno de vos tanta mençion e cuenta commo del que más de mis regnos* »). En retour, les *especiales servidores* répondent à cette distinction reçue (« *mençion e cuenta* », pièces n° 1 et 2) ou à cette grâce accordée (« *la merçed que en lo susodicho nos fase* », pièces n° 4, 5, 6, 7 et 8), par un hommage par lequel ils s'engagent à suivre le roi sans dissimulation, de toute leur force (« *personas e casas e gentes* ») et quel que soit le risque encouru, pour préserver sa personne, sa prééminence, son état et sa dignité royale. Avec la licence et sur ordre du roi, les *especiales servidores* jurent de ne consentir ni de ne participer au préjudice causé à l'un d'entre eux, ou à sa mort, à son emprisonnement et à sa détention ; de s'avertir au cas où ils seraient informés d'une telle éventualité et de s'y opposer de leurs personnes et avec leurs « *casas e gentes* ». En réalité, il s'agit essentiellement d'un engagement de non-nuisance, qui ne donne d'ailleurs pas lieu à de véritable alliance, les contractants ne se déclarant pas « *verdaderos amigos e parientes* ».

Jusqu'à la fin de 1456, le prototype de juin ne subit aucune altération et sert, probablement, vers décembre (pièce n° 2), à détourner l'oncle du roi, don Fadrique Enríquez, grand amiral de Castille, et don Fernando Álvarez de Toledo, comte d'Albe, de la ligue que commencent à mettre sur pied l'archevêque Carrillo et le marquis de Santillana<sup>67</sup>. Si le comte d'Albe reste fidèle à son engagement, qu'il renouvelle d'ailleurs en mars 1457 (document n° 3), don Fadrique Enríquez rejoint l'opposition deux mois plus tard<sup>68</sup>. C'est certainement autour de cette date que le prototype de 1456

---

*E que de aquello que nos mandase e se fiziese, a persona alguna non fuese dicho nin reuelado, e con grand sylençio fuese guardado so aquella pena de juramento e fe ; e más del mando que commo rey e sennor nos mandaua guardar. E estonçes non sopymos más que nos mandaua firmar nin jurar de aquello que allí pasó, pero otorgámoslo e jurámoslo todo asy a Su Merçed commo lo mandaua. – E después desto, a cada vno fue lleuada su escriptura, e asy a mí, porque por mandado del dicho sennor rey persona suya anduuo a que cada vno firmase e sellase todas aquellas çinco escripturas. E que asy, Dios me ayude, muchos días pasaron después que yo firmé e sellé la dicha escriptura que non la leý nin sabía lo que dezía en ella, porque las semejantes cosas que los reyes commo soberanos sennores mandan fazer e tal commo aquesta, que syn pasar escriptura es el ome tenuto, aquello era escusado a ninguno de las apuntar nin requeryr, pues non ha logar de acresçentar nin menguar en aquello, e todos aquellos sennores arçobispo e duque e marqués non miraron más en ello de lo que el rey nuestro sennor mandó fazer. – E la verdad, en las dichas escripturas non se contyene al, saluo que guardemos el seruicio del dicho sennor rey e cunplamos sus mandamientos syn darle otros entendimientos, e lo que viéremos que es su seruicio lo alleguemos, e el contrario desuiemos, e reuelemos a Su Sennoría qualquier cosa que supiéremos que no es su seruicio, e que su Sennoría guardará nuestras honrras e estados, e que nos non seamos vnos en contra otros en dapno nin prysion de ninguno de nos » [ibid., document n° 27, p. 435]).*

<sup>67</sup> Contrat d'alliance du 22 décembre 1456 entre don Iñigo López de Mendoza et don Alonso Carrillo qui jurent de s'entraider au cas où le roi ou une autre personne s'en prendrait à eux (R. PÉREZ-BUSTAMANTE et J. M. CALDERÓN ORTEGA, *El Marqués...*, p. 350).

<sup>68</sup> Contrat d'alliance du 16 mai 1457 entre don Alonso Carrillo, archevêque de Tolède, don Pedro Fernández de Velasco, comte d'Haro, don Iñigo López de Mendoza, marquis de Santillana, don Alfonso Pimentel, comte de Benavente, don Rodrigo Manrique, comte de Paredes, don Pedro de Castilla, évêque de Palencia, don Fadrique Enríquez, Amiral de Castille et Alfonso de Velasco, *veinticuatro* de Séville et frère du comte d'Haro (*ibid.*, p. 351). Selon Alfonso de Palencia, la direction de cette nouvelle ligue échoit au comte d'Haro (A. DE PALENCIA, *Gesta...*, pp. 152-153).



est soumis à une révision qui, sans affecter la structure d'ensemble hormis les améliorations indiquées concernant les jurements intermédiaires, tend à préciser davantage les termes de l'échange et à le gouvernementaliser (pièce n° 4) ; une révision qu'entérinent d'ailleurs l'ensemble des contrats postérieurs.

## 2. La gouvernementalisation des contrats

Cette révision concerne chacune des parties du prototype de 1456 et consiste, hors la suppression de la clause de non-nuisance, à un remplissage destiné à mieux définir les obligations des contractants. Ce remplissage n'affecte pas les parties du prototype de la même façon. La foi du roi se contente d'ajouter à la sauvegarde une clause obligeant Henri IV à ne pas se confédérer sans en référer d'abord à ses *especiales servidores* et en leur permettant de se joindre à ladite alliance (pièces n° 4, 5 (?) et 6). À cet engagement, quelque peu horizontal — mais qui explique, rétrospectivement, l'inclusion de Fonseca, de Girón, de Stúñiga et de Pacheco dans l'accord d'Alfaro souscrit entre Henri IV et Jean de Navarre le 20 mai 1457<sup>69</sup> — répond la promesse des *especiales servidores* à ne pas se confédérer sans autorisation, comme sont tenus de le faire de bons, de loyaux et de fidèles conseillers à l'égard de leur roi et de leur seigneur naturel ; sans excepter les obligations qu'ils peuvent avoir ou qu'ils pourraient contracter avec des personnes adverses à cet engagement (pièces n° 4, 5 et 6). De la sorte, l'engagement « horizontal » du roi induit une promesse d'exclusivité en retour, une définition toujours plus stricte des devoirs de ses jurataires à son égard.

De fait, par rapport au prototype de 1456, quelque peu général sur ce sujet, les contrats de 1457-58 définissent l'aide que doivent apporter les *especiales servidores* (pièces n° 4, 5 et 6). Ainsi, les contractants s'engagent-ils à suivre et/ou servir sans dissimulation et de toute leur force sa royale majesté ; à s'opposer aux personnes de quels que loi, état, condition, prééminence, dignité qu'elles soient, y compris de dignité royale, ou descendants de rois qui voudront être contre lui, contre ses royaumes, contre ses mandements, contre son service ; et à s'opposer aux dites personnes, quels que soient les liens qu'ils puissent entretenir avec elles, en risquant leurs personnes, leurs « *casas, estados e gentes* », et autant de fois que nécessaire et/ou qu'ils en recevront l'ordre. De 1456 à 1458, les termes de l'échange ne brisent pas la discipline de respect à l'égard du roi, ils tendent simplement à l'inventer au travers d'un compromis contractuel qui rassure chacune des parties en fixant des obligations réciproques.

Les complémentations de 1457-58 (documents n° 4, 5 et 6) sont liées ensuite à la gouvernementalisation du cadre contractuel, comme en témoigne l'insertion de clauses provenant des serments imposés aux conseillers et aux officiers dans la foi des *especiales servidores*<sup>70</sup>. Il s'agit de donner au roi un bon et véritable conseil, sans parti pris, inspiré par le seul entendement, sur toute chose qu'il voudra communiquer et qu'il estime être du ressort de son service et de la défense de sa prééminence royale ; d'obéir sans dilation à ses lettres, à ses mandements et à tout ce qu'il voudra ordonner. L'insertion de ces clauses semble contredire l'appartenance préalable au Conseil des jurataires du roi (« *todos del Consejo* »). Pourtant, ils en sont bien tous membres de

---

<sup>69</sup> Contrat d'alliance entre le roi de Castille et le roi de Navarre (*Memorias...*, pièce n° 53, pp. 149-151).

<sup>70</sup> Sur ces obligations, voir Salustiano DE DIOS, *El consejo real de Castilla (1385-1522)*, Madrid, 1982, pp. 279-280 ; et José María GARCÍA MARÍN, *El oficio público en Castilla durante la baja Edad Media*, Madrid, 1987, pp. 224-227 ;

droit, en raison de leurs titres, de leurs offices, ou des deux comme le montre l'usage préférentiel d'une double désignation de 1456 à 1458. La contradiction disparaît si nous considérons que leur admission au rang d'*especiales servidores* les désigne comme membres d'une structure surplombant le Conseil, plus informelle bien qu'elle soit repérable au moins depuis 1419, dont le rôle est d'assurer la « *gobernaçión* » du royaume et qu'Enríquez del Castillo désignerait comme le « *secreto consejo* »<sup>71</sup>. Si l'hypothèse est juste, ces contrats tiennent lieu de communiqué officiel portant formation ou remaniement du *secreto consejo*, soit du gouvernement royal plus que du Conseil, organe où les *letrados* commencent à voir leur avantage technique se traduire numériquement<sup>72</sup>.

De 1456 à 1458, son profil se caractérise par quelques constantes. C'est d'abord une équipe restreinte, qu'intègrent six (pièces n°4 et 6) à neuf personnes (pièce n° 5) au maximum. Elle est dominée par l'aristocratie, la seule exception étant le comptable majeur Diego Arias Dávila (pièces n° 4 et 6). C'est encore un gouvernement que contrôlent les laïcs, les seuls ecclésiastiques étant l'archevêque de Séville don Alfonso de Fonseca, dont la présence est constante, l'évêque de Cuenca don Lope de Barrientos et l'archevêque de Tolède don Alfonso Carrillo, dont les participations sont épisodiques (document n° 3 et 5). C'est aussi un gouvernement adaptable aux situations, capable d'intégrer des membres pour répondre à une situation locale, comme à Séville (pièce n° 1), ou bien pour calmer voire rallier l'opposition : de l'amiral don Fadrique Enríquez (pièces n° 2 et 5), du comte d'Albe don Fernando Álvarez de Toledo (pièces n° 2 et 3), de l'archevêque Carrillo (pièce n° 5), du marquis de Santillana don Íñigo López de Mendoza (pièce n° 5), du comte de Benavente don Alfonso Pimentel (pièce n° 4, 5) et du comte d'Haro don Pedro Fernández de Velasco (pièces n°5 et 6). Mais ces ouvertures momentanées ou plus durables ne font que souligner davantage la présence d'un noyau dur, construit à partir du duumvirat Fonseca-Pacheco (pièces n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6), que secondent le maître de l'ordre de Calatrava don Pedro Girón (pièces n° 2, 3, 4, 5 et 6) et le comte de Plasencia don Álvaro de Stúñiga (pièces n° 4, 5 et 6) surtout, et Diego Arias Dávila, admis en raison de sa compétence financière (pièces n° 4 et 6). C'est ce noyau dur que Jean de Navarre s'engage à soutenir lors de l'entrevue d'Alfaro, reconnaissant expressément la place que tiennent les membres de cette équipe, hormis Diego Arias Dávila, auprès du roi (« *cerca de vos* ») et dans sa confiance<sup>73</sup>. Les formules employées font de ces *especiales servidores* des *privados*, de Grands-*privados* certes, dont la position est comme officialisée par un nouveau pacte de *privanza* souscrit par le chef du parti aragonais. Et elle en résulte tant affermie que les ligueurs de Carrillo, privés du potentiel soutien du roi de Navarre, sont contraints de se rallier le 4 juin 1457 à ce gouvernement que légitime la foi jurée (pièce n° 5).

<sup>71</sup> *Crónica de Enrique IV...*, p. 145. Sur ce « conseil secret », voir S. DE DIOS, *El Consejo...*, pp. 122-129.

<sup>72</sup> L'ordonnance de 1459 accorde aux *letrados* une nette majorité au sein du Conseil, avec une représentation de huit conseillers face aux quatre dont doivent se contenter prélats et chevaliers. Sur cette ordonnance (S. DE DIOS, *Fuentes para el estudio del Consejo Real de Castilla*, Madrid, 1986, pp. 41-42 ; Id., *El Consejo...*, pp. 111-112).

<sup>73</sup> « [...] y el dicho señor Rey de Navarra acatando como vos el dicho señor Rey de Castilla tenedes cerca de vos al muy reverendo padre in Cristo don Alfonso de Fonseca, Arzobispo de Sevilla, é á don Pedro Girón, Maestre de Calatrava é á don Alvaro de Stúñiga, Conde de Plasencia é á don Johan Pacheco, Marques de Villena é la confianza que dellos fasedes é la grand lealtad é fidelidad que en ellos avedes fallado é fallades por la presente vos prometo [...] » (*Memorias...*, pièce n° 53, p. 150).

La gouvernementalisation du contrat peut se lire également dans les termes de l'alliance qui, par rapport aux contrats de 1456, devient positive en 1457-58 (pièce n° 4, 5 et 6) : les *especiales servidores* s'engageant à se porter secours et assistance comme de « *buenos et leales e verdaderos amigos e parientes* ». La parenté contractuelle cimente alors un groupe de pouvoir dont les membres promettent de toujours servir le roi, de se comporter « *amigable é igual é fielmente* » lorsqu'ils sont à la Cour, de se défendre mutuellement contre les attaques, de soumettre l'admission de nouveaux membres à l'accord préalable des autres. En quelque sorte, les contrats de 1457-58 inventent une solidarité gouvernementale qu'il faut concevoir sur un double plan : entre la tête (roi) et les membres principaux (*especiales servidores*) d'abord ; entre chacun des membres principaux ensuite (*amigos e parientes*). C'est dans ce sens qu'il faut envisager à partir de 1457 l'engagement des *especiales servidores* à informer le roi au cas où quelqu'un viendrait leur proposer des choses « *contrarias e repunantes* », pour qu'il juge des suites à donner (pièces n° 4, 5 et 6). Et ils obtiennent la pareille, certes avec un décalage de quelques jours, la même année (pièces n° 5 et 6). De la tête aux membres, ce corps gouvernemental est donc mû par un même souci de perpétuation, une même crainte des coups de toute sorte.

Néanmoins, l'adjonction de cette clause à partir de juin 1457 (pièce n° 5) témoigne peut-être d'une crainte plus précise, celle du noyau dur à se voir reléguer, en raison d'un possible basculement au bénéfice de leurs opposants à présent également engagés dans la voie contractuelle, ou d'un éventuel coup de grâce en faveur des créatures que le roi promeut alors sur les conseils de l'évêque Barrientos<sup>74</sup>. Trois personnes sont essentiellement concernées : Gómez de Cáceres, Miguel Lucas de Iranzo et Beltrán de la Cueva. Ils sont à la Cour depuis 1455-56, soumis à un lancement modélisé depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, qui passe par les offices, les rentes et les dons d'abord ; l'anoblissement quand l'origine du candidat est trop vile ensuite ; la concession d'un titre enfin. Pour signifier la plénitude de sa grâce, Henri IV dispose de trois leviers éclatants, les deux derniers faisant partie des dépouilles de don Álvaro de Luna : les maîtrises des ordres militaires d'Alcántara et de Santiago d'abord, dont il est l'administrateur provisoire, la deuxième étant réservée normalement à son demi-frère, l'Infant Alphonse, en vertu du testament de Jean II ; la connétablie de Castille ensuite, vacante depuis 1453.

Anobli en 1455, puis fauconnier du roi et chancelier de son sceau du secret, Miguel Lucas de Iranzo obtient la connétablie de Castille le 25 mars 1458, ainsi que le comté de Quesada, la ville d'Ágreda et les forteresses de Boratón et de Vozmediano<sup>75</sup>.

<sup>74</sup> Ángel MARTÍNEZ CASADO, *Lope de Barrientos. Un intellectual de la corte de Juan II*, Salamanque, 1994, pp. 67-68.

<sup>75</sup> Le parcours de Miguel Lucas de Iranzo est relaté dans une chronique particulière (*Hechos del condestable don Miguel Lucas de Iranzo (crónica del siglo XV)*, éd. Juan de Mata CARRIAZO, Madrid, 1940 [rééd. dans *Relación de los hechos del muy magnífico e más virtuoso señor, el señor don Miguel Lucas, muy digno condestable de Castilla*, éd. Juan CUEVAS MATA, Juan DEL ARCO MOYA et José DEL ARCO MOYA, Jaén, 2001]). Pour quelques éléments complémentaires sur le connétable, en particulier son implantation à Jaén qu'il gouverne jusqu'à sa mort, en 1473, voir Enrique TORAL PEÑARANDA, *Jaén y el condestable Miguel Lucas de Iranzo*, Jaén, 1987 ; Angustias VILLAR CONTRERAS, « La Corte del condestable Iranzo. La ciudad y la fiesta », *En la España Medieval*, 10 (1987), pp. 305-322 ; Lucien CLARE, « Fêtes, jeux et divertissements à la cour du connétable de Castille, Miguel Lucas de Iranzo (1460-1470) », dans *La fête et l'écriture. Théâtre de cour, Cour-Théâtre en Espagne et en Italie, 1450-1530*, Aix-en-Provence, 1987, pp. 5-32 ; ID. et Michel GARCIA, « La guerre entre factions ou clientèles dans la Crónica de M. Lucas de Iranzo », dans *Bandos y querellas dinásticas en España al final de la Edad Media*, dans *Cuadernos de la Biblioteca Española*, 1 (1991), pp. 59-75.

L'opposition des Pacheco, que l'octroi de la connétablie à un *homo novus* relègue très nettement dans la hiérarchie des corps célestes, oblige le roi à faire enfermer Miguel Lucas pour le protéger d'un coup de main avant de lui remettre son bâton de connétable<sup>76</sup>. Un Velasco se charge de lire la harangue qui ponctue l'élévation de Miguel Lucas au rang de baron, comte et connétable, signalant de la sorte une division du groupe des *especiales servidores* formé depuis février<sup>77</sup>. Mais le nouveau connétable de Castille n'a pas ni les qualités courtoises ni la ténacité de don Álvaro de Luna. Il profite de la campagne de l'été 1458 pour rester à Jaén, et de là se rend utile, en veillant par exemple sur une Frontière que don Pedro Girón tend à faire sienne. Les promotions de Gómez de Cáceres et de Beltrán de la Cueva se font sans incident, car elles sont plus mesurées, moins menaçantes pour les *especiales servidores*, en particulier les frères Pacheco. En avril 1458, le roi fait de Gómez de Cáceres, son grand majordome, le nouveau maître d'Alcántara<sup>78</sup>. Libéré par ce déplacement, le grand majordomat échoit à Beltrán de la Cueva<sup>79</sup>. Éprouvé par ce triple coup de grâce, le cadre contractuel en sort renforcé. Le roi a respecté sa foi jurée, garde auprès de lui ses *especiales servidores* qui, forts de leur pouvoir *de jure*, tolèrent la promotion de quelques nouveaux satellites non sans obtenir la désorbitation frontalière du plus menaçant. Bordée par le coup d'État, le coup de main et le coup de grâce, la contractualisation se transforme en une voie de règlement pacifiée et mesurée de l'échange politique.

Dès 1459, ce cadre contractuel est soumis à de nouveaux tiraillements. Il sont la conséquence du conflit d'intérêt qui opposent les Pacheco aux Mendoza à propos de l'héritage de don Álvaro de Luna<sup>80</sup> ; un conflit que l'archevêque Carrillo

<sup>76</sup> *Hechos del condestable...*, p. 5.

<sup>77</sup> *Ibid.*, pp. 5-13.

<sup>78</sup> Sur Gómez de Caréres, voir les indications prosopographiques de María José GARCÍA VERA, « Poder nobiliario y poder político en la Corte de Enrique IV (1454-1474) », *En la España Medieval*, 16 (1993), p. 231 ; et de Jaime de SALAZAR y ACHA, *La casa del Rey de Castilla y León en la Edad Media*, Madrid, 2000, pp. 395, 515 et 585.

<sup>79</sup> Sur don Beltrán de la Cueva, voir la collection documentaire réunies par Antonio RODRÍGUEZ VILLA, *Bosquejo biográfico de don Beltrán de la Cueva, primer duque de Alburquerque*, Madrid, 1881 ; Pilar CERVIÑO CARCELLER, « La imagen nobiliaria en la tratadística caballeresca : Beltrán de la Cueva y Diego Enriquez del Castillo », *En la España Medieval*, 24 (2001), pp. 259-283 ; Alfonso FRANCO SILVA, « Notas sobre Don Beltrán de la Cueva », dans ses *Estudios sobre don Beltrán de la Cueva y el Ducado de Alburquerque*, Cáceres, 2002, pp. 13-101. P. CERVIÑO CARCELER a soutenu tout récemment sa thèse sur don Beltrán de la Cueva, dont elle propose un aperçu dans son article « Nobleza cortesana, caballería y cultura. La casa ducal de Alburquerque », dans M. C. QUINTANILLA RASO (dir.), *Titulos...*, pp. 215-263.

<sup>80</sup> Bien que total au départ, le régime de confiscation du patrimoine de don Álvaro de Luna est ensuite révisé par Jean II en faveur de doña Juana Pimentel et de don Juan de Luna, femme et fils de l'ancien *privado*, qui reçoivent le tiers des biens. Le reliquat reste conséquent et concerne le comté de San Esteban de Gormaz, la seigneurie de l'Infantado et ce qui deviendra le majorat de Luna, entre Tolède et Avila. En 1459, l'aîné du marquis de Santillana se marie avec María de Luna et parvient à consommer le mariage en 1460, malgré l'opposition de Villena qui a fait enfermer la veuve du Connétable et sa petite fille, ordonner l'exil de Juan de Luna et prononcer la confiscation de leurs biens. Le patrimoine de don Álvaro de Luna, en particulier le comté de San Esteban de Gormaz, devient dès lors un objet d'affrontement essentiel et fait craindre à une partie de l'aristocratie les manières de Villena. Ce dernier ne renonce d'ailleurs pas : en 1461, il obtient la tutelle de Juana de Luna, la fille posthume de don Juan de Luna, qu'il marie à son fils aîné, en 1469. L'affrontement va durer jusqu'en 1476, date à laquelle Isabelle la Catholique tranche l'affaire en faveur des Mendoza. Sur l'héritage de don Álvaro et cette affaire patrimoniale, voir A. FRANCO SILVA, « El destino del patrimonio de don Álvaro de Luna. Problemas y conflictos en la Castilla del siglo XV », *Anuario de Estudios Medievales*, 12 (1982), pp. 549-583 ; J. M. CALDERÓN ORTEGA, *Álvaro de Luna : riqueza y poder en la Castilla del siglo XV*, Madrid, 1998, pp. 326-329 ; A. B. SÁNCHEZ PRIETO, *La Casa de Mendoza hasta el tercer Duque del Infantado (1350-*

instrumentalise pour monter une nouvelle ligue, laquelle est soutenue par un Jean II d'Aragon-Navarre désireux d'affaiblir Henri IV, alors partisan de son fils le prince de Viane. Don Juan Pacheco est visé mais il parvient à détourner les attaques sur l'archevêque Fonseca et à se concilier les ligueurs par l'intermédiaire de son frère, don Pedro Girón. Soucieux d'éviter l'affrontement, d'autant plus que la grossesse de la reine lui fait espérer la naissance d'un héritier, le roi entreprend d'incorporer l'ensemble de ses Grands au gouvernement monarchique. Beltrán de la Cueva se charge de rallier les Mendoza tandis que don Juan Pacheco et don Juan Fernández Galindo, capitaine de la garde du roi, sont commissionnés pour trouver un arrangement avec le parti aragonais que commande Carrillo. En août-septembre 1461, l'ensemble des forces politiques se trouve engagé dans la voie contractuelle ouverte en 1456 et gouvernementalisée à partir de 1457<sup>81</sup>.

---

1531). *El ejercicio y alcance del poder señorial en la Castilla bajomedieval*, Madrid, 2001, pp. 236 et 329-330. Les pièces du procès sont publiées, partiellement, par León DE CORRAL, *Don Álvaro de Luna según testimonios inéditos de la época*, Valladolid, 1915.

<sup>81</sup> On peut en effet supposer que les négociations de l'été 1461 débouchent sur la signature de nouveaux contrats de *privanza*. C'est du moins cette hypothèse que force à envisager l'accord souscrit par Henri IV, représenté par don Juan Pacheco et le commadeur Juan Fernández, et Diego Hurtado de Mendoza, représenté par don Pedro González de Mendoza, le 4 juin 1461, dont les termes établissent la trame d'un contrat du type de ceux envisagés jusqu'à présent (« *Las cosas que fueron apuntadas e concordadas entre don Juan Pacheco, marques de Villena, mayordomo mayor del muy alto e muy poderoso nuestro señor el rey e del su consejo, el comendador Juan Fernandes del consejo del dicho señor rey, en nombre e por virtud del poder que han e tienen de su señoria de una parte. E don Diego Furtado de Mendoça, marques de Santillana, conde del Real, del consejo del dicho señor rey de la otra parte, sobre las cosas e apartamientos que de yuso seran contenidas, lo qual todo visto por su altesa, le plase dello. E asy fue asentado e concordado por su señoria con el Obispo de Calahorra en nombre del dicho marques, son las siguientes. [...] Otrosy quell dicho marques de Santillana faga juramento e pleito omenaje en manos del dicho señor rey que servira e seguira a su señoria de aqui adelante para en toda su vida e en todas las cosas que su señoria mandare contra todas e quales quier personas que el mandare de qual quier estado preheminença o dignidad que sea o ser pueda aunque sean constitydas en dignidad real o desçendientes de aquel estirpe, o al dicho marques de Santillana conjuntos en qual quier grado de consanguinidad o afinidad con su casa e gentes. [...] Otrosy fue acordado quel dicho marques de Santillana aya de faser e faga confederaciones e seguridades fuertes e firmes con el rey nuestro señor e con las personas que su altesa mandare de le servir e seguir contra todas las personas del mundo e complir sus cartas e mandado e fazer Guerra e paz contra quien le mandare, e se juntar con el en su serviçio por su persona con su casa e gentes segund que mas largamente por el dicho señor rey le sera demandado. Sobre lo qual de los recabdos e firmesas de escripturas que le seran demandos. Otrosy pues el dicho marques ha de servir e seguir al rey nuestro señor en la manera que dicha es, plase al dicho señor rey de le guardar su persona e casa e estado e de le honrrar como a quien el es e como a los otros grandes de sus reynos que sirven e siguen e han de servir e seguir e a su señoria. Otrosy quel conde de Medina e cada uno de los hermanos del dicho marques ayan de faser e fagan juramento e pleito e omenaje an manos del dicho señor rey que servirán e siguirán a su señoria de aqui adelante para en todas sus vidas en todas las cosas que su señoria mandare contra todos e quales quier personas quel mandare de qual quier estado preheminença o dignidad que sean o ser puedan aunque sean constituydas en dignidad real o de aquel estirpe o al dicho conde de Medina e hermanos del dicho marques conjuntos en qual quier grado de consanguinidad e afinidad con sus casas e gentes » [Francisco Javier VILLALBA RUIZ DE TOLEDO, *El cardenal Mendoza ante la guerra civil Castellana (1474-1482)*, Madrid (*Cuadernos de Historia*, 2), 1983, document n° 1, pp. 31-45.]). D'autre part, les accords du 26 août 1461, ratifiés le 11 septembre, qui portent réconciliation générale entre les ligueurs et le roi de Castille et entre ce-dernier et le roi d'Aragon-Navarre, Jean II, prévoient notamment la signature de contrats d'alliance entre le roi de Castille et l'archevêque de Tolède, l'amiral de Castille, les comtes d'Albe, d'Alba de Liste et de Paredes dont la trame (sauvegarde contre service) correspond également à celle des contrats de l'échantillon (« *Mas porque el arzobispo de Toledo y el almirante y al conde de Alba y al conde don Enrique y a don Rodrigo Manrique conde de Paredes se pusieron algunos temores del rey de Castilla, y tambien el rey de Castilla quería ser cierto dellos que le**

### 3. L'hypothèque dynastique et l'impasse contractuelle

La reine accouche le 28 février 1462, mais d'une fille, Juana, ce qui complique le règlement de la succession. Après l'avoir fait proclamer princesse héritière par les *Cortes*, le roi doit battre le rappel de ses Grands tout au long du mois de mai. En même temps qu'ils prêtent hommage, certains, le marquis de Villena en particulier, prétendent devant notaire qu'ils ont prêté serment sous la contrainte<sup>82</sup>. La foi jurée commence à se corrompre. Ces réserves poussent le roi à compter ses appuis au sein du grand gouvernement formé en 1461 afin de contrer les Pacheco et leur allié Carrillo. Pour ce faire, il s'emploie à fortifier la position du nouveau comte de Ledesma, don Beltrán de la Cueva, afin d'éviter une désorbitation du type « Miguel Lucas de Iranzo ». Les Mendoza sont priés de faire une place au satellite du roi, de l'accueillir dans l'orbe de leur lignage. En août 1462, le marquis de Santillana cède à don Beltrán la main de sa fille, doña Mencía : le satellite ne gravite plus en solitaire et rapporte au roi le soutien inconditionnel de sa belle-famille<sup>83</sup>. Comme au XIV<sup>e</sup> siècle, la montée de nouveaux *privados* poussent les anciens à rechercher des soutiens pour conjurer la disgrâce, y compris à l'étranger. Le ticket Carrillo-Pacheco se tourne en direction de l'Aragon et de la France, pousse Henri IV à accepter l'arbitrage de Louis XI qui porte sa renonciation à la couronne navarraise et à la Catalogne.

Après Bayonne, le ticket Carrillo-Pacheco est progressivement placardisé, supplanté par le ticket que forment l'évêque de Calahorra don Pedro González de Medonza et le comte de Ledesma. Mais jusqu'à l'hiver 1463-64, anciens et nouveaux *privados* cohabitent. Pour dissuader les anciens de susciter une nouvelle ligue, le roi entreprend de miner leurs positions en Andalousie, où il part seulement accompagné de don Beltrán et joue la carte portugaise pour contrebalancer leurs amitiés aragonaises<sup>84</sup>. Au retour du roi, Carrillo et les Pacheco préfèrent quitter d'eux-mêmes le gouvernement et formalisent la rupture en se confédérant le 16 mai 1464. Ils nient la légitimité de doña Juana, prétendent vouloir libérer les Infants Alphonse et Isabelle de l'oppression qu'ils subissent et les proclament « *primos-génitos et legítimos subcesores de los dichos regnos* »<sup>85</sup>. La succession royale devient l'objet d'un chantage.

Le souci de garantir les droits au trône de sa fille et d'éviter le débordement armé pousse Henri IV à entamer les discussions pour ramener les rebelles dans le droit chemin. Dans ce but, la chancellerie élabore un nouveau contrat de *privanza*, probablement entre mai et juin 1464 (document n° 7)<sup>86</sup>, qui garde la plupart des

---

*habían de servir, se determinó que aquellos jueces dentro del tiempo de los cuatro meses diesen seguridad al rey de Castilla para que fuese cierto dellos y también vieses la seguridad que el rey de Castilla había de dar e estos señores de sus personas y estados* » (J. ZURITA, *Anales...*, t. VII (1988), pp. 354-356). Sur ces accords, voir L. SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Enrique IV...*, pp. 222-228).

<sup>82</sup> Les *Cortes* sont convoquées le 17 mars et la proclamation a lieu les 8 et 9 mai 1462. Les actes notariés du marquis de Villena sont produits au même moment. Sans doute informé de ces réserves, Henri IV exige de nouvelles prestations de serment au cours du mois de mai, comme en témoigne le rappel adressé au comte de Benavente, en date du 16 (*Memorias...*, pièce n° 74, pp. 247-248). Sur ces questions, voir L. SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Enrique IV...*, pp. 235-237.

<sup>83</sup> A. FRANCO SILVA, *Estudios...*, pp. 18-25.

<sup>84</sup> L. SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Enrique IV...*, pp. 268-269.

<sup>85</sup> Contrat d'alliance du 16 mai 1464 (*Memorias...*, pièce n° 92, p. 302).

<sup>86</sup> La datation de ce contrat non-daté est établie par D.-C. MORALES MUÑIZ, *Alfonso de Ávila, rey de Castilla*, Ávila, 1988, p. 29.

aménagements de 1457-58 mais radicalise l'engagement royal. Ainsi, outre la sauvegarde qu'il accorde à ses jurataires, le monopole de faveur qu'il leur concède, et la promesse de les avertir lui aussi des « *cosas contrarias e repunantes* », Henri IV jure-t-il de ne pas vouloir, ni « *en fecho, dicho nin consejo* », s'en prendre aux « *personas e casas e honores e estados e rentas e heredamientos* » de ses *especiales servidores* ; de se fier à eux plus qu'à toute autre personne et de leur communiquer ses secrets ; de ne pas vouloir leur porter atteinte, ni directement ni par personne interposée, et de ne pas œuvrer de la sorte à diminuer leurs « *casas e estados* ». Le roi fait don de sa volonté, se dépouille y compris de ses intentions, renonce aux fulgurances et à l'arbitraire. La suppression de la clause l'obligeant à en référer à ses *especiales servidores* pour se confédérer en est la conséquence. Elle n'a plus de sens, car le roi qui s'offre à eux leur abandonne sa volonté, comme s'il s'agissait d'un simple roi-corps, à remplir et à articuler.

Ce remplissage passe par un retour semble-t-il la situation de 1461, soit la restauration du grand gouvernement que présidait l'archevêque Carrillo avec le soutien des Pacheco. Ceci explique la configuration particulièrement ample du groupe des *especiales servidores*, dont le nombre est porté à dix-huit. Les Grands sont au nombre de quatorze. Des quatre non-Grands restant, il faut d'ailleurs retrancher Pedro Fernández de Velasco, héritier du comté de Haro et son administrateur depuis 1460, date à laquelle son père a décidé de se retirer des affaires pour méditer à l'hôpital de Medina de Pomar qu'il avait fondé quatre ans plus tôt. De fait, le contrat de 1464 le place avant don Lorenzo de Figueroa, pourtant vicomte en titre et chef d'une des branches cadettes du lignage Mendoza. Les non-Grands ne sont donc plus que trois, des hommes du milieu davantage que des petits, habitués à rendre service : depuis le début du règne pour Alvar Gómez de Ciudad Real, le probable « inventeur » du contrat de 1456, mais dont l'office de secrétaire royal n'est pas mentionné, sans doute pour ne pas troubler une liste où la désignation par l'office n'est plus de mise, hormis pour don Fadrique Enríquez, grand Amiral et oncle du roi ; de manière plus récente pour le sévillan Gonzalo de Saavedra, désigné en tant que grand commandeur de l'ordre de Santiago, ou pour Juan Fernández Galindo, négociateur, aux côtés de don Juan Pacheco, des accords de 1461. À part ces trois exceptions, les Grands forment par conséquent l'écrasante majorité. Ce sont les chefs ou d'éminents représentants des principaux lignages castillans, pour la plupart apparentés à des degrés divers, dont l'intervention dans les affaires est constante bien qu'irrégulière pour certains : Acuña, Álvarez de Toledo, Enríquez, Manrique, Mendoza, Pacheco, Pimentel, Velasco, Stúñiga. En quelque sorte, le gouvernement royal est comme un Grand Conseil de famille, où les membres principaux du corps mystique dialoguent avec sa tête.

En échange des concessions particulièrement importantes qu'il accorde aux Grands, le roi obtient, en plus des obligations déjà stipulées dans les contrats de 1457-58, en particulier les clauses relatives au devoir de bon conseil et d'obéissance, l'inclusion de sa femme, de sa fille et d'une éventuelle descendance ultérieure en tant que jurataires du serment de fidélité des *especiales servidores*. La fonction gouvernementale s'enrichit de la sorte d'une fonction dynastique, dans le sens de la priorité successorale fixée par Henri IV. En outre, le roi obtient quelques aménagements, consistant à réduire le champ des exceptions pour que ses jurataires se trouvent davantage contraints. C'est, par exemple, la prise en compte de l'affinité (« *conjunta* ») dans les obligations relatives à la défense du roi et du royaume ; ou encore la révocation des engagements antérieurs,

quelle que soit la nature des « *juramentos e vínculos é cláusulas e firmezas* ». Parce qu'il vise à engager plus fermement l'avenir, le contrat de 1464 fait table rase.

Si le serment de fidélité règle la succession au profit de doña Juana et de la descendance ultérieure que le roi pourra avoir, écartant de la sorte les Infants Alphonse et Isabelle, l'alliance porte la réconciliation des partis, et répond par conséquent au deuxième objectif que s'est fixé Henri IV en entamant les négociations : éviter un débordement armé. Mais le cœur n'y est plus, bien que les *especiales servidores* s'engagent toujours à être les uns pour les autres de « *buenos e leales e verdaderos amigos e parientes* ». Ainsi, renoncent-ils à se comporter « *amigable é igual é fielmente* » lorsqu'ils sont à la Cour comme c'était le cas dans les contrats de 1457-58. L'alliance n'est plus qu'un mariage de raison. Quant à la promesse de secours et d'assistance, si elle porte toujours la défense mutuelle des « *honras é casa e estados e bienes* », elle devient plus chiche ; les « *amigos e parientes* » ne compromettant plus l'intégralité des « *estados e haciendas* », mais seulement cent lances le premier mois, puis autant de troupes que demandées aux frais de qui les réclame. Mesurée, graduelle et monnayable, la promesse de secours porte en germe le principe d'un désarmement général dont dépend la pacification du royaume. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut comprendre l'engagement des « *amigos e parientes* » à ne rien tenter pour empêcher le roi d'accorder une merci à l'un d'entre-eux, mais de s'entraider plutôt dans ce dessein. À chacun son tour en somme d'avancer en direction de cette table que le roi s'est engagé à tenir ouverte pour tous et que les bousculades risqueraient de renverser, compromettant du même coup la paix que les *especiales servidores* ont juré de défendre contre quiconque. Enfin, autre nouveauté du contrat de 1464, les *especiales servidores* jurent de placer par-dessous tout, en cas d'alliance, le service du roi, de sa femme, de leur fille, de leur future descendance, ainsi que l'honneur, la prééminence de son état et de sa maison, le bien public, la paix et la tranquillité du royaume. Le champ des réserves en revient à la priorité dynastique fixée par le roi mais admet les principes brandis par les ligueurs, des principes finalement acceptables pour Henri IV tant ils témoignent de l'acculturation de ses Grands. Mais le contrat de 1464 ne porte que la signature du roi : les Grands ont donc refusé un accord qui, malgré les amples concessions, les obligeait à reconnaître la légitimité de doña Juana. Partant, la voie contractuelle s'en trouve bloquée.

#### 4. L'épuisement d'un système

Ce blocage conduit les ligueurs à raviver d'anciens réflexes déjà évoqués : l'alliance étrangère d'abord, en juillet 1464, de nouveau avec le roi d'Aragon-Navarre ; le coup d'État ensuite, au cours de ce même été, mais dont l'échec répété (à Madrid en juillet, à Ségovie en août, puis à San Pedro de las Dueñas en septembre) signale également le blocage de la voie rituelle ; la diffamation politique enfin, qui redouble après la désignation par le roi de don Beltrán de la Cueva à la maîtrise de l'Ordre de Santiago, contrevenant ainsi aux dispositions testamentaires de Jean II en faveur de l'Infant Alphonse. La manœuvre est maladroite, accrédite les thèses des ligueurs qui font passer don Beltrán de la Cueva pour un nouveau don Álvaro de Luna et convainc les Grands indécis de rejoindre le mouvement commandé par Carrillo et les Pacheco. En septembre, les ligueurs se radicalisent et expriment leurs prétentions de manière impérieuse dans leur *requerimento* de Burgos. Oubliant leur constante participation aux affaires, ils dénoncent l'incurie du roi et réclament des réformes, prétextent la peur pour



justifier les jurements antérieurs en faveur de doña Juana et exigent que l'Infant Alphonse soit proclamé héritier de la couronne, et accusent enfin don Beltrán de la Cueva d'*apoderamiento* pour obtenir sa détention. Bien entendu, les ligueurs disent agir au nom du bien commun, et souhaiter servir le roi et le royaume<sup>87</sup>.

Mais plutôt que d'engager l'épreuve de force, comme le lui conseille l'évêque Barrientos, revenu au Conseil pour assister le ticket Mendoza-La Cueva resté pratiquement seul auprès du roi, Henri IV poursuit les pourparlers. Ils se déroulent entre la fin octobre et la fin novembre 1464, à Cigales. Le 30 novembre, un compromis est trouvé : l'infant Alphonse est proclamé prince héritier, mais tenu d'épouser doña Juana ; le mariage de l'Infante Isabelle est soumis à l'autorisation des Grands ; don Beltrán de la Cueva renonce à la maîtrise de l'ordre de Santiago contre le duché d'Albuquerque et quitte la Cour avec ses partisans ; la réformation du royaume est confiée à une commission arbitrale dont le roi s'engage par serment à en accepter la sentence<sup>88</sup>. Cette commission se réunit à Medina del Campo à partir de décembre 1465.

Le procédé a déjà été employé sous le règne de Jean II, et il signale la réouverture d'une voie contractuelle bloquée quelques mois plus tôt. Mais, la sentence arbitrale est formellement moins novatrice que les contrats de *privanza* inventés par la Chancellerie royale, bien qu'elle tente de définir le royaume comme une communauté chrétienne et d'en définir la structure politique et administrative<sup>89</sup>. Le contenu se contente de reprendre le plus souvent les ordonnances royales, comme le montre les dispositions relatives au Conseil, ou encore les pétitions que les *Cortes* adressent traditionnellement au roi : qu'il ouvre les portes de son palais, qu'il accorde audience à tous ceux qui s'y présentent, qu'ils leur rendent justice et qu'il ne garde auprès de sa personne que des hommes d'autorité, exempts de tout vice<sup>90</sup>. En quelque sorte, la sentence arbitrale de Medina est une sentence motivée, comme une grande compilation de ce dialogue politique qui court depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Mais ce rassemblement met fin au régime d'incertitude légale par lequel la monarchie a imposé son *poderío real absoluto* au cours de l'exacerbation luniste. Par là, la sentence normalise d'une certaine manière l'État monarchique..

Aussi la sentence de Medina se préoccupe-t-elle de régler l'expression paroxystique de l'exception, l'arbitraire et la contrainte de corps. Ainsi, les Grands évoquent-ils la fâcheuse habitude du roi, sous l'effet de la colère, en raison de la haine qu'éprouve son entourage à l'égard de certains d'entre eux, ou par esprit de vengeance, d'ordonner leur détention et leur exécution, ou encore de prononcer la séquestration de leurs biens en dehors de tout jugement<sup>91</sup>. Pour y remédier, les Grands veulent obliger le roi à entendre

---

<sup>87</sup> *Requerimiento* de Burgos dans *Memorias...*, pièce n° 97 et 98, pp. 327-335. Pour une mise en contexte des revendications aristocratiques de 1464-65, voir l'article de M. C. QUINTANILLA RASO, « Discurso aristocrático, resistencia y conflictividad... », dans F. FORONDA, J.-Ph. GENET et J. M. NIETO SORIA (dir.), *Coups d'État...*, pp. 543-573.

<sup>88</sup> Accords de Cabezon-Cigales, 30 novembre 1465, dans *Memorias...*, pièce n° 102, pp. 340-345.

<sup>89</sup> Sur cette sentence arbitrale, voir l'analyse détaillée qu'en fait D.-C. MORALES MUÑIZ, *Alfonso...*, pp. 66-86.

<sup>90</sup> Cédule royale de 1465, dans *Memorias...*, pièce n° 109, pp. 373-374, 394, et 396.

<sup>91</sup> « *Otrosi: por quanto algunas veces acaesce que los Reyes por el grand poder que tienen, por enojo que han con algunos Grandes de sus regnos o por odio o mal que tenian que les han algunas personas que estan cerca dellos o por se vengar dellos, con la mano e poder de los dichos reyes han procedido de fecho e proceden contra los susodichos a les tomar sus bienes, o a los prender e matar sin los oir nin llamar e sin forma de derecho de lo qual se han seguido grandes escándalos é movimientos é*

l'accusé, c'est-à-dire à lui garantir un procès en bonne et due forme, et dans leur esprit le désordre, le scandale, les ligueurs et les dommages de gens d'armes ne sont qu'une réponse légitime à l'arbitraire. Et pour se libérer de ce réflexe auquel les accule l'arbitraire royal, pour permettre au roi aussi d'être de nouveau aimé, honoré, servi, craint et obéi par ses sujets ; pour accorder aux Grands l'assurance qu'ils ne seront pas contraints ni châtiés injustement ; la sentence prévoit la constitution d'un tribunal spécifique pour juger des accusations formulées contre les nobles du royaume, lorsque celles-ci impliquent la peine de mort, l'amputation, la prison ou la confiscation<sup>92</sup>. Cette sorte d'*habeas corpus* reste néanmoins limité dans sa portée réelle aux membres éminents de la noblesse pour lesquels ce tribunal est seulement compétent. Fort logiquement, la composition du tribunal ainsi que la procédure de décision conforte le pouvoir des Grands, en particulier de quatre sur-Grands : Velasco, Stúñiga, Pacheco et Mendoza. Le rappel de l'impartialité à laquelle doivent se soumettre les juges, ou encore l'obligatoire assistance judiciaire dont doit profiter l'accusé, ouvre la voie d'une récusation de la sentence, toujours possible en cas de désaccord.

En d'autres termes, pour éteindre l'arbitraire royal, la sentence de Medina établit la création d'un tribunal d'exception, seulement susceptible d'être convoqué pour juger un Grand du royaume, et à condition que sa faute soit avérée et prouvée au préalable. En cas de non-respect de la procédure indiquée par la sentence, en cas de constat d'un défaut ou, plus simplement encore, de recours à la voie de fait, les Grands sont autorisés à se défendre<sup>93</sup>. Pour cela, la sentence de Medina autorise les Grands à s'engager dans la voie de fait, c'est-à-dire à convoquer leurs gens, leurs parents et leurs amis, sans que ceux-ci ne puissent être poursuivis pour avoir répondu à l'appel. Le mode de défense prévu en revient à l'*asonada*, c'est-à-dire au soulèvement armé, celui là même que la noblesse a fait dévier vers le coup d'État depuis le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle mais qui vient de se bloquer au cours de l'été 1464.

D'évidence la sentence est fourrée et Henri IV la rejette en mai 1465, ne respectant donc pas sa parole. Les Mendoza rentrent dans leurs états tandis que le reste des Grands se regroupe à Ávila où, le 5 juin, ils surmontent le blocage rituel de l'été 1464 par la déposition fictive d'Henri IV puis la proclamation de l'Infant Alphonse. Henri IV répond par une ultime tentative de rapprochement et tape d'un coup de clémence : le

---

*inconvenientes de gentes, de que á los dichos Reyes se han seguido deservicios é á sus regnos grandísimos dapnos, é por esta cabsa algunas veces son desamados é desobedecidos » (ibid., p. 397).*

<sup>92</sup> « *por ende por evitar los inconvenientes de suso dichos, é porque los dichos señores Reyes sean amados é honrados é servidos é temidos é obedecidos de sus súbditos é naturales, é porque los dichos Grandes sean seguros dellos que non les apremiaran nin penaran contra justicia é razon, ordenamos é declaramos que agora é daqui adelante para siempre jamas el dicho señor Rey é los otros Reyes que despues dél subcedieren en estos regnos, cada é quando oviere de proceder contra qualesquier Duques, Marqueses é Condes é caballeros Grandes de sus regnos, constituidos en dignidad por casos que si probados fuesen, merescieran muerte natural ó cortamiento de miembro ó prisión de su persona ó perdimiento de la meitad de sus bienes ó mayor parte dellos que en los tales casos ó qualquier dellos el dicho señor Rey é los Reyes que vernan despues de él llamen para proceder en lo sobredicho al Conde de Haro é al Conde de Plasencia é al Marques de Villena é al Marques de Santillana, los que agora son ó los que fueren despues dellos sucesores en las dichas dignidades » (ibid., p. 397).*

<sup>93</sup> « *que en tal caso los dichos caballeros Grandes se puedan defender de fecho del dicho señor Rey é de los dichos Reyes que vernan despues: é que para esto puedan convocar sus gentes é parientes é amigos é otras qualesquier personas, é ellos les puedan ayudar, é que por ello non cayan nin incurran en penas nin en pugnaciones algunas » (ibid., p. 398).*

pardon<sup>94</sup>. Mais c'est un coup pour rien, aussi inutile que ce pardon qu'il avait accordé aux comtes d'Albe et de Treviño pour contenter la noblesse avant cette première campagne andalouse de l'été 1455, où certains de ses nobles avaient déjà tenté de s'emparer de sa personne à Cordoue. À l'été 1465, la guerre civile a commencé.

Pour autant, le roi ne renonce pas immédiatement à vouloir passer contrat avec l'ensemble des Grands pour restaurer la paix. En 1466, peut-être à l'automne, lorsque la reine doña Juana prend une part active aux négociations entre les deux camps<sup>95</sup>, un nouveau contrat (pièce n° 8) est proposé au même groupe d'*especiales servidores* de 1464 (pièce n° 7), exactement dans les mêmes termes, hormis une ultime clause offrant à d'autres personnes de pouvoir le souscrire sous un délai de cinquante jours si elles le souhaitent. L'offre royale, figée en quelque sorte, tant dans la forme que dans son contenu, reste sans réponse. Quelques pièces témoignent en 1467 de la reconduction par Henri IV de sa politique contractuelle, mais elle est de portée très limitée, se contentant de rassurer ses partisans qui souhaitent éviter qu'il ne négocie sans les en avertir avec les Alphonsistes<sup>96</sup>. Une fois mort l'anti-roi Alphonse et la réconciliation opérée, le roi souscrit encore un contrat le 18 mars 1469, avec don Alfonso Fonseca, don Juan Pacheco, don Álvaro de Stúñiga, don Diego Hurtado de Mendoza, don Beltrán de la Cueva, don Pedro González de Mendoza et don Pedro de Velasco, prévoyant notamment un retour à la situation de septembre 1464 et le mariage de l'Infante Isabelle avec le roi du Portugal<sup>97</sup>. Mais si les termes de ce contrat reprennent des engagements pour la plupart fixés par les contrats de 1456-1466, il n'y est plus question, ni non plus dans ceux de 1467 d'ailleurs, de la procédure d'assemblément et d'approximation dont faisait état de manière invariable les préambules jusqu'en 1466, ni davantage de l'assignation statutaire qu'elle entraînait en conséquence. Sous cette forme donc, l'original système contractuel henricien est abandonné.

Toutefois ses effets perdurent encore quelque temps. Ainsi, le 25 avril 1469, don Juan Pacheco, don Alfonso Fonseca, don Pedro González de Mendoza et don Pedro de Velasco, tous d'anciens *especiales servidores* paraissent toujours être investis d'un pouvoir *de jure* qui les autorise à passer contrat avec les procureurs des villes aux Cortes d'Ocaña, s'engageant, pour le roi, ses officiers et en leurs noms propres, à donner satisfaction à certaines de leurs revendications, financières pour la plupart<sup>98</sup>.

---

<sup>94</sup> Pardon général du 15 juillet 1465, dans *Memorias...*, pièce n° 125, pp. 500-501. Sur le rôle politique du pardon pendant le règne d'Henri IV et, plus généralement sous les Trastamare, voir J. M. NIETO SORIA, « Los perdones reales en la confrontación política de la Castilla Trastámara », *En la España Medieval*, 25 (2002), pp. 213-266.

<sup>95</sup> Voir notamment le *seguro* octroyé par la reine à don Juan Pacheco, le 4 novembre 1466 (D.-C. MORALES MUÑIZ, « Las confederaciones... », document n° 1, p. 464).

<sup>96</sup> Voir le jurement royal réalisé à Ségovie devant le conseil de la ville le 28 juin 1467, par lequel Henri IV s'engage à ne pas négocier avec son frère ni avec ses partisans sans le consentement de l'évêque Pedro González de Mendoza (F. J. VILLALBA RUIZ DE TOLEDO, *El cardenal...*, document n° 3, pp. 53-59) ; et le contrat d'alliance souscrit par le roi, don Diego Hurtado de Mendoza, don Pedro González de Mendoza et don Pedro de Velasco, dans lequel le roi leur donne comme gage et otage de son engagement à ne pas négocier avec les alphonsistes sans leur consentement, sa fille doña Juana (Francisco LAYNA SERRANO, *Historia de Guadalajara y sus Mendozas en los siglos XV y XVI*, Madrid, 1941, pp. 452-453).

<sup>97</sup> Isabel DEL VAL VALDIVIESO, *Isabel la Católica, princesa (1468-1474)*, Valladolid, 1974, document n° 15, pp. 430-438.

<sup>98</sup> « Nos, don Juan Pacheco, Maestre de Santiago, e don Alfonso Fonseca, Arçobispo de Sevilla, e don Pero Gonçales de Mendoza, Obispo de Siguença, e don Pedro de Velasco, todos del Consejo del Rey nuestro Sennor, e cada uno de nos, seguramos e prometemos e damos cada uno su fee a vos, los procuradores de las çibdades e villas destos Reynos de Castilla e de Leon, que estades juntos en Cortes

Mais c'est surtout l'archevêque Carrillo qui tente de rouvrir à son seul profit la voie contractuelle henricienne en souscrivant un contrat, deux jours avant leur mariage, avec Isabelle et Ferdinand, dont il est alors pratiquement le seul soutien. Le 12 octobre 1469, les futurs Rois Catholiques reçoivent Carrillo, devenu leur oncle fictif, dans leur amitié en tant que leur « *especial servidor e verdadero amigo* », précisant par la suite qu'il le tiendront désormais pour leur « *primero e principal servidor e pariente e por amigo syngular* ». Et leur engagement en sa faveur ne laisse aucun doute sur le sens à donner à cette assignation statutaire, confirmant en la radicalisant la portée de celle réalisée par Henri IV. Isabelle et Ferdinand promettent en effet à Carrillo de gouverner étroitement avec lui, comme un corps et une âme, de suivre son conseil et d'obtenir son consentement pour octroyer offices et grâces, et lui accordent partant la préséance dans leur conseil sur toute autre personne, y compris leurs parents, tant ascendants que descendants et collatéraux<sup>99</sup>. Mais de ce contrat de *privanza* sans pareil, Carrillo ne

---

*en esta villa de Ocanna por su mandado, e a cada uno de vos que haremos e procuraremos a todo nuestro leal poder que el dicho sennor Rey, en lo que a su Altesa atanne, hará e terná e guardará e conplirá e que los sus contadores mayores e lugar tenientes en los dichos sus ofiçios toca e atanne, hará e terná e guardará e cunplirá e nosotros, en lo que nos toca e atanne, libre e pura mente faremos e ternemos e guardaremos e cunpliremos las cosas siguientes* » (César OLIVERA SERRANO, *Las Cortes de Castilla y León y la crisis del reino (1445-1474): El registro de Cortes*, Burgos, 1986, document n° 65, p. 332).

<sup>99</sup> « *Conosçida cosa sea a todos los que la presente escriptura vieren como nos don Fernando rey de Syçilia, prinçipe primogenito heredero de los reynos de Aragon, e doña Ysabel, prinçesa primera heredera de los reynos de Castilla e de Leon, y cada uno de nos, aviendo conosçimiento de los grandes e leales serviçios e buenas obras que nos y cada uno de nos reçebimos e avemos reçebido e de cada dia reçebimos de vos el muy reverendo in Christo padre don Alfonso Carrillo, arçobispo de Toledo, nuestro tio, e aviendo acatamiento al debdo que en vuestras casas teneys, e teniendo firme confiança que lo continuaredes de aqui adelante, e miraredes nuestro serviçio como fasta aqui syenpre lo aveys fecho, otorgamos e conoçemos que desde agora en adelante e para todos los dias de nuestras vidas convenimos, contratamos e fasemos con vos el dicho arçobispo buena e verdadera amistad, e vos reçebimos por espeçial servidor e verdadero amigo, e nos e cada uno de nos vos aseguramos e prometemos por nuestra fe e palabra real que guardaremos enteramente todas las cosas de vuestra honra, casa y estado e dignidad e preheminençia, tierras e rentas e que faremos a todo nuestro leal poder que vuestra casa e estado sea conservado e aumentado. Otrosy aseguramos e prometemos que nunca jamas seremos en fecho nin en dicho nin consejo que reçebades mal nin daño nin presyon nin lysion nin muerte nin deshonor nin desfasimiento de vuestra casa e estado e perdida de vuestra dignidad, e sy alguno lo quisyere o atentare faser contra vos, o lo tratare o procurare, aue lo resistiremos a todo nuestro leal poder, e luego que lo supieramos nos o cada uno de nos vos lo revelaremos por nuestras personas o por nuestros çiertos mensajeros, por manera que vos podays remediar, e para ello vos daremos todo el favor e ayuda que nos demandaredes, e vos ayudaremos con nuestras personas, casa e gentes, tierras e reynos contra qualesquier personas de qualquier estado, dignidad e preheminençia, aunque sean de estirpe real o a nos conjuntos en qualquier grado de consanguinidad e afinidad, e aunque sea hermano de mi la dicha prinçesa. E de aqui adelante vos ternemos e acataremos por primero e prinçipal servidor e pariente e por amigo syngular e solo entre nosotros, e que todos tres seamos en las cosas e governaçion de nuestras cosas e de las tierras e reynos e provinçias que a nuestra disposiçion e ordenança fueren juntamente conformes, e syn vos el dicho arçobispo non faremos nin dispornemos cosa alguna, mas todos tres de un acuerdo e determinacion faremos e governaremos como sy un cuerpo e un anima fuesemos; e en dar ofiçios e merçedes e graçias seguiremos vuestro consejo e esperaremos vuestro consentimiento e con el las faremos e governaremos como sy un cuerpo e un anima fuesemos en dar ofiçios, merçedes e graçias seguiremos vuestro consejo e esperaremos vuestro consentimiento e con el las faremos e encomendaremos. E queremos que vos el dicho arçobispo nuestro tio preçedays a todas las personas destos reynos en nuestro consejo e aunque las tales personas sean a nos e a cada uno de nos conjuntas en qualquier grado de parentesco e consanguinidad, asçendiente o desçendiente o trasversal, aunque sean de nuestra real estirpe. Otrosy seguramos e prometemos que nos ni alguno de nos faremos liga, amistad nin conformidad con ninguno ni alguno destos reynos de qualquier estado, dignidad o*

profite que quelques mois. Dès 1470, les futurs Rois Catholiques rompent avec Carrillo, peut-être aussi avec un système gouvernemental, du moins renoncent-ils alors à le pratiquer d'une manière si formelle.

Les contrats henriciens marquent le sommet d'une entreprise de résorption contractuelle de la *privanza*, certes impulsée par la noblesse mais à laquelle se rallie progressivement le roi, jusqu'à ce point ultime où, pendant une dizaine d'années seulement, il passe directement contrat avec ses Grands-*privados*. L'expérience doit-être mise en rapport avec d'autres tentatives de résorption de la *privanza*, avant et après, dont le trait commun est qu'elles procèdent toutes à une assignation statutaire qui assure à leurs bénéficiaires d'être au plus près du trône, dans la grâce du prince. C'est l'ordre de la *Banda* crée par Alphonse XI<sup>100</sup>, et Bernard Guenée considère d'ailleurs que ces ordres de Chevalerie qui fleurissent en Europe à partir du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle sont comme le pendant du système de contrat<sup>101</sup> ; et c'est aussi le statut de *Grandeza* institué par Charles Quint, par lequel s'exténue dans la parenté fictive le lien de *privanza*, de fait

---

*preheminencia que sean, aunque sea hermano de mi la dicha princesa, nin con otro mayor nin menor, syn expreso acuerdo e consentimiento de vos el dicho arçobispo, e sy algunas ligas e confederaciones o escripturas a esto que vos prometemos repugnantes estan fechas o firmadas por nos o por alguno de nos, desde agora çessamos e revocamos e damos por ningunas e de ninguna fuerça nin valor, e queremos que esta vala e preçeda a todos, ansy a las que fasta aqui son fechas como a las que ovieremos de faser, ca nuestra entencion es que esta todavia e syenpre vala e quede firme. E yo el dicho arçobispo de Toledo, besando las manos reales a vos los muy illustres e muy exçelentes prinçipes señores mios, don Fernando, rey de Syçilia, prinçipe primogenito de Aragon e doña Ysabel, prinçesa primera heredera de Castilla e de Leonm porque vos plase de me reçebir por especial servidor en vuestra amistad e conformidad, para las cosas suso dichas, vos aseguro e prometo por mi fe de prelado e verdadera palabra que de oy en adelante en todos los dias de mi vida guardare vuestras vidas e reales personas e casas e estados enteramente, e trabajare e fare todo mi leal poder como las honras, preheminençias, dignidades reales e vuestras casas e estados sean conservados e aumentados, e vos sere fiel e verdadero servidor, e vos dare bueno, fiel e leal consejo, qual segund Dios y buena conçiencia lo deve dar servidor a su señor, e seguro que nunca jamas sere en fecho nin dicho nin consejo que vosostros señores rey de Syçilia e prinçesa de Castilla e de Leon, reçiudades mal nin daño nin presyon nin lysion nin muerte nin deshonor en vuestras personas reales nin en vuestras casas nin reales estados nin mengua nin desfasimiento de aquellas, e sy alguna o algunas lo quisieren o lo atentaren faser contra vos o contra alguno de vos, o lo trataren o solliçitaren o procuraren e aunque sean rey o de real estirpe desçendientes, que vos lo apartare e estorvare e arredrare a todo mi leal poder, e luego que lo supiere lo mas presto que pudiere vos lo revelare por mi persona o por mi çierto mensajero, por manera que vos podays remediar, e vos ayudare con mi persona e casa e gentes, e lo porne todo a peligro e arrisco para vos ayudar contra qualquier persona de qulquier estado, dignidad e preheminençia e aunque sea real o desçendiente de real estirpe, tantas quantas veses me lo demandaredes o ovieredes menester. E otrosy aseguro e prometo que de aqui adelante non fare liga nin confederacion nin amistad con ninguna persona aunque sea rey en daño e prejysio de vos los dichos señores, nin de alguno de vos, e sy alguno oviere de faser non la fare syn vuestro acuerdo, consejo e consentimiento, e en el caso que madaredes que la faga que esta a todas las que tengo fechas fasta aqui preçeda, en quanto a esta repugnare e fuere contraria a las fechas çesso e anullo e do por ningunas, por que mas çiertos seades que esta quiero guardar como sy primeramente fuese fecha, e las que oviere de faser con el dicho vuestro consentimiento, como dicho es, las fare non derogando a esta e exçeptandola, en manera que esta todavia quede en su fuerça e vigor [...]» (I. DEL VAL VALDIVIESO, *Isabel...*, document n° 25, pp. 463-466).*

<sup>100</sup> Sur cet ordre royal de chevalerie, voir Jonathan D. BOULTON D'ARCY, *The Knights of the Crown. The Monarchical Orders of Knighthood in Later Medieval Europe. 1325-1520*, Woodbridge, 1987, pp. 46-95 ; Alfonso CEBALLOS-ESCALERA Y GILA, *La orden y divisa de la Banda Real de Castilla*, Madrid, 1993 ; pour une mise en perspective en relation avec la *privanza*, voir mes remarques sur la satellisation alphon sine dans « La *privanza*, entre monarquía... », pp. 84-89.

<sup>101</sup> B. GUENÉE, *L'Occident...*, p. 235.

au profit de lignages ayant compté dans leurs rangs nombre d'*especiales servidores* d'Henri IV<sup>102</sup>. Par rapport aux chevaliers d'Alphonse XI ou aux Grands de Charles-Quint, les *especiales servidores* d'Henri IV forment l'ordre très envié des gouvernants du roi, c'est-à-dire qu'ils le gouvernent et gouvernent en son nom. Non plus *de facto*, mais *de jure*, en raison de cette foi jurée qui normativise leur pouvoir<sup>103</sup>, mais aussi celui du roi en retour, consacré dans sa fonction souveraine par cette dé-gouvernementalisation. En ce sens, les contrats de *privanza* traduisent, pratiquement à la lettre, l'esprit d'une formule de gouvernementalité qui a assuré en Castille, depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, la croissance conjointe des pouvoirs monarchique et aristocratique, et leur constitution en une monarchie nobiliaire. En refusant de passer contrat dans les termes proposés par Henri IV à partir de 1464, les Grands ont peut-être tout simplement manqué d'instituer cet État symbiotique.

## Annexe documentaire

Pièce n° 1 : contrat entre Henri IV, Juan de Guzmán, Alfonso de Fonseca, Juan Pacheco et Juan Ponce de León (21 juin 1456)<sup>104</sup>.

Conosçida cosa sea a todos quantos la presente vieren commo yo don Enrique, por la graçia de Dios rey de Castilla e de León, conoçiendo ser asy complidero a serviçio de Dios e mío e al paçífico estado de mis regnos ayuntar e allegar a mí para conservaçión de aquello demás de quanto la fidelidad e lealtad que me deven mis súbditos e naturales, e considerando e acatando la mucha lealtad e fidelidad que siempre fallé en vos don Johan de Guzmán, mi tío, duque de Medina Sidonia e conde de Niebla, e el muy reverendo in Christo Padre don Alfonso de Fonseca, arçobispo de Sevilla, mi oydor e referendario, e don Juan Pacheco, marqués de Villena, mi mayordomo mayor, e don Juan Ponçe de León, conde de Arcos, todos del mi consejo, e en cada uno de vos, vos quiero reçeibir e reçoibo por mis espeçiales e buenos e muy leales servidores. E por la presente vos prometo a vosotros e a cada uno de vos por mi fe real commo rey e señor que guardaré e defenderé vuestras personas e casas e honores e estados e rentas e heredamientos, e de cada uno de vos. E honrraré vuestras personas e non consentiré nin permitiré nin daré logar a que persona alguna vos faga mal nin daño nin desaguisado alguno, mas sy alguno vos lo quiere fazer vos ayudaré e defenderé e resistiré e mandaré defender e resistir. E demás faré de vosotros e de cada uno de vos tanta mençión e cuenta commo del que más de mis regnos.

E nos los sobredichos duque e arçobispo e marqués e conde, besando las manos a vos el muy alto e muy poderoso esclareçido señor rey, por la mençión e cuenta que a vuestra señoría plaze

<sup>102</sup> Sur la *Grandeza*, voir dans le volume dirigé par M. C. QUINTANILLA RASO, *Títulos...*, son chapitre « El engrandecimiento nobiliario en la Corona de Castilla. Las claves del proceso a finales de la Edad Media », pp. 17-100 ; et le chapitre de Paulina LÓPEZ PITA, « Nobleza y monarquía en el tránsito a la Edad Moderna. Títulos y grandes en el movimiento comunero », pp. 163-213.

<sup>103</sup> Paolo PRODI insiste en effet, dans ses remarques sur la « *società corporata* » ou « *società 'jurata'* », sur le fait que par le jurement s'opère la conversion de la réalité de fait en droit : « *la multipolarità dei corpi, politici e sociali, e dei rapporti personali di fedeltà e di associazione in cui è frammentata la gestione del potere in un continuum che non conosce ancora alcuna cesura tra la sfera del privato e quella del pubblico ha nel giuramento lo strumento fondamentale per la trasformazione in diritto della realtà di fatto, il baricentro indispensabile per l'equilibrio generale di un sistema in perpetuo movimento* » (*Il sacramento del potere. Il giuramento politico nella storia costituzionale dell'Occidente*, Bologne, 1992, p. 161).

<sup>104</sup> Éd. M. C. QUINTANILLA RASO, dans J. M. NIETO SORIA (dir.), *Orígenes de la monarquía hispánica: propaganda y legitimación (ca. 1400-1520)*, Madrid, 1999, document n° 62, pp. 495-496.

fazer de nosotros, entendiendo commo vuestra merçed dize ser asy complidero a vuestro serviçio e a bien de todo lo susodicho, seguramos e fazemos pleito e omenaje una e dos e tres vezes al fuero e costumbre de España en manos de (blanco) fijodalgo que de nosotros lo reçibe, que bien e fiel e verdaderamente, syn arte nin engaño nin cabtela nin simulación alguna, seremos e seguiremos a vos el dicho señor rey con nuestras personas e casas e gentes. E nos pornemos por ello a todo arresto e trabajo que por ello nos pueda venir, por manera que toda vía sea guardada vuestra real persona e vuestra preheminençia e estado e dignidad real.

E asy mesmo, de liçençia e mandamiento de vos el dicho señor rey e entendiendo que para conservaçión de todo lo suso dicho es asy nesçesario, nos los dichos duque don Juan de Guzmán e arçobispo don Alfonso e marqués don Juan Pacheco e conde don Juan Ponçe de nuestras libres e agradables voluntades seguramos e fazemos pleito e omenaje en la forma susodicha de guardar el uno al otro e el otro al otro. E non consentiremos nin seremos en mal nin daño nin muerte nin prisión nin detenimiento de nos nin de alguno de nos, antes sy sopieremos que alguno tracta o quiere fazer contra nos o contra qualquier de nos algund mal o daño lo redraremos e estorvaremos e resistiremos por nuestras personas e con nuestras casas e gentes. E fazemos pleito e omenaje en la forma susodicha de guardar e conplir todo lo susodicho en la forma e manera que en esta escriptura se contiene e cada cosa e parte de ello syn arte nin engaño nin cabtela nin symulación alguna, non embargantes qualquier o qualesquier juramento o juramentos, votos, pleitos e omenajes e prometimientos e confederaçiones e amistanças que ayamos e tengamos fechas a qualquier o qualesquier personas de qualquier estado o condiçón, preheminençia o dignidad que sean o ser puedan, non embargante que las tales personas o qualquier de ellas sean a nos los susodichos conjuntos en quelquier grado de consanguinidad e afinidad.

Fecha veynte e un días de junio año del nasçimiento de nuestro señor Ihesu Christo de mill e quatroçientos e çinquenta e seys años. Por mandado del rey Alvar Gomes. Yo el rey. Archiepiscopus Hispalensis. El duque. El marqués. El conde.

Pièce n° 2 : contrat entre Henri IV, Alfonso de Fonseca, Fadrique Enríquez, Pedro Girón, Fernando Alvarez de Toledo et Juan Pacheco (1456)<sup>105</sup>.

Conoscida cosa sea á todos los que la presente vieren como yo don Enrrique, por la gracia de Dios rey de Castilla, de Leon, conociendo ser asy complidero á servicio de Dios é mio é al pacifico estado de los mis reynos ayuntar é allegar á mi para conseruacion de aquello, de mas quanto la fidelidad é lealtad que me deuen mis subditos é naturales, é considerando é acatando la mucha lealtad é fidelidad que sienpre hallé en vos el reuerendo padre Don Alfonso de Fuentesecca, arçobispo de Sevilla é en Don Fadrique mi tio, Almirante mayor de Castilla, é en Don Pedro Girón, Maestre de Calatraua, mi Camarero mayor de los paños é en Don Fernand Alvarez de Toledo, Conde de Alua, é en Don iohan Pacheco, Marques de Villena, mi mayordomo mayor, todos del mi Consejo, é en cada uno de vos, vos quiero rescebir é rescibo por mis especiales é buenos é mui leales seruidores, é por la presente uos prometo á vosotros é á cada uno de vos por mi fee real, como Rey é Señor, que yo guardaré é defenderé vuestras personas, casas é honores é estados é rentas é heredamientos é de cada vno de vos, é honraré vuestras personas, é no consentiré ni permitiré ni daré logar á que persona alguna vos faga mal nin dapno nin desaguizado alguno; mas sy alguno vos lo quisiera fazer, vos ayudaré é defenderé é registraré é mandaré defender é registrar, é demas fare de vos otros é de cada uno de vos tanta mencion é cuenta como del que mas de mis regnos.

E nosotros los sobredichos arçobispo é almirante é maestre é Conde de Alba é Marques de Villena, besando las manos á vos el muy alto é muy poderoso esclarecido Señor Rey, por la mencion é cuenta que á vuestra Señoria plaze fazer de nos otros, entendiendo, como vuestra alteza dize, ser asy complidero á vuestro seruicio é al bien de todo lo susodicho, seguramos é

---

<sup>105</sup> Éd. Antonio PAZ Y MÉLIA, *El cronista Alfonso de Palencia*, Madrid, 1914, document n° 5, pp. 10-12.

fazemos pleyto é omenaje una, dos é tres vezes al fuero é constumbre de españa en manos de (blanco) fijodalgo, que de nos otros lo rescibe, que bien é fiel é verdareamente, syn arte nin engaño nin cabela, nin symulacion alguna seremos é seguiremos á vos el dicho señor Rey, é con nuestras personas é casas é gentes nos pornemos por vuestro seruicio é contra quales quier personas de qualquier ley, estado, condición preheminencia ó dignidad que sean que contra vuestra señoria son ó querran ser, é nos pornemos por ello á todo risco, peligro é trabajo que por ello nos pueda venir, por manera que todauia sea guardada uuestra Real persona é uuestra preheminencia é estado é dignidad Real.

E asy mesmo, de licencia é mandamiento de uos el dicho Señor Rey, é entendiendo que para conservacion de todo lo susodicho es asy nescesario, Nos los dichos Arçobispo é almirante é maestre é Conde de Alua é Marqués de Villena, de nuestras libres é agradables uoluntades seguramos é fazemos pleito omenaje en la forma susodicha de guardar el uno al otro é el otro al otro, é todos á cada vno, é cada vno á todos, é no consentiremos nin seremos en mal nin en dapno nin en muerte, nin prision, nin detenimiento de nos nin de alguno de nos, mas antes sy supieremos que alguno trata ó quiere fazer contra nos ó contra qualquier de nos algund mal ó dapno, lo redraremos é estoruaremos é registaremos por nuestras personas é con nuestras casas é gentes. E fazemos pleito é omenaje en la forma susodicha de guardar é conplir todo lo susodicho en la forma é manera que en esta escritura se contiene, é cada cosa é parte dello, syn arte nin engaño nin cabela, nin symulacion alguna, non enbargantes qualquier ó qualesquier juramento ó juramentos, notas, pleitos é omenajes, prometimientos, ligas, confederaciones é amistanças que tengamos é ayamos fechas á qualquier ó qualesquier personas de qualquier estdo ó condicion preheminencia ó dignidad que sea ó ser pueda, non enbargante que las tales ó qualquier dellas sean á nos otros los susodichos ó a qualquier de nos conjuntos en qualquier grado de consanguinidad é afinidad. Que es fecha á (blanco) dias del (blanco) año del nascimiento del nuestro señor ihesucristo de mil é quatrocientos é cinquenta é seys años. Yo el Rey. Archiepiscopus yspalensis. El maestre. El almirante. El Conde de Alua.

Pièce n° 3 : minute du contrat entre Henri IV, Alfonso de Fonseca, Pedro Girón, Fernando Alvarez de Toledo, Juan Pacheco et Lope de Barrientos (25 mars 1457)<sup>106</sup>.

Promete recibir por sus leales servidores, ayudar, &., en pago de la fidelidad que prometieron el arzobo. de Seuilla, D. Alfonso de Fonseca, D. Po. Giron, Maestre de Calatraua, mi camarero mayor de los paños, D. Fern. Alvarez de Toledo, Conde de Alua, D. Juan Pacheco Marques de Villena, mayordomo mayor y el Reverendo padre don frey Lope de Barrientos, obispo de Cuenca, todos de su Consejo. Ellos prometen seguirle, defenderle, &., y guardar amistad entre ellos, y el Rey y los demás juran por los Evangs., &. Y hacen pleito homenaje en manos de dos fijodalgo (no hay nombre). Fecha y otorgada é firmada por el dicho Conde de Alua en 25 de Marzo 1457, “é fizo el dicho pleyto omenaje en manos de Don Garcia de Toledo su fijo”. — El Conde de Alua.

Pièce n° 4 : contrat entre Henri IV, Alfonso de Fonseca, Pedro Girón, Alvaro de Stúñiga, Juan Pacheco, Alfonso Pimentel et Diego Arias Dávila (29 mai 1457)<sup>107</sup>.

Don Enrique por la gracia de Dios Rey de Castilla é de Leon. Conociendo ser asi complidero á servicio de Dios é mio é al pacífico estado de mis regnos ayuntar é allegar a mí para conservacion de aquello á más súbditos é naturales, demas de quanto les obliga la fidelidad é lealtad que me deben; acatando é considerando la mucha fidelidad que siempre fallé en vos el muy reverendo padre in Cristo don Alfonso de Fonseca, Arzobispo de Sevilla, é en don Pedro Giron, Maestre de Calatrava, mi camarero mayor, é en don Alvaro de Stúñiga, Conde de

<sup>106</sup> Éd. *ibid.*, document n° 6, p. 12.

<sup>107</sup> Éd. *Memorias...*, document n° 54, pp. 151-153.



Plasencia, mi justicia mayor, é en don Johan Pacheco, Marques de Villena, mi mayordomo mayor, é en don Alfonso Pimentel, Conde de Benavente, é en Diego de Arias de Avila, mi contador mayor, todos del mi consejo quiero vos recibir é recibovos por mis especiales é buenos é muy leales servidores, é por la presente vos prometo por mi fe real como Rey é Señor que guardaré é defenderé vuestras personas é casas é honores é estados é rentas é heredamientos de vosotros todos é de cada uno de vos, é vos honraré é non consentiré nin permitiré nin daré logar á que persona nin personas algunas vos fagan mal nin daño nin desaguizado, mas si alguno vos lo quisiere faser vos ayudaré é defenderé é resistiré é mandaré defender é resistir, é faré de vosotros tanta quenta é mincion como del que mas de mis regnos, é non faré yo nin otro por mí liga, amistanza nin confederacion con alguno ó algunos de los Grandes de mis regnos nin de fuera de ellos sin lo faser saber á vos los susodichos é cada uno de vos, é queriendo vosotros ó qualquier de vos entrar en la dicha confederacion vos porné é meteré en ella é en otra manera non lo faré: é nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Conde de Benavente é Diego Arias de Avila, besando las reales manos á vuestra señoría por la merced que en lo susodicho nos fase, seguramos é prometemos de seguir, é que seguiremos bien é leal é verdaderamente á vuestra real magestad, é vos seguiremos fielmente, cesante toda arte é engaño é cautela con nuestras personas é casas é gentes, nos pornemos nos é cada uno de nos contra qualesquier persona ó personas de qualquier ley, estado ó condicion, preeminencia ó dignidad que sean, puesto que sean de dignidad real ó decendientes de aquel estirpe que contra vuestra real persona ó contra vuestros regnos ó contra vuestros mandamientos ó contra vuestro servicio sean ó quieran ser, pospuesta toda afecion, deudo ó amistad ó amor que tengamos ó podamos tener, metiendo por ello á todo arrisco é peligro nuestras personas, casas, estados é gentes tantas quantas veces será necesario é vuestra señoría nos lo mandare á nos é á cada uno é qualquiera de nos: é asimesmo sin parcialidad alguna vos daremos bueno é verdadero consejo segund nuestro entendimiento en todas las cosas que vuestra señoría con nos ó con qualquier ó qualesquier de nos comunicare é entendieren que cumple á vuestro servicio é á guarda de vuestra preeminencia real, é compliremos vuestras cartas é mandamientos segun é por la forma é manera que por vuestra señoría fuere mandado sin poner en ello escusa nin dilacion alguna; é otrosí nos conformaremos con vuestra señoría en todas las cosas que nos mandare, é non faremos liga, confederacion nin amistad con persona alguna de vuestros regnos nin de fuera de ellos sin vuestra licencia é especial mandado; todo esto susodicho é cada cosa dello como vuestros buenos é leales servidores é fieles consejeros son obligados de faser é guardar á su Rey é Señor natural, non embargante qualquier confederacion ó confederaciones que nos ó qualquier ó qualesquier de nos tengamos fechas con qualquier persona ó personas que en contrario desto sean ó ser puedan en qualquier manera; é si acaesciere que alguna ó algunas personas nos fablen ó traten ó muevan algunas cosas contrarias ó repunantes á lo susodicho que á vuestra señoría prometemos é á la buena conformidad que á vuestra altesa plase tener con nosotros que luego que lo tal nos sea fablado ó movido lo descubriremos á vuestra merced, porque vea cerca de ello é ordene é mande lo que en ello se faga, de lo qual non saldremos.

E de mandamiento é licencia de vos el dicho Señor Rey nos los dichos Arzobispo de Sevilla, é Maestre de Calatrava, é Conde de Plasencia, é Marques de Villena, é Conde de Benavente, é Diego Arias de Avila é cada uno de nos prometemos é seguramos de guardar é que guardaremos é nos ayudaremos presentes ó absentes los unos á los otros é los otros á los otros, todos á cada uno é cada uno á todas nuestras personas, honras é casas é estados é bienes como buenos é leales é verdaderos amigos é parientes se deben guardar é ayudar, é pornemos en ello nuestras personas é estados é fasiendas tantas quantas veces fuere menester á nuestras propias costas é espensas; é nos arredraremos todo el daño que sintiéremos los unos á los otros é los otros á los otros, é si lo non pudiéremos arredrar, el que lo supiere ó sintiere antes lo avisará al otro ó á los otros contra quien fuere; é prometemos é seguramos en la forma susodicha nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Conde de Benavente é Diego Arias de Avila é cada uno de nos de non faser, nin faremos amistanza nin liga nin confederacion nin trato nin pacto con persona alguna de estos regnos nin

de fuera de ellos, sin que qualquier de nos que quisiere faser la dicha confederacion ó tracto ó liga ó amistad lo faga saber á todos los otros susodichos, é queriendo ellos ó qualquier de ellos entrar en ella, los porná é meterá en ella, é que en otra manera non la faremos; é otrosí que los unos con los otros é los otros con los otros é todos con el uno é el uno con todos que en la cerca desto viéremos amigable é igual é fielmente, comunicaremos las cosas é fechos é causas é negocios que buenos é verdaderos amigos é parientes se deben comunicar, guardando é mirando é acatando en todas cosas é sobre todos los fechos é casos al servicio de vos el dicho señor Rey, é el honor é preeminencia de vuestro estado é casa, é el bien público é el pacífico estado é tranquilidad de vuestros regnos é señorios, segun que agora vos avemos jurado é prometido; lo qual todo susodicho é cada cosa é parte de ello yo el dicho señor Rey é nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Conde de Benavente é Diego Arias de Avila é cada uno de nos juramos á Dios é á Santa María á esta señal de cruz † é á las palabras de los santos evangelios do quier que estan, é fasemos pleito é omenage una dos é tres veces segun fuero é costumbre Despaña, yo el dicho señor Rey en manos de vos el dicho Marques de Villena, caballero é ome fijodalgo que estades presente é lo de mí recibides; é nos los dichos Arzobispo é Marques é Diego Arias en las manos reales de vos el dicho señor Rey; é yo el dicho Maestre de Calatrava en manos de (blanco); é yo el dicho Conde de Plasencia en manos de (blanco); é yo el dicho Conde de Benavente en manos de Diego de Almanza, caballeros é omes fijosdalgo que estan presentes é lo de nos reciben, que nos é cada uno de nos guardaremos é cumpliremos é ternemos todas las cosas susodichas é cada una de ellas segund é por la forma é manera que á cada uno de nos incumbe de faser é cumplir bien é cumplida é realmente cesante todo fraude, cautela, engaño, ficion é simulacion é toda otra cosa que en contrario sea ó ser pueda de los susodicho: é asimesmo juramos é prometemos en la forma susodicha de non pedir nin recibir absolucion nin relajacion del dicho juramento nin commutacion dél, nin usaremos della en caso que nos sea otorgada de proprio motu ó á nuestra postulacion ó en otra qualquier manera.

Fecha é otorgada por mí el dicho señor Rey é por nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Marques é Diego Arias en la muy noble é leal cibdad de Segovia veinte é nueve dias de mayo, año del nascimiento de nuestro señor Jesu-cristo de mill é quatrocientos é cinquenta é siete años; é por mí el dicho Maestre de Calatrava en (blanco) dias de (blanco) año susodicho; é por mí el dicho Conde de Plasencia en (blanco) dias de (blanco) año susodicho; é por mí el Conde de Benavente en la dicha Benavente tres dias de julio año susodicho.

Yo el Rey. Archiepiscopus Ispalensis. El Conde. El Marques. Diego Arias.

Pièce n° 5 : contrat entre Henri IV, Alfonso Carrillo, Alfonso de Fonseca, Pedro Girón, Fadrique Enríquez, Iñigo Lopez de Mendoza, Pedro Fernández de Velasco, Álvaro de Stúñiga, Alfonso Pimentel et Juan Pacheco (4 juin 1457)<sup>108</sup>.

Don Enrique por la gracia de Dios Rey de Castilla é de Leon. Conociendo ser asi complidero á servicio de Dios é mio é al pacífico estado de mis regnos ayuntar é allegar a mí para conservacion de aquello á más súbditos é naturales, demas de quanto les obliga la fidelidad é lealtad que me deben. Et acatando é considerando la mucha fidelidad e lealtad que siempre fallé en vos el muy reverendo padre in Cristo don Alfonso Carrillo, Arzobispo de Toledo, primado de las Españas, canceller mayor de Castilla, é en vos el muy reverendo padre in Cristo don Alfonso de Fonseca, Arzobispo de Sevilla, é en vos don Pedro Giron, Maestre de Calatrava, mi camarero mayor, é en vos don Fadrique mi tío, é mi almirante mayor de Castilla, é en vos don Iñigo Lopes de Mendoza, Marques de Santillana é Conde del Real, é en vos don Pedro Fernandez de Velasco, Conde de Haro, mi camarero mayor, é en vos don Alvaro de Stúñiga, Conde de Plasencia, mi justicia mayor, é en vos don Alfonso Pimentel, Conde de Benavente, é en vos don

<sup>108</sup> AHN, *Nobleza*, Osuna, caja 1860, n° 19 (contrat signalé dans R. PÉREZ BUSTAMANTE et J. M. CALDERÓN ORTEGA, *El marqués...*, p. 351).

Johan Pacheco, Marques de Villena, mi mayordomo mayor, todos del mi consejo, quiero vos recibir é recibo por mis especiales é buenos é leales servidores. Et por la presente vos prometo por mi fe real como Rey é Señor que guardaré é defenderé vuestras personas é casas é honores é estados é rentas é heredamientos de vosotros todos é de cada uno de vos, é vos honraré e non consentiré nin permitiré nin daré logar á que persona nin personas algunas vos fagan mal nin daño nin desaguizado. Et que por mi mismo nin por otras interpuestas personas non faré nin procuraré nin permitiré que á vos nin alguno de vos sea fecho mal e daño en vuestras personas nin diminucion de vuestros honores e estados nin de alguno de vos, mas si alguno vos lo quisieré faser vos ayudaré é defenderé é resistiré é mandaré defender é resistir, é faré de vosotros tanta quenta é mencion como del que mas de mis regnos. Et non faré yo nin [doblado] liga ó amista[doblado] nin confederacion con alguno ó algunos de los grandes de mis r[doblado] reyes comarcanos nin con otras personas, aún que sean de estirpe re[doblado] de vosotros e cada uno de vos. Et si alguna o algunas perso[doblado] ó fablaré ó trataré algunas cosas contrarias é repunantes á lo susodicho que luego que lo que tal me fueré fablado o movido vos lo faré saber e lo estorbaré.

Et nos los dichos Arzobispo de Toledo é Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Almirante é Marques de Santillana é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Conde de Benavente é Marques de Villena, besando las reales manos de vuestra señoría por la merced que en lo suso dicho nos fase, seguramos é prometemos de servir é que serviremos bien é leal é verdaderamente á vuestra real magestad, é vos seguiremos fielmente cesante toda arte é engaño é cautela con nuestras personas é casas é gentes, nos pornemos nos é cada uno de nos contra qualesquier persona ó personas de qualquier ley, estado ó condicion, preeminencia ó dignidad que sean, puesto que sean de dignidad real ó decendientes de aquel estirpe que contra vuestra real persona ó contra vuestros regnos ó contra vuestros mandamientos ó contra vuestro servicio sean ó quieran ser, pospuesta toda acepcion, deudo ó amistad ó amor que tengamos ó podamos tener, metiendo por ello á todo arrisco é peligro nuestras personas, casas, estados é gentes tantas quantas veces fuere necesario é vuestra señoría nos lo mandará á nos é á cada uno é qualquiera de nos. Et asimesmo sin parcialidad alguna vos daremos bueno é verdadero consejo segund nuestro entendimiento en todas las cosas que vuestra señoría con nos ó con qualquier de nos comunicará é entenderé que cumple á vuestro servicio é á guarda de vuestra preeminencia real é compliremos vuestras cartas é mandamientos segund é por la forma é manera que por vuestra señoría fuere mandado sin poner en ello escusa nin dilacion alguna. Et otrosí nos conformaremos con vuestra señoría en todas las cosas que vuestra señoría nos mandará, é non faremos liga confederacion nin amistad con persona alguna de vuestros regnos, nin de fuera de ellos sin vuestra licencia é especial mandado: todo esto susodicho é cada cosa dello como vuestros buenos é leales servidores é fieles consejeros son obligados de faser é guardar á su Rey é Señor natural, non embargante qualquier o qualesquier confederacion ó confederaciones que nos ó qualquier ó qualesquier de nos tengamos fechas con qualquier otra persona ó personas que en contrario desto sean ó ser puedan en qualquier manera. Et si acaesciere que alguna ó algunas personas nos fablen ó traten ó muevan algunas cosas contrarias ó repunantes á lo susodicho que á vuestra señoría prometemos é á la buena conformidad que á vuestra altesa plase tener con nosotros, que luego que lo tal nos fuere fablado ó movido, lo descubriremos á vuestra merced, porque vea cerca de ello é ordene é mande lo que en ello se faga, de lo qual non saldremos.

Et de mandamiento é licencia de vos el dicho Señor Rey nos los dichos Arzobispo de Toledo é de Sevilla é Maestre de Calatrava é Almirante é Marques de Santillana é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Conde de Benavente é Marques de Villena é cada uno de nos prometemos é seguramos de guardar, é que guardaremos é nos ayudaremos presentes ó absentes los unos á los otros é los otros á los otros, é todos á cada uno, é cada uno á todas nuestras personas, honras é casas é estados é bienes [DOBLADO]ales é verdaderos amigos é parientes se deben ayudar e guardar [DOBLADO]mos en ello nuestras personas e casas é estados é fasiendas tantas quantas veces fuere menester á nuestras propias costas é espensas; et nos arredraremos todo el daño que sintiéremos los unos á los otros é los otros á los otros, é si lo non pudiéremos arredrar el que lo supiere antes lo avisará al otro ó á los otros contra quien fuere. Et prometemos é seguramos en

la forma susodicha nos los dichos Arzobispo de Toledo é Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Almirante é Marques de Santillana é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Conde de Benavente é Marques de Villena é cada uno de nos de non facer nin faremos amistanza nin liga nin confederacion nin trato nin pacto con persona alguna destos regnos sin lo faser saber al otro ó á los otros é todos al uno é el uno á todos. Et queriendo todos ó cada uno de nos entrar en la dicha amistad que lo metera en ella. Otrosy que los unos con los otros é los otros con los otros é todos con el uno é el uno con todos que en la corte estoviéramos amigable é igual é fielmente, e quando compliere comunicaremos las cosas é fechos é causas é negocios que buenos é verdaderos amigos é parientes se deben comunicar guardando é mirando é acatando en todas cosas é sobre todos los fechos é casos al servicio de vos el dicho señor Rey é el honor é preeminencia de vuestro estado é casa é el bien público é el pacífico estado é tranquilidad de vuestros regnos é señorios segund que agora vos avemos jurado é prometido. Lo qual todo susodicho é cada cosa é parte de ello yo el dicho señor Rey é nos los dichos Arzobispo de Toledo é Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Almirante é Marques de Santillana é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Conde de Benavente é Marques de Villena e cada uno de nos juramos a Dios é á esta señal de cruz † é á las palabras de los santos evangelios do quier que estan, que fasemos pleito é omenage una dos é tres veces segund fuero é costumbre de España, yo el dicho señor Rey en manos de vos el dicho don Johan Pacheco marques de Villena que estades presente, é lo de mí recebides. Et nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Marques de Villena en las manos reales de vos el dicho señor Rey que guardaremos é compliremos é ternemos todas las cosas suso dichas é cada una dellas segund é por la forma é manera que á cada uno incumbe de faser complir bien é complida realmente cesante todo fraude, cautela é engaño, ficion é simulacion é toda otra cosa que en contrario desto sea ó ser pueda. Et asimesmo juramos é prometemos en la forma susodicha de non pedir nin recibir absolucion nin relaxacion del dicho juramento nin comutacion del, nin usaremos della en caso que nos sea otorgada de propio motu ó á nuestra postulacion ó en otra qualquier manera.

Fecha e otorgada fue esta escriptura por mi el dicho señor Rey e Arzobispo de Sevilla é Marques de Villena en la muy noble cibdad de Segovia a quatro dias de junio año del nacimiento de nuestro señor Jesu-Cristo de mill e quatrocientos e cinquenta e siete años. Yo el Rey.

[Suivent au recto et au verso du second feuillet de ce contrat les signatures et les sceaux des autres contractants. Remarquons cependant que la ratification de ce contrat se fait de manière échelonnée. Ainsi, l'archevêque de Tolède signe, scelle et jure le contrat le 21 juillet, dans les mains du marquis de Santillana; ce dernier entre les mains dudit archevêque le lendemain; le comte de Plasencia le 4 août, entre les mains de son cousin Diego Stúñiga; et l'amiral le 7, entre les mains de son neveu Diego de Mendoza].

Pièce n° 6 : contrat entre Henri IV, Alfonso de Fonseca, Pedro Girón, Pedro Fernández de Velasco, Alvaro de Stúñiga, Juan Pacheco et Diego Arias Dávila (3 février 1458)<sup>109</sup>.

Don Enrique por la gracia de Dios Rey de Castilla é de Leon. Conociendo ser asi complidero á servicio de Dios é mio é al pacífico estado de mis regnos ayuntar é allegar a mí para conservacion de aquello á mis súbditos é naturales, demas de quanto les obliga la fidelidad é lealtad que me deben; acatando é considerando la mucha fidelidad que siempre fallé en vos el muy reverendo padre in Cristo don Alfonso de Fonseca, Arzobispo de Sevilla mi oidor ó referendario, é en don Pedro Giron, Maestre de Calatrava, mi camarero mayor é don Pedro Ferrandes de Velasco, Conde de Haro, mi camarero mayor é en don Alvaro de Stúñiga, Conde de Plasencia mi justicia mayor, é en don Johan Pacheco, Marques de Villena, mi mayordomo mayor é Diego de Arias de Avila, mi contador mayor, todos del mi consejo quiero vos recibir é

<sup>109</sup> Éd. *Memorias*...., document n° 57, p. 157-159.

recibovos por mis especiales é buenos é muy leales servidores é por la presente vos prometo por mi fe real como Rey é Señor que guardaré é defenderé vuestras personas é casas é honores é estados é rentas é heredamientos de vosotros todos é de cada uno de vos é vos honraré é non consentiré nin daré logar á que persona nin personas algunas vos fagan mal nin daño nin desaguisado; mas si alguno vos lo quisiere faser, vos ayudaré é defenderé é resistiré é mandaré defender é resistir, é faré de vosotros tanta cuenta é mincion como del que mas de mis regnos é non faré yo nin otro por mí liga, amistanza nin confederacion con alguno ó algunos de los Grandes de mis regnos nin de fuera de ellos sin lo faser saber á vos los susodichos é cada uno de vos é queriendo vosostros ó qualquier de vos entrar en la dicha confederacion vos porné é meteré en ella é en otra manera non lo faré. E si alguna ó algunas personas me fablaren, movieren ó pactaren algunas cosas contrarias ó repunantes á lo susodicho, que luego que lo tal me fuere hablado ó movido, vos lo faré saber é lo estorbaré.

E nos los dichos Arzobispo é Maestre de Calatrava é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Conde de Benavente é Diego Arias, besando las reales manos á vuestra señoría por la merced que en lo susodicho nos fase, seguramos é prometemos de servir, é que serviremos bien é leal é verdaderamente á vuestra real magestad é vos seguiremos fielmente cesante toda arte é engaño é cautela con nuestras personas é casas é gentes nos pornemos nos é cada uno de nos contra cualesquier persona ó personas de qualquier ley, estado ó condicion, preeminencia ó dignidad que sean, puesto que sean de dignidad real ó decendientes de aquel estirpe que contra vuestra real persona ó contra vuestros regnos ó contra vuestros mandamientos ó contra vuestro servicio sean ó quieran ser, pospuesta toda acepcion, debdo ó amistad ó amor que tengamos ó podamos tener, metiendo por ello á todo arrisco é peligro nuestras personas, casas, estados é gentes tantas quantas veces será necesario é vuestra señoría nos lo mandare á nos é á cada uno é qualquiera de nos; é asimesmo sin parcialidad alguna vos daremos bueno é verdadero consejo segund nuestro entendimiento en todas las cosas que vuestra señoría con nos ó con qualquier é de nos comunicare é entendieren que cumple á vuestro servicio é á guarda de vuestra preeminencia real é compliremos vuestras cartas é mandamientos segun é por la forma é manera que por vuestra señoría fuere mandado sin poner en ello escusa nin dilacion alguna: é otrosí nos conformaremos con vuestra señoría en todas las cosas que nos mandare, é non faremos liga confederacion nin amistad con persona alguna de vuestros regnos, nin de fuera de ellos sin vuestra licencia é especial mandado; todo esto susodicho é cada cosa dello como vuestros buenos é leales servidores é fieles consejeros son obligados de faser é guardar á su Rey é Señor natural, non embargante qualquier confederacion ó confederaciones que nos ó qualquier ó cualesquier de nos tengamos fechas con qualquier persona ó personas que en contrario desto sean ó ser puedan en qualquier manera; é si acaesciere que alguna ó algunas personas nos fablen ó traten ó muevan algunas cosas contrarias ó repunantes á lo susodicho que á vuestra señoría prometemos é á la buena conformidad que á vuestra altesa plase tener con nosotros, que luego que notaren nos sea hablado ó movido, lo descubriremos á vuestra merced, porque vea cerca de ello é ordene é mande lo que en ello se faga, de lo qual non saldremos: é de mandamiento é licencia de vos el dicho Señor Rey nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Diego Arias é cada uno de nos prometemos é seguramos de guardar, é que guardaremos é nos ayudaremos presentes ó absentes los unos á los otros é los otros á los otros, todos á cada uno, é cada uno á todas nuestras personas, honras é casas é estados é bienes como buenos é leales é verdaderos amigos é parientes se deben guardar é ayudar, é pornemos en ello nuestras personas é estados é haciendas tantas quantas veces fuere menester á nuestras propias costas é espensas; et nos arredraremos todo el daño que sintiéremos los unos á los otros é los otros á los otros, é si lo non pudiéremos arredrar el que lo supiere ó sintiere antes lo avisará al otro ó á los otros contra quien fuere. E prometemos é seguramos en la forma susodicha nos los dichos Arzobispo é Maestre de Calatrava é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Diego Arias é cada uno de nos de non facer nin faremos amistanza nin liga nin confederacion nin trato nin pacto con persona alguna de estos regnos nin de fuera de ellos, sin que qualquier de nos que quisiere facer la dicha confederacion ó tracto ó liga ó amistad lo faga saber á todos los otros susodichos,

é queriendo ellos ó qualquier de ellos entrar en ella los porná é meterá en ella é que en otra manera non la faremos. E otrosí que los unos con los otros é los otros con los otros é todos con el uno é el uno con todos que en la corte estoviéramos, amigable é igual é fielmente comunicaremos las cosas é fechos é causas é negocios que buenos é verdaderos amigos é parientes se deben comunicar guardando é mirando é acatando en todas cosas é sobre todos los fechos é casos al servicio de vos el dicho señor Rey é el honor é preeminencia de vuestro estado é casa é el bien público é el pacífico estado é tranquilidad de vuestros regnos é señorios segun que agora vos avemos jurado é prometido. Lo qual todo susodicho é cada cosa é parte de ello yo el dicho señor Rey é nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Conde de Haro é Conde de Plasencia é Marques de Villena é Diego Arias é cada uno de nos juramos á Dios é á esta señal de cruz † é á las palabras de los santos evangelios do quier que estan, que fasemos todos é cada uno de nos pleito é omenage una dos é tres veces segun fuero é costumbre de España, yo el dicho señor Rey en manos de vos el dicho Marques de Villena, caballero é ome fijodalgo que estades presente, é lo de mí recibides: é nos los dichos Arzobispo é Maestre é Marques é Diego Arias en las manos reales de vos el dicho señor Rey, é yo el dicho Conde de Haro en manos de vos Ferrando Sanchez de Velasco é yo el dicho Conde de Plasencia en manos de Sancho de Londoño, caballeros é omes fijosdalgo que estan presentes é lo de nos reciben, que nos é cada uno de nos guardaremos é cumpliremos é ternemos todas las cosas susodichas é cada una de ellas segund é por la forma é manera que á cada uno de nos incumbe de faser é cumplir bien é cumplida é realmente cesante todo fraude, cautela, engaño, ficion é simulacion é toda otra cosa que en contrario de lo susodicho sea ó ser pueda: é asimesmo yo el dicho señor Rey é nos todos los susodichos é cada uno de nos juramos é prometemos en la forma susodicha de non pedir nin recibir absolucion nin commutacion de él, nin usaremos della en caso que nos sea otorgada de propio motu ó á nuestra postulacion ó en otra qualquier manera. Fecha é otorgada por mí el dicho señor Rey é por nos los dichos Arzobispo de Sevilla é Maestre de Calatrava é Marques de Villena é Diego Arias en la villa de Madrid tres días de febrero, año del nascimiento de nuestro señor Jesu-cristo de mill é quatrocientos é cinquenta é ocho años: é por mí el dicho Conde de Haro en la villa de Birbiesca á dos días de marzo del dicho año: é por mí el dicho Conde de Plasencia en Plasencia á veinte é un dias de marzo del dicho año.

Yo el Rey. Archiepiscopus Ispalensis. El Maestre. El Marques. *Y a la vuelta dice:* el Conde don Alvaro. Diego Arias.

Pièce n° 7 : contrat entre Henri IV, doña Juana, sa femme, Alfonso Carrillo, Fadrique Enríquez, Álvaro de Stúñiga, Juan Pacheco, Diego Hurtado de Mendoza, Pedro Girón, Enrique Enríquez, Beltrán de la Cueva, García Álvarez de Toledo, Rodrigo Pimentel, Rodrigo Manrique, Diego de Stúñiga, Pedro González de Mendoza, Pedro de Velasco, Lorenzo de Figueroa, Gonzalo de Saavedra, Juan Fernández Galindo et Alvar Gómez de Ciudad Real (printemps 1464 ?)<sup>110</sup>.

Yo el Rey don Enrique de Castilla e de León, et yo la Reyna doña Johana, su muger. Conosciendo ser asy complidero a serviçio de Dios e de nosotros, e a la paz e sosiego e tranquilidad de aquestos regnos ayuntar e allegar a nos, para la conservaçión de aquello, a nuestros súbditos e naturales, demás de quanto les obliga la lealtad e fideidad que nos deven, e acatando e consyderando la mucha fidelidad e lealtad que siempre avemos fallado en vos, don Alfonso Carrillo, arçobispo de Toledo, e don Fadrique, mi tyo, almirante mayor de Castilla, é don Álvaro Destúñiga, conde de Plasencia, e don Johan Pacheco, Marqués de Villena, e don Diego Hurtado de Mendoza, marqués de Santillana, e don Pedro Girón, maestre de Calatrava, e don Enrique, conde de Alva de Liste, e don Beltrán, conde de Ledesma, e don Garçia, conde de Alva, e don Rodrigo Pimentel, conde de Benavente, e don Rodrigo Manrique, conde de Paredes,

<sup>110</sup> Éd. M. C. QUINTANILLA RASO, dans J. M. NIETO SORIA (dir.), *Orígenes ...*, document n° 39, pp. 463-465.

e don Diego Destúñiga, conde de Miranda, e don Pedro de Mendoça, obispo de Calahorra, e don Pedro de Velasco, e don Lorenzo de Figueroa, vizconde de Torija, e el comendador mayor Gonçalo de Saavedra, e el comendador Johan Ferrández Galindo, e Alvar Gómez, que de yuso en esta escriptura firmastes vuestros nombres, queremos vos resçibir e resçebimos vos por nuestros espeçiales e buenos e leales servidores, et por la presente vos prometemos por nuestra fe e palabra real, commo señores Rey e Reyna, que nos e cada uno de nos guardaremos e defenderemos vuestras personas e casas e honores e estados e rentas e heredamientos de vosotros todos e de cada uno de vos, et non seremos non nin alguno de nos en fecho, dicho nin consejo para que contra vosotros se faga lo contrario, e vos honraremos, e fiaremos de vosotros más que de otros algunos de nuestros regnos, e vos comunicaremos nuestros secretos e consejos, e non consentyremos nin permityremos nin daremos logar que persona nin personas algunas vos fagan mal nin daño nin desaguisado, et porque nos mismos nin por otras ynterposytas personas non faremos nin procuraremos nin permityremos nin seremos en que a vos nin alguno de vos sea fecho mal nin daño en las vuestras personas nin en diminuçyón de vuestras casas e estados nin de alguno de vos, mas que sy alguno de vos lo quisyere fazer, vos ayudaremos e defenderemos e resystiremos e mandaremos defender e resystir. Et sy alguna o algunas personas nos movieren o fablaren o trataren algunas cosas contrarias o repunantes a lo suso dicho, que luego que lo tal nos fuere fablado, vos lo faremos saber, e lo estorvaremos.

Et nos, los dichos arçobispo de Toledo, e almirante, e conde de Plasençia, e marqués de Villena, e marqués de Santillana, e maestre de Calatrava, e conde de Alva de Liste, e conde de Ledesma, e conde de Alva, e conde de Benavente, e conde de Paredes, e conde de Miranda, e obispo de Calahorra, e don Pedro de Velasco, e vizconde de Torija, et comendador mayor, e comendador Johan Ferrández, e Alvar Gómez, e cada uno de nos, vesando las Reales manos a vuestra señoría, por la merçed que en lo suso dicho nos faze, seguramos e prometemos de servir, e que serviremos a vos, los dichos señores Rey e Reyna, e a cada uno de vos, bien e leal e verdaderamente, e a la prinçesa doña Johana, vuestra fija, e a otros qualesquier fijos e fijas que de aquí adelante Dios vos diere. Et que vos seguiremos fielmente, çesante toda arte, engaño e cabtela, con nuestras personas e casas e gentes, e nos pornemos nos e cada uno de nos por vuestro serviçio e mandado, contra qualesquier persona o personas de qualquier estado o condiçión, preheminençia o dignidad que sean, aunque sean de dignidad Real o desçendientes de aquél estirpe o conjuntos a vuestra señoría, e a nos o a qualquier de nos, en qualquier grado de consanguinidad o afinidad, propinco o remoto, que contra vuestras personas Reales o de qualquier de vos, o contra estros vuestros regnos, o contra la paz e sosiego dellos, o contra vuestros mandamientos, o contra vuestro serviçio quiera ser, pospuesta toda afeçión, debdo o amor o amistad que tengamos e podamos tener nos o qualquier de nos con ellos o con qualquier dellos, metyendo por ello a todo arrisco e peligro nuestras personas e casas e estados e gentes, todas quantas vezes vuestra señoría nos lo mandare a nos o a qualquier de nos. Et asy mismo syn parçialidad algunas vos daremos bueno e verdadero consejo, segund nuestro entendimiento, en todas las cosas que vuestra señoría con nos o con qualquiera de nos comunicare e entendiere que cumple a vuestro serviçio e a guarda de vuestra preheminençia Real, e compliremos vuestras cartas e mandamientos, segund e por la forma e manera que por vuestra señoría fuere mandado, syn poner en ello escusa ni dilaçión alguna. Et otrosy nos conformaremos con vuestra señoría en todas las cosas que nos mandare. Et non faremos liga, confederación, nin amistad con otra persona alguna de vuestros regnos nin de fuera dellos, aunque sean reyes e prinçipes e cavalleros de qualquier estado o condiçión, aunque sean a vuestra señoría e a nos conjuntas en los dichos grados o en qualquier dellos, syn vuestra liçençia e espeçial mandado. Et que faremos e compliremos todo lo suso dicho e cada cosa dello, non embargante qualquier o qualesquier confederación o confederaciones que nos e qualquier de nos tenagmos fechas con los suso dichos o con qualquier dellos o con otra persona o personas de qualquier estado o condiçión que sean, con qualesquier juramentos e vínculos e cláusulas e firmezas que sean o ser puedan, las quales e cada una dellas, aviéndolas aquí por espresas e espeçificadas, bien asy commo sy de palabra a palabra fuesen aquí ynsertas e encorporadas, revocamos e anullamos e damos por ningunas e de ningund valor. Et queremos ser e que de aquí adelante seamos costeñidos e

obligados a la guarda e conservación de todo lo en esta escriptura contenido e cada cosa dello, e aunque en las tales confederación o confederaciones o en qualquier dellas se contenga expresamente que non pudiesen ser derogadas nin revocadas por otras algunas que después fiziésemos, e otras qualesquier cláusulas de qualquier calidad e efecto de que aquí se deviese fazer e espeçial mençión. Et sy acaesçiere que alguna o algunas personas nos fablen o traten o muevan algunas cosas contrarias o repunantes a lo suso dicho, que a vuestra señoría prometemos, e a la buena conformidad que a vuestra alteza plaze tener con nosotros, que luego que lo tal nos fuere fablado o movido, lo descubriremos a vos, los dichos Rey e Reyna e a cada uno de vos, porque veades çerca dello e ordenedes e mandedes lo que en ello se faga, de lo qual non saliremos.

E de mandamiento e liçençia de vos, los dichos señores Rey e Reyna, nos los dichos perlados e cavalleros que asy en esta dicha escriptura firmamos nuestros nombres e cada uno de nos, prometemos e seguramos de guardar e que guardaremos e nos ayudaremos presentes o absentes, los unos a los otros e los otros a los otros, e todos a cada uno, e cada uno a todas nuestras personas, honrras e casas e estados e bienes, commo buenos e leales e verdaderos amigos e parientes se deven ayudar e guardar. Et nos ayudaremos con cada çient lanças pagadas por un mes a nuestras costas, et después con aquellas gentes que que oviere menester e la ayuda pidiere, pagándola él, y esto todas quantas vezes fuere menester. Et nos arredraremos todo el daño que syntiéremos los unos a los otros, e los otros a los otros, et sy lo non pudiéremos arredrar el que lo supiere antes lo avisará al otro o a los otros contra quien fuere. Et sy el Rey nuestro señor quisyere fazer o fiziere merçed a qualquier de nos, non lo estorvaremos, antes nos ayudaremos a ello con quanto pudéremos. Et prometemos e seguramos en la forma susodicha nos, los susodichos perlados e cavalleros e cada uno de nos de non fazer nin faremos amistad nin liga nin confederación nin trato nin pacto con persona alguna destos regnos nin de fuera dellos que sea contraria o repunante a lo susodicho, todavia mirando e guardando e acatando e anteponiendo en todo lo susodicho o en cada cosa dello e en todas otras cosas e sobre todos otros qualesquier fechos e casos, el serviçio e mandado de vos, los dichos señores Rey e Reyna e de la dicha señora prinçesa vuestra fija e de otros qualesquier fijos o fijas que Dios vos diere, e el honor e preheminençia de vuestro estado e casa, e el bien público e paçifico estado e tranquilidad de vuestros regnos e señoríos, segund que agora vos avemos jurado e prometydo.

Lo qual todo suso dicho e cada cosa dello nos, los dichos señores Rey e Reyna, e nos, los dichos perlados e cavalleros que asy yuso en esta escriptura firmamos nuestros nombres, e cada uno de nos, juramos a Dios e a Santa María e a esta señal de Cruz (Cruz) e a las palabras de los Santos Evangelios do quier questán, e fazemos pleito omenaje nos, los dichos señores Rey e Reyna, en manos de (blanco) questá presente e lo de nos resçibe. Et nos, los dichos perlados e cavalleros, en las manos Reales de vos, el dicho señor rey, una e dos o tres vezes al fuero e costumbre despaña, que guardaremos e conpliremos e terrnemos todas las cosas dichas e contenidas, segund e por la forma e manera que a cada uno yncumbe fazer e conplir bien e conplida e realmente, çesante todo fraude, cabtela, e engaño, ficción e simulación, e toda otra cosa que en contrario sea o ser pueda. Et asy mismo juramos e prometemos en la forma suso dicha de non pedir nin resçebir absoluçión nin relaxación del dicho juramento, nin comutaçión dél, nin usaremos della en caso que nos sea otorgada de propio motu o a nuestra postulaçión, o en otra qualquier manera.

De lo qual el dicho señor Rey mandó fazer escripturas, para cada uno la suya, que fueron fechas e firmadas por el dicho señor Rey. Yo el Rey (Rúbrica).

Pièce n° 8 : contrat entre Henri IV, doña Juana, sa femme, Alfonso Carrillo, Fadrique Enríquez, Álvaro de Stúñiga, Juan Pacheco, Diego Hurtado de Mendoza, Pedro Girón, Enrique Enríquez, Beltrán de la Cueva, García Álvarez de Toledo, Rodrigo Pimentel, Rodrigo Manrique, Diego de Stúñiga, Pedro González de Mendoza, Pedro de Velasco,



Lope de Figueroa, Gonzalo de Saavedra, Juan Fernández Galindo et Alvar Gómez de Ciudad Real (1466)<sup>111</sup>.

Yo el Rey don Enrique de Castilla e de Leon. E yo la Reyna doña Johana, su muger. Conosçiendo ser asy conplidero a serviçio de Dios e de nosotros e a la paz e sosiego e tranquilidad de aquestos regnos ayuntar e allegar a nos para la conservaçion de aquello a nuestros subditos e naturales de mas de quanto les obliga la lealtad e fidelidad que nos deven, e acatando e consyderando la mucha fidelidad e lealtad que siempre avemos fallado en vos Alfonso Carrillo, arçobispo de Toledo, e don Fadrique, mi tyo e almirante mayor de Castilla, e don Alvaro de Stuñiga, conde de Plasençia, e don Johan Pacheco, marques de Villena e don Diego Hurtado de Mendoça, marques de Santillana, e don Pedro Giron, maestre de Calatrava, e don Enrique, conde de Alva de Liste, e don Beltran, conde de Ledesma, e don Garçia, conde de Alva, e don Rodrigo Pimentel, conde de Benavente, e don Rodrigo Manrique, conde de Paredes, e don Diego de Stuñiga, conde de Miranda, e don Pedro de Mendoça, obispo de Calahorra, e don Pedro de Velasco e don Lope, conde de Figueroa, visconde de Torija, e el comendador mayor don Gonçalo de Saavedra e el comendador Johan Ferrandes Galindo e Alvar Gomes que de yuso en este escriptura firmastes vuestros nonbres, e queremos vos reçebir e reçeberos vos por nuestros espeçiales e buenos e leales servidores. E por la presente vos prometemos por nuestra fe e palabra real, como señores Rey e Reyna, que nos e cada uno de nos guardaremos e defenderemos vuestras personas e casas e honores e estados e rentas e heredamientos de vosotros todos e cada uno de vos, e no seremos nos nin alguno de nos en fecho dicho en consejo para que contra vosotros se faga lo contrario, e vos honrraremos e fiaremos de vosotros mas que de otros algunos de nuestros regnos, e vos comunicaremos nuestros secretos e consejos e no consentiremos nin permitiremos nin daremos lugar que persona nin personas algunas vos fagan mal e daño nin desaguisado, e que por nos mismos nin por otras ynterposytas personas non faremos nin procuraremos nin permitiremos nin seremos en que a vos nin alguno de vos sea fecho mal nin daño en vuestras personas nin en disminuçion de vuestras casas e estados nin de alguno de vos, mas que sy a alguno de vos lo quesyere faser vos ayudaremos e defenderemos e resystiremos e mandaremos defender e resystir. E sy alguno o algunas personas nos movieren o fablaren o trataren algunas cosas contrarias o repunantes a lo suso dicho, que luego que lo tal nos fuere fablado e movido, vos lo faremos saber e lo estorvaremos.

E nos, los dichos arçobispo de Toledo e almirante e conde de Plasençia e marques de Villena e marques de Santillana e maestre de Calatrava e conde de Alva de Liste e conde de Ledesma e conde de Alba e conde de Benavente e conde de Paredes e conde de Miranda e obispo de Calahorra e don Pedro de Velasco e visconde de Torija e comendador mayor e comendador Johan Ferrandes e Alvar Gomes e cada uno de nos, besando las reales manos a vuestra señoria por la merçed que en lo suso dicho nos fase, seguramos e prometemos de servir e que serviremos a vos los dichos señores Rey e Reyna e a cada uno de vos bien e leal e verdaderamente, e a la prinçesa doña Johana, vuestra fija, e a otros qualesquier fijos e hijas que de aqui adelante Dios vos diere. E que seguremos fielmente, çesante todo arte, engaño e cabtela con vuestras personas e casas e gentes, e nos ponemos nos e cada uno de nos por vuestro serviçio e mandado contra qualesquier persona o personas de qualquier estado o condiçion, preheminençia o dignidad que sea, e aunque sea de dignidad real o desçendientes de aquel estirpe o conjuntos a vuestra señoria e a nos o a qualquier de nos en qualquier grado de consanguinidad o afinidad propinto o remoto que contra vuestras personas reales o de qualquier de vos o contra estos vuestros regnos o contra la paz e sosiego dello o contra vuestros mandamientos o contra vuestro serviçio quiera o quieran ser, postpuesta toda aserçion, debdo o amor o amistad que tengamos e podamos tener nos e qualquier de nos con ellos o con qualquier

---

<sup>111</sup> Éd. F. J. VILLALBA RUIZ DE TOLEDO, *Coleccion diplomatica del Cardenal Mendoza (1454-1503)*, dans *Cuadernos de Historia Medieval* [Seccion Colecciones Documentales], 1 (1999), document n° 12, pp. 17-21.

dellos, mentyendo por ello a todo arrisco e peligro nuestras personas e casas e estados e gentes tantas quantas veçes vuestra señoria nos lo mandare a nos o a qualquier de nos e asy mismo sin parçialidad alguna vos daremos buenos e verdaderos consejos segund nuestro entendimiento en todas las cosas que vuestra señoria con nos o con qualquier de nos comunicare o entendiere que conplir a vuestro serviçio e a guarda de nuestra preheminençia real, e conpliremos vuestras cartas e mandamientos segund e por la forma e manera que por vuestra señoria fuere mandado syn poner en ello escusa nin dilaçion alguna. E otrosi nos conformaremos con vuestra señoria en todas las cosas que nos mandare. E non faremos liga, confederaçion nin amistad con otra persona alguna de vuestros regnos nin de fuera dellos aunque sean reyes e prinçipes e cavalleros de qualquier estado o condiçion, e aunque sean a vuestras señorias e a nos conjuntos en los dichos grados o en qualquier dellos sin vuestra liçençia e espeçial mandado. E que faremos e conpliremos todo lo suso dicho e cada cosa dello, non embargante qualquier o qualesquier confederaçion o confederaciones que nos e qualquier de nos tengamos fechas con los susodichos o con qualquier dellos o con otra persona o personas de qualquier estado o condiçion que sean con qualesquier juramentos o vinculos e clausulas e firmesas que sean o ser puedan, las quales e cada una dellas aviendolas aqui por expresas e espeçificadas bien asy como sy de palabra a palabra fuesen aqui inplantadas e encorporadas, revocamos e anullamos e damos por ninguno e de ningund valor. E queremos ser e de aqui adelante seamos contreñidos e obligados a la guarda e conservaçion de todo lo en esta escriptura contenido e cada cosa dello, e aunque en las tales confederaçion e confederaciones o en qualquier dellas se contenga expresamente que non pudiesen ser derogados nin revocados por otros algunos que despues fisiesemos e otras qualesquier clausulas de qualquier calidad e efecto de que aqui se deviese faser expresa e espeçial mençion. E si acaesçiere que algun o algunas personas nos fablen o traten o muevan algunas cosas contrarias o repunantes a lo suso dicho, que a vuestra señoria prometemos e a la buena conformidad que a vuestra altesa plase tener con nosotros que luego que lo tal nos fuere fablado o movido lo descubriremos a vos los dichos señores Rey e Reyna e a cada uno de vos porque veades çerca dello e ordenedes e mandedes lo que en ello se faga de lo qual non saliremos.

E de mandamiento e liçençia de vos, los dichos señores Rey e Reyna, nos los dichos perlados e cavalleros que asy en esta dicha escriptura firmamos nuestros nonbres e cada uno de nos, prometemos e seguramos de guardar, e que guardaremos e nos ayudaremos, presentes e absentes, los unos a los otros e los otros a todos e cada uno a todas nuestras personas, honrras e casas e estados e bienes como buenos e leales e verdaderos amigos e parientes se deven ayudar e guardar. E nos ayudaremos con cada çien lanças pagadas por un mes a nuestras costas, e despues con aquellas gentes que oviere menester e la ayuda pidiere pagandola el, y esto dadas quantas veses fuere menester. E nos arredraremos todo el daño que syntieremos los unos a los otros e los otros a los otros. E sy lo non pudieremos arredrar el que lo supiere a nosotros lo avisaria al otro o a los otros contra quien fuere. E sy el Rey nuestro señor quisiere faser o fisiere merçed a qualquier de nos, no lo estorvaremos e antes nos ayudaremos a ello con quanto pudieremos. E prometemos e seguramos en la forma susodicha nos los susodichos perlados e cavalleros e cada uno de nos de non faser nin faremos amistad nin liga nin confederaçion nin tracto nin pacto con persona alguna destos regnos nin de fuera dellos que sea contraria o repunante a lo susodicho todavia guardando e mirando e acatando e anteponiendo en todo lo suso dicho e en cada cosa dello e en todas otras cosas e sobre todos otros qualesquier fechos e casos, el serviçio e mandado de vos los dichos señores Rey e Reyna e de la dicha señora prinçesa, vuestra fija, e de otros qualesquier fijos e fijas que Dios vos diere, e el honor e preheminençia de vuestro estado e tranquilidad de vuestros regnos e señorios segund que agora vos avemos jurado e prometido, e lo qual todo susodicho es cada cosa dello.

E nos los dichos señores Rey e Reyna, e nos los dichos perlados e cavalleros que asy yuso en esta escriptura firmamos nuestros nonbres e cada uno de nos juramos a Dios e a Santa Maria e a esta señal de crus (*cruz*) e a las palabras de los Santos Evangelios doquier que estan, e fasemos pleito omenaje nos los dichos señores Rey e Reyna en las manos de (*en blanco*) que esta presente e lo de nos resçibe. E nos los dichos perlados e cavalleros en las manos reales de vos el

dicho señor Rey, una e dos e tres veses al fuero e costunbre de Spaña, que guardaremos e conpliremos e tenemos todas las cosas susodichas e cada una dellas segund e por la forma e manera que a cada uno yncunbe faser e conplir bien e conplida e realmente, çesante todo fraude, cabtela e engaño, ficçion e simulaçion e toda otra cosa que en contrario sera o ser pueda. E asy mismo juramos e prometemos en la forma suso dicha de non pedir nin resçibir absoluçion nin relajaçion del dicho juramento en conmutaçion del, nin usaremos della en caso que nos sea otorgada de propio motu o a nuestra postulaçion o en otra qualquier manera, de lo que el dicho señor Rey mando faser escripturas para cada uno la suya que fueron fechas e firmadas e juradas por el dicho señor Rey en (*en blanco*). Yo el Rey. E porque otros algunos grandes del regno, perlados e cavalleros que non estan aqui, querian entrar en esta confederaçion e amistad, que aquellos que de oy en çinquenta dias firmaren en ella por sus personas o por sus procuradores con sus poderes bastantes sean en ella comprehendidos como qualquier dellos que arriba son declarados, con aquellos mismos vinculos e fuerças e eçeptos los arçobispos de Sevilla e Santiago.